



Università degli Studi di Padova

Dipartimento di studi Linguistici e Letterari

Corso di Laurea Magistrale in
Lingue Moderne per la Comunicazione e la Cooperazione
Internazionale
Classe LM-38

Tesi di Laurea

L'hiver transalpin : revue de la presse fasciste française entre 1929 et 1933

Relatrice
Prof.ssa Giulia Albanese

Laureando
Andrea Giuseppe Tommasi
n° matr.1206572 / LMLCC

Anno Accademico 2020 / 2021

Sommaire

Introduction	page	3
Partie 1 : Aperçu Général. Le journalisme français à la fin des années vingt		
Chapitre 1 : Pluralité et déclin	»	9
Chapitre 2 : Presse fasciste : notes générales	»	11
Partie 2 : Journaux et périodiques	»	
Chapitre 3 : L'Action Française	»	13
Deux auteurs notables : Charles Maurras et Léon Daudet	»	16
Analyse des travaux		
Chapitre 4 : Gringoire	»	19
Analyse des travaux	»	23
Chapitre 5 : L'ami du peuple	»	31
Analyse des travaux	»	34
Chapitre 6 : L'intransigeant	»	39
Analyse des travaux	»	40
Chapitre 7 : L'Écho de Paris	»	44
Analyse des travaux	»	47
Chapitre 8 : Je suis partout	»	53
Analyse des travaux	»	57
Partie 3 : Le livre	»	
Chapitre 9 : Deux publications importantes : Fayard et Valois	»	69
Fayard	»	69
Valois	»	71
Chapitre 10 : Autres maisons d'édition, auteurs et ouvrages	»	75
Promenade italienne : la vision sur l'Italie de Charles Maurras	»	77
Conclusion	»	81
Bibliographie	»	87
Articles du période fasciste	»	87
Livres du période fasciste	»	92
Autres textes	»	93
Annexe : Riassunto in italiano	»	97
Introduzione	»	97
Cenni generali	»	99
Quotidiani e periodici	»	100
Il libro	»	103
Conclusione	»	104

Introduction

Le fascisme en tant qu'idéologie et phénomène politique, social et économique a été largement étudié tant dans la période où il gouvernait l'Italie que dans les soixante-quinze années suivantes par des spécialistes de tous les secteurs et de tous les milieux politiques.

Dès lors que le fascisme est originaire d'Italie et qu'en Italie il a pu s'imposer d'abord comme une force gouvernementale (durable), de nombreuses études se sont concentrées précisément sur le fascisme dans notre pays, soulignant de temps en temps ses bases idéologiques, ses implications pratiques et l'héritage qu'il a laissé, ainsi que la manière dont la société et les coutumes italiennes en ont été façonnées pendant plus de vingt ans.

Cependant, l'Italie n'est certainement pas une île isolée au milieu d'un hypothétique océan sans contact avec le monde extérieur. Les dirigeants du gouvernement fasciste de l'époque et en général les partisans de l'idéologie hégémonique devaient se rapporter aux réalités des nations, des États et des empires qui partageaient à l'époque l'échiquier politique international avec l'Italie. Les relations économiques et culturelles entre les différents pays sont constantes et il serait impensable de dire qu'un phénomène comme celui de la montée au pouvoir fasciste n'ait pas provoqué de vives réactions, d'une sorte ou d'une autre, au sein des diverses sociétés. Surtout à une époque, celle des années 1920 à 1930, où la circulation des biens et des personnes est devenue de plus en plus rapide en raison du développement exponentiel des moyens de transport ; et où il y a eu l'émergence de masse des médias en tant qu'outil de propagande ou même de simples informations locales et globales.

Notre recherche ne portera donc pas sur le fascisme tel qu'il était pratiqué en Italie, mais sur le fascisme à l'étranger et en particulier dans un pays étroitement lié au nôtre pour des raisons culturelles, linguistiques et géographiques : la France. Il analysera comment l'idéologie fasciste a été reçue au-delà des Alpes pendant les années où elle était au pouvoir en Italie ; comment elle a été transmise et diffusée au grand public par des auteurs français de pensée politique similaire, tels que Charles Benoist, Charles Maurras et des membres du parti d'extrême droite *L'Action Française* ; et quels sont les thèmes qui ont caractérisé le fascisme à la sauce française, inévitablement au moins en partie différente de son homologue italien ; la contradiction entre le nationalisme et l'existence

de multiples liens internationaux entre les différents mouvements fascistes ; le caractère progressiste ou conservateur de l'un ou l'autre parti ou association ; l'importance ou non de la composante ethnique / raciale selon les deux courants ; etc.

L'objectif sera donc de donner une image précise du caractère de la propagande fasciste en France des auteurs fascistes français au grand public et de donner aussi une image de la relation entre le fascisme français et le fascisme italien : ce qui a été exprimé, de quelle manière et en quels lieux ; comment l'Italie et sa politique intérieure ont été décrites ; quel était le but de ces actions et, en fin de compte, quels étaient (s'il y en avait) leurs résultats. La période étudiée était celle entre 1929 et 1933 et l'accent a été mis sur la presse écrite (livres, magazines et journaux), en laissant de côté le matériel audiovisuel ; les auteurs examinés étaient, comme indiqué précédemment, des représentants de premier plan des mouvements d'extrême droite français ou des lettrés de sympathies similaires dont les œuvres ou articles atteignaient un large public ; et l'aire géographique était la France métropolitaine, excluant ainsi les colonies et les territoires d'outre-mer.

La France a été choisie comme étude de cas pour plusieurs raisons. Tout d'abord pour la proximité culturelle, linguistique et géographique avec l'Italie, qui dans la période étudiée (et plus généralement au cours de l'histoire) a fait que ce qui s'est passé dans notre pays était plus perçu et discuté en France que dans d'autres pays. En outre, en France, l'émergence de mouvements d'inspiration fasciste a été, comme nous le verrons, rapide. D'innombrables intellectuels et politiciens (français et italiens) ont contribué à des degrés divers à l'expansion de ces idées dans l'Hexagone.

Le choix de ne pas examiner les auteurs italiens et de se concentrer sur la presse écrite plutôt que sur les ressources audiovisuelles a été fait uniquement pour restreindre le champ de la recherche : en fait, les écrits laissés par les auteurs, consuls, fonctionnaires et ambassadeurs italiens en référence à la population résidente en France, qu'elle soit de langue maternelle italienne ou française, sont presque infinis ; de même, la quantité de clips audio, de films et de courts métrages de propagande est considérable et cela peut sans aucun doute constituer la base de travaux similaires dans d'autres contextes. Une exception à ces lignes directrices a été faite pour les textes d'histoire générale utiles pour contextualiser des événements et des personnages : dans la bibliographie, il y a plusieurs biographies et récits d'auteurs posthumes français et italiens et d'autres nationalités,

trouvés principalement à la BNF (*Bibliothèque Nationale de France*). Il existe également de nombreux documents trouvés sur les portails de recherche web, dont la fiabilité a évidemment été vérifiée.

La période étudiée était celle de 1929 à 1933. Dans ce cas également, le choix est dû à la nécessité de restreindre le champ d'action. 1929 correspond à peu près à l'année où le fascisme italien et son principal représentant Benito Mussolini se sont ouverts à l'internationalisation, non seulement en admettant mais même en encourageant la collaboration avec des groupes fascistes internationaux. 1933 est l'année où le mouvement nazi a eu accès au pouvoir en Allemagne, déterminant ainsi un changement dans l'équilibre international qui voit le parti fasciste italien se lier de plus en plus au parti nazi allemand.

Le travail sera divisé en trois parties principales.

La première, *Aperçu Général, Le journalisme français à la fin des années vingt*, décrira le monde de la presse et du journalisme français à la fin des années 1920. On analysera son évolution à partir de l'Affaire Dreyfus de la fin du XIXe siècle, qui a eu un impact énorme sur la scène intellectuelle française de l'époque, en passant par le bouleversement de la Grande Guerre. Cet excursus est nécessaire afin de faire comprendre le contexte où se trouvent les auteurs et les œuvres qui seront analysées. La première partie sera divisée en deux sections : *Pluralité et déclin*, qui décrira la période de stagnation que la presse française a connue durant la période, et *Presse fasciste : Notes Générales*, qui observera les évolutions évoquées.

La deuxième partie, *Journaux et Périodiques*, est consacrée aux publications périodiques de l'époque. Six d'entre eux ont été analysés : *L'Action française*, *Gringoire*, *L'Ami du peuple*, *L'intransigeant*, *L'Écho de Paris*, *Je suis partout*, certaines sur une base hebdomadaire et certaines sur une base quotidienne. Dans ce cas également, les raisons qui nous ont amenés à faire le choix sont diverses.

En premier lieu, à cause de la réputation des auteurs, la diffusion et la variété des sujets abordés, ces publications sont certainement parmi les plus marquantes de l'époque en référence à l'extrême droite française. Certains d'entre elles, comme *L'Action Française*, sont nées avec l'intention de propager les valeurs de ce parti politique, d'autres comme

L'Écho de Paris ont évolué en ce sens en étant nés comme journaux ou hebdomadaires d'un autre type. Deuxièmement, dans les six publications, les auteurs ont toujours eu un œil sur les événements concernant l'Italie, ce qui nous a permis de profiter d'un matériel de la plus haute qualité et pertinent. Troisièmement, elles sont plus facilement disponibles que d'autres. À cette fin, le site Retronews a été utilisé, un portail gouvernemental contrôlé par la *Bibliothèque Nationale de France* qui a mis en ligne la quasi-totalité des numéros des magazines et journaux susmentionnés. D'autres publications non présentes sur le portail auraient été beaucoup plus difficiles et lentes à consulter.

Pour chaque magazine, un cadre général a d'abord été dessiné, décrivant son histoire et les principaux auteurs au cours de la période considérée. Par la suite, un grand nombre d'articles ont été étudiés pour chacun d'eux en référence à l'Italie afin d'examiner comment les auteurs de l'époque de l'extrême droite française ont analysé et diffusé auprès des Français les questions suivantes : l'idéologie fasciste et les éventuelles différences à ce niveau avec l'extrême droite française ; la politique étrangère italienne et son évolution ; relations économiques et politiques italo-françaises, parfois avec des observations sur la politique intérieure française ; économie et territoire italien ; rôle de l'autorité et du Duce selon l'extrême droite française et enfin relations entre le PNF (*Partito Nazionale Fascista*) et le Vatican. En fait, il faut se rappeler que la signature des pactes du Latran remonte à 1929, première année étudiée dans cette recherche. Les questions examinées sont à notre avis les principales concernant la politique de l'époque.

La troisième partie est consacrée au livre : les travaux principaux de certains des représentants de l'extrême droite française seront considérés. Certains, comme Charles Maurras ou Pierre Gaxotte, auront déjà été décrits dans les sections précédentes puisque, en plus d'être écrivains, ils étaient des journalistes prolifiques et des militants politiques. Parmi ces travaux, nous examinerons les thèmes vus dans la première partie en référence à l'Italie. Clairement, puisqu'il s'agit d'œuvres uniques et non d'articles courts ou éditoriaux, la variété sera moindre même si dans certains cas l'approfondissement sera plus grande.

La troisième partie sera également divisée en plusieurs sections. Dans *Deux publications importants : Fayard et Valois*, on explorera ces deux maisons d'édition qui à notre avis sont pertinentes dans le contexte de la presse française d'extrême droite. On

suivra ensuite avec *Autres maisons d'éditions, auteurs et œuvres*, où on examinera d'autres acteurs importants tels qu'Hermann De Vries De Heekelingen et Charles Benoist. Enfin, on observera un livre, *Promenade italienne* de Charles Maurras. Idéologue monarchique évoqué à plusieurs reprises au cours de cette recherche, Charles Benoist a écrit cet ouvrage avec l'intention de décrire au public français les beautés et l'histoire de l'Italie mais aussi la politique italienne de l'époque. C'est donc un excellent moyen de conclure la discussion.

Cette partie aura une structure légèrement différente de la seconde, relative aux périodiques et journaux. En effet, si dans cette dernière les auteurs et les œuvres ont été analysés séparément dans deux sections différentes, dans la section relative au livre l'auteur sera suivi de l'œuvre. Ceci pour des raisons pratiques : dans la presse périodique, des articles anonymes ont également été analysés ou des articles sur l'auteur desquels n'ont pas été trouvées suffisamment d'informations, mais en tout cas d'intérêt à des fins de recherche.

Enfin, il y aura une discussion où les résultats de l'étude seront résumés ; dans cette discussion des pistes de réflexion seront aussi proposées.

Il faut, avant de commencer, faire une prémisse. On a essayé de garder un regard le plus détaché possible des événements politiques de l'époque en rapportant ce que les journaux et les sources de l'époque racontent, sans juger de la nature de ce qui a été écrit ou des tons utilisés par les auteurs, même si dans certains cas du notre point de vue aussi déplorable hier comme aujourd'hui (l'antisémitisme, par exemple). La défense du fascisme en Italie est un délit, et l'Histoire (une entité abstraite déterminée à notre avis non par des entités divines ou des projets ineffables mais par le sang très concret de paysans envoyés à mourir, par des événements atmosphériques ou par des technologues) a sanctionné la fin de cette forme de gouvernement en 1945, du moins en Europe occidentale.

Partie 1 : Aperçu Général. Le journalisme français à la fin des années vingt

Chapitre 1 : Pluralité et déclin

Des publications d'extrême droite comme *L'Action Française* ont exercé une forte influence dans les cercles intellectuels, y compris les plus hostiles à leurs positions politiques.¹

Laurent Martin, 2005

La citation de l'œuvre de Martin, historien français, résume en gros l'hypothèse d'où nos recherches ont commencé : l'observation du fait que les journaux, les hebdomadaires, les livres écrits à l'époque par les auteurs de l'extrême droite avaient des effets tangibles sur l'opinion publique et sur les politiques mises en œuvre pendant cette période en France. À quoi bon, en effet, examiner comment les questions relatives au fascisme et à l'Italie étaient traitées en France si ce discours politique avait été marginal ?

En France, entre la fin des années 1920 et le début des années 1930, il y avait de nombreuses associations, partis et groupes de sympathisants de la doctrine fasciste : et dans un moment, comme on l'a vu, de grand dynamisme entrepreneurial et économique, il y avait de nombreuses publications que ces associations et leurs principaux représentants ont écrit ou promu. Dans ce chapitre, nous entrons dans le monde de la presse de l'époque, en explorant d'abord son cadre général, puis en analysant la presse fasciste ; un profil de certains des auteurs, des maisons d'édition et des organisations qui les ont financés sera présenté, en accordant une attention particulière à certains exemples spécifiques. Enfin, on expliquera les raisons qui ont conduit au choix par l'auteur du présent des textes en question et pourquoi elles sont particulièrement significatives afin de donner une image suffisamment complète des mouvements fascistes italiens dans la perspective fasciste française.

¹Laurent Martin, *La Presse écrite en France au XXe siècle*, 2005.

La diffusion de la presse dans l'entre-deux-guerres a subi une stagnation substantielle. Les raisons étaient principalement deux : l'augmentation du prix de vente et la concurrence de la radio.

Comme le rapporte Martin, en fait, dans la période qui a immédiatement suivi la Première Guerre mondiale, le prix moyen des journaux a quadruplé de 5 à 20 cents, puis est passé à 50 au cours des vingt années suivantes². Cela est dû à deux facteurs : l'augmentation du prix du papier et la création de syndicats de journalistes et de fédérations d'éditeurs. En fait, dans l'Hexagone, le secteur n'était pas bien réglementé avant la Guerre Mondiale et d'une part l'introduction de conventions collectives pour les journalistes et d'autre part la collaboration entre différentes maisons d'édition qui ont déterminé la tendance du marché ont provoqué une augmentation des coûts. Des coûts qui n'étaient pas suffisamment couverts par la publicité, souvent reléguée à la fin du journal³.

La stagnation a également été causée par la concurrence de la radio, fait qui ne nécessite pas de beaucoup d'explications : au fur et à mesure que le nouvel outil technologique devenait moins cher à l'achat, la part de marché du livre ou du journal diminuait. Ceci, selon Martin, a provoqué la naissance d'un débat sur la « banalisation » de l'information : les journaux et les livres avaient tendance à s'adapter au style informel et rapide de la radio, perdant ainsi en profondeur, un phénomène qui a suscité beaucoup de controverses parmi les différentes factions intellectuelles.

Il y a une autre raison citée par Martin pour la stagnation de l'intérêt public à l'égard de la presse : la radicalisation progressive de l'édition. En particulier, les journaux les plus radicalisés étaient ceux qui avaient le plus de succès, augmentant sensiblement leurs ventes vers 1930 et, surtout, augmentant leur influence politique⁴. Des périodiques nationalistes comme *L'Action Française*, *Je Suis partout* ou *Gringoire*, mais aussi des journaux qui ont viré vers l'extrême droite au fil du temps comme *L'Écho de Paris* vendaient des centaines de milliers d'exemplaires par jour ou par semaine⁵. Il est donc temps d'analyser plus profondément la presse fasciste.

² Ibid.

³ Ibid.

⁴ Ibid.

⁵ Ibid.

Chapitre 2 : Presse fasciste : notes générales

Avant d'observer dans le détail la scène éditoriale française à la fin des années vingt, il faut noter qu'à partir du début du XXe siècle la presse et les auteurs étaient classés parmi les « dreyfusards » ou « antidreyfusards ». Cette dénomination fait référence à la célèbre *Affaire Dreyfus*, scandale qui a eu lieu à la fin du XIXe siècle dans lequel le capitaine de l'armée Alfred Dreyfus fut condamné, (il s'est révélé plus tard injustement), pour avoir passé des documents militaires réservés à l'armée impériale allemande. L'opinion publique, les intellectuels et la presse étaient divisés au tournant du nouveau siècle entre deux factions : l'une, « dreyfusarde », soutenait l'innocence de l'homme en accusant les juges d'antisémitisme (Dreyfus était d'origine juive) et l'autre, « antidreyfusarde », niait cette thèse, arguant à la place que le capitaine était coupable. Les rédacteurs en chef des journaux qui ont par la suite soutenu le fascisme plus ou moins librement étaient d'abord tous « antidreyfusards » et ont continué à être définis comme tels même dans les années vingt et trente.

À notre avis, deux distinctions peuvent être faites dans le monde de la presse fasciste et profasciste de l'époque. La première est entre les éditeurs et les auteurs de livres et ceux qui ont fait entendre leur voix dans les journaux, les hebdomadaires ou les magazines mensuels. La seconde se situe entre les publications qui depuis leur naissance avaient une idéologie définie (comme *L'Action Française*, organe d'expression du mouvement politique du même nom) et celles, souvent fondées quelques décennies plus tôt, qui s'orientaient progressivement vers des positions profascistes ou explicitement fasciste : des journaux comme *L'Écho de Paris* ont subi le processus de polarisation évoqué précédemment. Cette différence s'est manifestée, comme l'auteur a pu le constater à partir de ses propres recherches, plus dans le monde du journalisme que dans la production de livres.

Le nombre d'articles et de réflexions sur les questions du fascisme en Italie et de l'idéologie est inévitablement beaucoup plus élevé dans les journaux que dans les livres, étant donné que ces derniers, même s'ils étaient plus complets, n'étaient pas publiés quotidiennement et par une si grande variété de maisons d'édition et auteurs. Également il a été constaté qu'il y avait des articles en grand nombre liés à des sujets plus pertinents dans les journaux nés en tant qu'organes de l'extrême droite.

Dans le prochain chapitre, on traitera en détail des éditeurs et auteurs examinés. On analysera journaux et périodiques comme *Gringoire*, *L'Action Française*, *L'Ami du peuple*, *L'Intransigeant*, *L'Écho de Paris* et *La Révolution Fasciste* ; maisons d'édition comme *Fayard* et *Valois* ; auteurs comme Léon Daudet, Charles Maurras, Maurice Pujo, Henri de Kerillis et beaucoup d'autres.⁶

Le but de cette analyse est d'obtenir des réponses aux questions suivantes : quel caractère idéologique avaient les différentes publications fascistes de l'époque analysée ? Par qui ont elles été financées et distribuées, et quelle a été leur diffusion ? Si elles l'étaient, à quels mouvements politiques ou culturels étaient-elles affiliées ? La question idéologique est particulièrement importante à la fin de la compréhension du chapitre suivant, l'analyse des écrits fascistes français et des différentes questions qui ont été traitées en référence à l'Italie.

⁶ Gallica, *Les principaux quotidiens*.

Partie 2 : Journaux et périodiques

Chapitre 3 : L'Action Française

L'influence de L'Action Française a été telle qu'elle a conduit ceux-là mêmes qui en étaient le plus éloignés à se définir par rapport à elle ou contre elle.⁷

Jean Touchard

On commence notre revue avec *L'Action Française*, la publication qui plus que toute autre a marqué une époque et a influencé le monde de l'extrême droite française.

L'histoire de *L'Action Française* en tant que journal débute en 1908 ; cependant, il est né d'une union d'intentions et d'une association qui prit naissance au moins une décennie plus tôt. Sur la vague de l'Affaire Dreyfus, les trois intellectuels et journalistes Maurice Pujo, Henri Vaugois et Charles Maurras se rencontrent le 19 janvier 1899 et donnent vie au mouvement du même nom, qui a pour organe d'expression la revue bimensuelle *Revue d'Action Française*. Les trois, qui avaient respectivement 27, 35 et 31 ans, avaient déjà une certaine expérience en tant que journalistes ayant travaillé pour *L'Éclair* et pour *La Gazette de France*⁸. *L'Action Française* est née du mépris que les trois éprouaient pour la politique française de l'époque, jugée peu patriotique, et pour l'humiliation résultante de la perte de l'Alsace et de la Lorraine dans la guerre franco prussienne de 1870-1871. Le mouvement était immédiatement caractérisé par être antidreyfusard, en retenant le lieutenant-colonel coupable et en s'alignant sur la ligne idéologique de l'extrême droite antisémite⁹.

Au départ, le mouvement et le périodique adoptent la ligne républicaine, mais au fur et à mesure que l'influence de Maurras augmente, ils adoptent rapidement des positions royalistes, jugeant les institutions démocratiques trop faibles. Dans cette phase, la *Revue*

⁷Jean Touchard, *Action Française*, « Universalis ».

⁸Albert Marty, *L'Action Française racontée par elle-même*. Paris : « Nouvelles éditions latines », 1968, p 15.

⁹Jean Touchard, *Action Française*, « Universalis ».

passé du bimensuel au quotidien, faisant ses débuts le 21 mars 1908. Le directeur est Henri Vaugois, et le rédacteur en chef Léon Daudet¹⁰.

L'intention est d'étendre ces concepts au plus large public possible, « faire des royalistes », dans l'espoir du retour de la monarchie en France.¹¹

La devise du journal est « Tout ce qui est national est nôtre »¹² et en fait *L'Action Française* se caractérise par des positions nationalistes, antisémites et antirépublicaines, devenant rapidement le fleuron de la presse de cette idéologie. Le ton est provocateur et direct.¹³

Le succès est immédiat, et une partie est due au rôle des *Camelots du Roi*. Cette association est composée d'étudiants ou de simples militants engagés en tant que vendeurs ambulants (« camelots ») du journal d'idéologie royaliste (« du roi ») contribuant à la diffusion du journal surtout en dehors des églises. Ils avaient également servi pendant plusieurs décennies en tant que service d'ordre armé paramilitaire des personnalités éminentes de *L'Action Française*, se livrant souvent à des actes de violence contre des opposants politiques tels que des groupes d'étudiants socialistes.¹⁴

Au fil du temps, le journal se construit une solide base de lecteurs qui, au milieu des années 1920, se situe entre 50 000 et 100 000 par jour, dont la moitié des abonnés.¹⁵

Cependant, les coûts sont très élevés, à tel point que le journal demande constamment aux lecteurs de s'abonner surtout vers la fin de la décennie¹⁶. En fait, au cours de ces années, les ventes chutent beaucoup en raison de la stabilisation de la situation politique française et surtout de la condamnation du Saint-Siège¹⁷. Ce dernier avait interdit aux catholiques de France de lire le journal car il était considéré un propagateur de la doctrine agnostique, qui selon Rome prévalait sur les « orientations doctrinales ».¹⁸

L'histoire de *L'Action Française* est indissociable de celle de Charles Maurras, qui avait fondé le mouvement politique et le journal et en reste à sa tête jusqu'en 1952.¹⁹ Son

¹⁰ Albert Marty, *L'Action Française racontée par elle-même*, cit. p 66.

¹¹ Albert Marty, *L'Action Française racontée par elle-même*, cit. p 38.

¹² *L'Action Française*, « Retronews ».

¹³ *Les principaux quotidiens*, « Gallica ».

¹⁴ Germaine Leclerc, *Camelots du roi*, « Universalis ».

¹⁵ *L'Action Française*, « Retronews ».

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Jean Touchard, *Action Française*, « Universalis ».

¹⁸ Jacques Prévotat. *La condamnation de l'Action française par Pie XI*. En: « Achille Ratti pape Pie XI. Actes du colloque de Rome (15-18 mars 1989) », p 389.

¹⁹ Yves Chiron, *La vie de Maurras*, Paris : Perrin, 1991, p 9.

profil idéologique sera décrit dans la section suivante, mais il est utile de décrire ici les principales lignes directrices qui ont inspiré la publication.

L'Action Française est une expression du mouvement du même nom qui s'appuie sur le nationalisme, qui selon Marty a su se soumettre à une discipline de fer.²⁰ Au nationalisme, il a lié une forte référence à la rhétorique de la tradition (un « traditionalisme conscient et subtil »²¹) et une idéologie réactionnaire extrême, espérant le retour de la monarchie ou du moins à un rôle fort de l'État.²² Marty rapporte les paroles de l'un des fondateurs, Henri Vaugeois :

Il n'y a plus de souveraineté ; la démocratie française n'a pas de tête en qui elle se ramasse et prenne conscience de soi. Voilà le plus gros mal, la plus évidente lacune de notre régime.²³

En matière de relations extérieures, le journal a des tendances autarciques, et il est particulièrement obsédé par l'Allemagne, surtout après la fin de la Grande Guerre et le traité de Versailles. S'il était germanophobe dès le départ²⁴, c'est après la signature du Traité (défini comme "Mauvais traité") que Maurras et les auteurs s'inquiètent des conséquences que de telles conditions de paix pourraient avoir sur l'opinion publique allemande, croyances qui en fait ils s'avèreront plus tard corrects ; et pour cette raison ils espèrent que le réarmement puisse faire face à l'ennemi teutonique.²⁵

L'Italie et le mouvement fasciste suscitent l'admiration, même si les relations avec le Saint-Siège ne sont pas bien accueillies ; la relation entre l'Italie fasciste et la France, entre le gouvernement fasciste et le Saint-Siège et les exemples que la France pourrait tirer de l'idéologie dominante en Italie seront examinés plus tard.

Nous allons maintenant traiter des deux auteurs éminents de cet organe de presse : Charles Maurras et Léon Daudet. Nous en esquisserons l'histoire personnelle et en définirons l'idéologie, avec un regard sur ce qu'ils ont écrit en référence à l'Italie.

²⁰ Albert Marty, *L'Action Française racontée par elle-même*, cit. p 38.

²¹ Albert Marty, *L'Action Française racontée par elle-même*, cit. p 11.

²² Jean Touchard, *Action Française*, « Universalis ».

²³ Albert Marty, *L'Action Française racontée par elle-même*, cit. p 15.

²⁴ Pierre-Robert Leclercq, *Maurras Charles (1868-1952)*, « Universalis ».

²⁵ Albert Marty, *L'Action Française racontée par elle-même*, cit. p 164-165.

Deux auteurs notables : Charles Maurras et Léon Daudet

Maurras fut pour les fidèles de l'Action Française un maître à penser, un chef d'école, le détenteur incontesté de la vérité politique.²⁶

Jean Touchard

Charles Maurras, né à Martigues en 1868, était probablement la figure la plus marquante du paysage d'extrême droite français entre la fin du XIXe siècle et la première moitié du XXe. Sa production littéraire et journalistique est remarquable et ses positions idéologiques sont aussi controversées qu'influentes tant dans les hautes sphères de la politique française, pour le monde intellectuel que pour le grand public. Ses écrits imprègnent l'historiographie et l'édition de l'époque, et notamment il publie avec le groupe Fayard. Cependant, c'est dans les rangs de *L'Action Française*, et dans les colonnes du journal, que son œuvre est la plus prolifique.

Comme de nombreux auteurs et maisons d'édition analysés dans cet ouvrage, le chemin idéologique de Maurras prend la direction de l'extrême droite politique à la fin du XIXe siècle, coïncidant avec les développements de l'affaire Dreyfus²⁷. Le jeune Maurras développé la conviction que le bien de l'État, et non de l'individu, est l'objectif principal à suivre dans l'action politique, concepts qui à l'époque voyaient leur place politique dans le patriotisme et le nationalisme. Cela est dû à l'influence de son maître Maurice Barrès, l'une des figures de proue de la scène intellectuelle d'extrême droite française. Selon Maurras, le type d'institution la plus efficace pour la consolidation de l'État était la monarchie, qui renforçait l'unité de l'État autrement soumis à l'influence de forces extérieures telles que des nations ou des institutions financières étrangères qui l'auraient menacé sous la démocratie. Dans *L'Enquête sur la monarchie* (1901), Maurras espère l'instauration d'une monarchie traditionnelle, héréditaire, antiparlementaire et décentralisée.²⁸ Marty rapporte ses propos ainsi :

²⁶Jean Touchard, *Action Française*, « Universalis ».

²⁷ Yves Chiron, *La vie de Maurras*, cit. p 81.

²⁸ Pierre-Robert Leclercq, *Maurras Charles (1868-1952)*, « Universalis ».

Je ne suis pas républicain. Je tiens la doctrine républicaine pour absurde et puérole, le fait républicain pour le dernier degré de la décadence française.²⁹

En ce sens, les acteurs politiques tels que les républicains, les francs-maçons, les juifs, les socialistes et les catholiques démocrates étaient considérés comme des forces de désintégration qu'il fallait donc combattre.³⁰

Vers la fin du siècle, Maurras est fortement influencé par la doctrine du positivisme formulée par le philosophe Auguste Comte : elle nous invite à analyser uniquement les relations de cause à effet entre les phénomènes naturels et sociaux sans rechercher leurs causes intrinsèques. C'était différent de la pensée chrétienne qui voit dans la volonté de Dieu la raison de l'existence des choses : Maurras se déclare en effet agnostique et déclare aussi que dans la monarchie qu'il préfigurait l'autorité du roi ne découlait pas de la loi divine mais du fait qu'elle était fondamentale pour le fonctionnement de l'État. L'existence de l'Église dans ce sens, cependant, est tolérée, non en tant que dépositaire de quelque vérité, mais en tant qu'élément de stabilité.³¹

En l'absence de religion et d'église, un rôle fondamental pour la gestion de l'État était l'éducation qui devait être donnée aux rois et aux hauts fonctionnaires par la famille. Les valeurs traditionnelles fondées sur l'amour de la patrie, le respect des traditions et des éléments tels que les connaissances scientifiques et philosophiques ont été au cœur de ce qui est devenu la doctrine maurrassienne qui a inspiré à la fois les auteurs de *L'Action Française* et d'innombrables intellectuels et journalistes de l'époque comme Pierre Gaxotte, Léon Daudet, Jacques Bainville et Paul Bourget, entre autres.

Maurras est un polémiste violent et infatigable dont les activités politiques vont de pair avec son engagement littéraire, un journaliste, homme politique et poète déterminé en tant que monarchiste à combattre les juifs / francs-maçons et la République sur deux fronts :

Mes projets sont immenses. Je veux conquérir au royalisme non seulement l'*Action*, mais vous-même et la France entière.³²

²⁹ Albert Marty, *L'Action Française racontée par elle-même*, cit. p 25.

³⁰ Charles Maurras, « Larousse ».

³¹ Yves Chiron, *La vie de Maurras*, cit. p 166.

³² Yves Chiron, *La vie de Maurras*, cit. p 166.

Le principal collaborateur et chroniqueur de Charles Maurras pour *L'Action Française* est Léon Daudet. Né à Paris en 1867, Daudet radicalise sa pensée lors du procès à Dreyfus dans lequel il prend parti pour la culpabilité du militaire ; son évolution idéologique a culminé en 1904, l'année où de républicain il est devenu royaliste après avoir rencontré Maurras³³. Il peut être défini comme « le dernier humaniste », un intellectuel qui refuse de séparer la critique littéraire de l'engagement politique³⁴ : comme Maurras, en fait, il combine engagement politique et littéraire dans des livres et des éditoriaux qui, d'une part, tentaient de décrire la situation politique et économique de l'époque et d'autre³⁵ part, ils étaient imprégnés de références littéraires. En ce sens pour Hervouët il est un véritable critique de la droite, défini par ses contemporains comme « chroniqueur et journaliste de premier ordre ».³⁶

Daudet, comme son collègue, est l'un des opposants les plus féroces au parlementarisme, mais s'est écarté de la vision scientifique et positiviste : il rejette la modernité scientifique et les progrès des Lumières, il écrit une critique systématique du XIXe siècle, le siècle où les institutions démocratiques ont pris racine en France définies par lui comme « funestes ».³⁷ Au même temps, selon Hervouët, il ne peut pas être défini comme un nostalgique car il n'a pas envisagé un « âge d'or » perdu dans une période passée.³⁸

Il professait ouvertement l'antisémitisme et ses écrits se caractérisaient par un style polémique, sarcastique, virulent, qui dans *L'Action Française* contribua de manière fondamentale à la cause en écrivant fréquemment des éditoriaux sur divers sujets, de la critique littéraire à l'économie.³⁹

³³ Eric Vatré, *Léon Daudet ou le libre réactionnaire*, Paris : Editions France-Empire, 1987, p 12.

³⁴ Pierre-Robert Leclercq, *Daudet Léon (1867-1942)*, « Universalis ».

³⁵ Eric Vatré, *Léon Daudet ou le libre réactionnaire*, cit. p 206.

³⁶ François-Xavier Hervouët, *Léon Daudet, un réactionnaire aux avant-gardes*, « Revue d'histoire littéraire de la France », 2005/3 (Vol. 105), p. 1.

³⁷ François-Xavier Hervouët, *Léon Daudet, un réactionnaire aux avant-gardes*, cit. p. 20.

³⁸ François-Xavier Hervouët, *Léon Daudet, un réactionnaire aux avant-gardes*, cit. p. 12.

³⁹ Pierre-Robert Leclercq, *Daudet Léon (1867-1942)*, « Universalis ».

Analyse des travaux

Irrévéréncieux, agressif, piquant, parfois même vis-à-vis les écrivains et les journalistes de pensée similaire : le journal dans ses analyses et ses commentaires n'épargne personne et manifeste toujours sa ligne idéologique. Cela est évident dans *La démocratie avale la dictature* de Léon Daudet (1933) où l'auteur se moque d'Aristide Briand et sa prédiction selon laquelle le fascisme ne devait pas être pris au sérieux (« Et toi, Aristide, maquereau bénit, retourne-toi dans tes tombes ! ... La démocratie, d'un seul coup, vient d'avalier la dictature. Si au moins elle pouvait en crever ! »). Il se réjouit également que contrairement aux diktats de la Société des Nations, Mussolini et Hitler avaient les pleins pouvoirs.⁴⁰ Aussi significatif est l'article *Fascisme et le catholicisme* de Charles Maurras, dans lequel l'idéologue critique durement le journaliste anticommuniste Henri de Kerillis, qui ne croyait pas que le modèle fasciste italien était exportable et s'exprimait en termes positifs à l'égard des pactes du Latran, rapportant indûment les détails. (« L'enfant Kerillis a la langue plus longue... »).⁴¹

L'Action Française rapporte très souvent sur ses pages des discours ou des extraits d'autres journaux, en fournissant presque toujours une interprétation ; phénomène qui contraste avec d'autres publications. Aligné sur la ligne fasciste, le périodique se trouve cependant parfois en désaccord, par exemple sur l'interventionnisme militaire ; et les pièces faisant référence à la ligne idéologique à suivre en matière de politique étrangère ou de relations avec la France sont beaucoup plus nombreuses que dans d'autres périodiques. Il y a aussi la critique de la société française, qui pour les éditorialistes devrait repenser son rapport aux traditions, et sa classe politique : comme le professe la ligne maurrassienne, la monarchie est le meilleur système politique applicable en France.

Parlant de politique étrangère européenne, *Hitlérisme et Fascisme* (1933) est significatif à cet égard : il trace une comparaison entre l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste et la France démocratique, arguant que les deux premiers pays faisaient de grands progrès sociaux et économiques grâce tous deux étaient alignés contre le marxisme et « l'impéritie de gouvernements parlementaires » :

⁴⁰ Léon Daudet, *La démocratie avale la dictature*, « L'Action Française », 19 juillet 1933.

⁴¹ Charles Maurras, *Fascisme et le catholicisme*, « L'Action Française », 13 octobre 1933.

Devant l'impuissance des puissances appelées à protéger et à garantir, mesurons au contraire ce qui a été l'efficace pouvoir de la politique italienne !⁴²

La France, au contraire, était « trop manifestement en train de se défaire » et devait revenir aux principes traditionnels comme l'importance de la famille qui, selon l'auteur, l'avaient rendue grande.⁴³

L'Action Française est toujours restée convaincue que de grandes injustices avaient été commises après la Grande Guerre, notamment dans le Traité de Versailles qui, selon Maurras, devait être révisé. L'ordre de Versailles, en effet, suscita un grand ressentiment de la part de l'Allemagne mais aussi de l'Italie, victime d'un « harcèlement imbécile » selon De Vault et qui avait parfaitement le droit de dominer les territoires revendiqués comme le Trentin ou l'Istrie⁴⁴. À cet égard, les discours de Mussolini sont souvent rapportés pleins de haine contre le « vieux monde démo-libéral » et avec l'intention de « retirer le masque de l'Europe ancienne et hypocrite ». Le Duce dans *Un discours inquiétant de M. Mussolini* (1930) ainsi que la réitération de l'exportabilité du fascisme comme système de gouvernement préfiguraient une Europe fasciste, très différente de celle née de la Révolution Française⁴⁵. Concepts évidemment partagés par Maurras et par les rédacteurs en chef du journal, qui cependant ne sont pas d'accord sur les modalités : le maurrasisme n'a pas exalté l'esprit guerrier et a rejeté le conflit armé comme une arme révolutionnaire, au contraire des idées centrales du fascisme italien comme le Duce lui-même l'a exprimé :

Une doctrine qui part du postulat de la paix est étrangère au fascisme. Le fascisme est un esprit antipacifique.⁴⁶

À ce propos, nous rapportons un extrait de Daudet de 1931 :

⁴² Charles Maurras, *Leur politique d'abord*, « L'Action Française », 2 mars 1929.

⁴³ *Hitlérisme et fascisme*, « L'Action Française », 3 septembre 1933.

⁴⁴ Bernard De Vault, *Revue des Revues. La folie de l'internationalisme*, « L'Action Française », 2 octobre 1930.

⁴⁵ *Un discours inquiétant de M. Mussolini*, « L'Action Française », 28 octobre 1930.

⁴⁶ « *La guerre imprime le sceau de la noblesse sur les peuples qui ont le courage de l'affronter...* », « L'Action Française », 4 août 1932

Ces vues quant à la guerre ne sont pas les nôtres et n'ont jamais été les nôtres. Cette mystique guerrière, directement opposée à l'esprit des Évangiles, si je ne m'abuse, était celle de Napoléon Bonaparte, fils et continuateur de la Révolution. [...] Le maurrasisme, doctrine restaurée de la monarchie française, considère la guerre comme un fléau, qu'une politique habile peut écarter [...] Car la mort n'est pas le seul aboutissement de la guerre moderne. La débauche de munitions d'artillerie dissipe dans les airs des millions d'heures de travail et tourne contre la civilisation les efforts de la science et du labeur.⁴⁷

Et encore

Nous ne faisons pas des enfants, nous ne les élevons pas, avec amour et surveillance, en vue du champ de bataille.⁴⁸

Ce désaccord était au cœur de la vision que proposait *L'Action Française* sur la relation entre l'État Fasciste et l'Autorité pontificale. L'Église avait interdit aux catholiques de lire ce journal dès 1926, déclarant que les concepts qui y étaient exprimés étaient incompatibles avec les leurs (Maurras propose une vision scientifique et agnostique de la réalité). Cependant, selon le journal, qui voit aussi l'Église comme une autorité avec une force d'agrégation positive, cette interdiction (qui avait eu de grandes répercussions sur les ventes) était hypocrite⁴⁹. Le gouvernement fasciste italien était en fait en faveur de la guerre, principe qui contraste avec les Évangiles selon les rédacteurs en chef du journal, et hypocrite devait l'accepter en refusant *de* revenir sur la condamnation de *L'Action Française* qui partageait cependant la ligne idéologique fasciste de ses propositions guerrières. Si les pactes du Latran n'avaient pas été révisés, Daudet ne prévoyait pas un bel avenir pour l'institution ecclésiastique :

Un paradoxe de cette taille, qui compromet l'Église aux yeux de tous les gens raisonnables, dans tous les pays civilisés, ne saurait durer bien longtemps sans un grave dommage.⁵⁰

⁴⁷ Léon Daudet, *Le paradoxe du Vatican*, « L'Action Française », 21 mai 1931

⁴⁸ Léon Daudet, *Le paradoxe du Vatican*, cit.

⁴⁹ Charles Maurras, *Désarroi d'un peuple fidèle*, « L'Action Française », 2 mars 1929

⁵⁰ Léon Daudet, *Le paradoxe du Vatican*, « L'Action Française », 21 mai 1931

Dans ses analyses de la politique étrangère italienne et française, le journal souvent fournit des interprétations de la politique intérieure française en accord avec les vues politiques de Daudet et Maurras. En continuité avec l'importance accordée aux traditions et avec l'idée que l'État doit être au-dessus de l'individu est en fait le mépris de l'internationalisme et du progrès démocratique du XIXe siècle déjà présent dans les œuvres antérieures de Maurras et Daudet. Cela s'exprime dans le mépris de la doctrine libérale et individualiste. Dans *La doctrine du fascisme*, par exemple, les propos de Mussolini qui proclame l'État supérieur à l'individu sont rapportés. Le journal soutient que les régimes démocratiques rendaient les individus égaux en les abaissant au niveau de majorité, tandis que les régimes autoritaires devaient non seulement se limiter aux fonctions d'ordre et de protection, mais aussi éduquer et coordonner le développement spirituel et social du peuple.⁵¹

Du point de vue idéologique, le journal voit enfin le fascisme comme un phénomène typiquement italien en référence au tempérament chaleureux⁵² et en tant que tel admirable ; cependant certaines de ses caractéristiques, notamment le maintien de l'ordre public et la répression de l'opposition perçue comme néfaste, pouvaient être exportées vers la France, notamment au vu des résultats économiques que l'Italie obtenait :

On l'a dit cent fois dans ce journal. Mais, cela ne doit pas nous empêcher d'envier aux Italiens et de vouloir pour nous ce qui, dans leur actuel régime, est applicable à la France. Il y a des lois de la santé politique qui valent malgré les différences des tempéraments nationaux.⁵³

⁵¹ *La doctrine du fascisme*, « L'Action Française », 19 juillet 1932.

⁵² *Sur le fascisme italien*, « L'Action Française », 6 août 1932.

⁵³ *Le fascisme est spécifiquement italien mais pas le bon sens*, « L'Action Française », 12 septembre 1929.

Chapitre 4 : Gringoire

Parmi les hebdomadaires d'extrême droite de l'époque, Gringoire est certainement l'un des plus importants. Le périodique est fondé par Horace de Carbuccia et est sorti en 786 numéros de 1928 à 1944⁵⁴. Cet hebdomadaire contient d'informations générales illustrées et était une expression de la droite française, avec laquelle il partage un chemin de radicalisation⁵⁵. Comme le souligne Albert, il se composait d'une partie littéraire éclectique, mais « c'est par ses articles politiques que l'hebdomadaire attire ses lecteurs »⁵⁶. Ces articles abordent une grande variété de thèmes, parmi lesquels on souligne l'attention portée à la politique étrangère italienne et française, aux relations entre les deux nations, aux relations avec le Vatican ainsi qu'à l'éloge de la beauté de l'Italie et des œuvres créées par le gouvernement, comme dans l'article *De Villefranche à Capri* de Raymond Recouly⁵⁷. La grande influence exercée par l'hebdomadaire est évidente du nombre d'exemplaires vendus : Gringoire « va atteindre le plus fort tirage des hebdomadaires littéraires et politiques français de l'époque »⁵⁸. Selon Albert, le tirage moyen était de 135 000 exemplaires à partir de 1929⁵⁹. Cela s'explique par le profil littéraire et politique élevé des auteurs des articles, à tel point que « Tous les leaders de la droite nationaliste y écrivirent ».⁶⁰

Dans le contexte de la droite nationaliste, Gringoire n'est pas partisan d'un courant spécifique mais

il accorda son soutien à tous les hommes et à toutes les idées de la droite et de l'extrême droite : c'était une sorte de pamphlet éclectique, d'une violence surprenante, qui exprimait assez bien le tempérament « râleur » d'une certaine droite française.⁶¹

Cette violence dans le langage est également rapportée par Morelle qui parle « d'extrême virulence ».⁶²

⁵⁴Gringoire, « Retronews ».

⁵⁵Gringoire, « Retronews ».

⁵⁶ Pierre Albert, *Gringoire, journal*, « Universalis ».

⁵⁷Raymond Recouly, *De Villefranche à Capri*, « Gringoire », 11 septembre 1931.

⁵⁸Paul Morelle, *Carbuccia, Horace de*, « Universalis ».

⁵⁹ Pierre Albert, *Gringoire, journal*, « Universalis ».

⁶⁰Ibid.

⁶¹Ibid.

⁶²Paul Morelle, *Carbuccia, Horace de*, « Universalis ».

Pour ce qui concerne la politique étrangère, l'hebdomadaire fait l'éloge de l'Italie de Mussolini et de l'Espagne de Franco ; il ne s'exprime pas sur l'extrême droite allemande tout en gardant une forte aversion pour le parlementarisme britannique et le marxisme et le bolchevisme.⁶³

Sans aucun doute, le personnage principal de l'existence de *Gringoire* est son fondateur Horace de Carbuccia. Né en 1891 à Paris, ce journaliste d'origine corse avait une grande expérience éditoriale. Vétéran, il fut d'abord secrétaire de la *Revue de France* puis fondateur des *Éditions de France*.⁶⁴ Plus tard également impliqué dans la politique, Horace de Carbuccia était un fier raciste et antisémite.

Deux des principaux auteurs du journal outre le fondateur étaient Henri Béraud et Pierre Gaxotte, profils actifs chez plusieurs autres éditeurs dont Fayard.

Henri Béraud, né à Lyon le 21 septembre 1885, est l'un des plus grands journalistes, écrivains et intellectuels de l'époque. La particularité de son parcours idéologique est que, bien qu'à gauche au début de sa carrière, au fil du temps, développa des convictions anticommunistes et d'extrême droite, devenant un champion du nationalisme antisémite.

Dans les années 1920, Béraud travaille pour différents éditeurs dont *Le Journal*, solidifiant sa réputation de journaliste et d'homme de lettres, à l'élite à laquelle il appartient : en fait, il remporte également le prestigieux prix Goncourt en 1922.⁶⁵⁶⁶ Dans la même période, il entreprend une série de voyages accompagnés d'enquêtes journalistiques dont *Ce que j'ai vu à Moscou* (1925) et *Ce que j'ai vu à Rome* (1929). À l'époque gauchiste, lors du voyage en Russie, il jugea cependant l'état du pays gouverné par les bolcheviks "triste, sel, miséreux et sans espoir, où la promiscuité, absence de propriété contraste avec ce qui se passe à l'Ouest"⁶⁷. Sceptique envers le communisme en tant que force capable d'améliorer l'économie et la politique d'un pays, Béraud forgea un lien personnel et professionnel fort avec Horace de Carbuccia, fondateur de *Gringoire* en 1928. À partir de cette année, il collabora avec l'éditeur pour le périodique et pour son autre publication, les *Éditions de France*, où il publie le rapport *Ce que j'ai vu à Rome*.

⁶³ Pierre Albert, *Gringoire, journal*, « Universalis ».

⁶⁴ Paul Morelle, *Carbuccia, Horace de*, « Universalis ».

⁶⁵ Rachel Mazuy, *Le voyage polémique d'Henri Béraud « au Pays des Soviets »* « Retronews », 13 avril 2020.

⁶⁶ Frédéric Monier. *Les obsessions d'Henri Béraud*. « *Vingtième Siècle, revue d'histoire* », n ° 40, octobre-décembre 1993, p 62.

⁶⁷ Rachel Mazuy, *Le voyage polémique d'Henri Béraud « au Pays des Soviets »* « Retronews », 13 avril 2020.

Entre la fin des années 1920 et le début des années 1930, Béraud, influencé par l'éditeur, se consacre de moins en moins à ce qui l'avait rendu célèbre, la production littéraire, pour se consacrer à la réflexion journalistique et politique : il « devient l'homme d'un journal, *Gringoire*, hebdomadaire politique littéraire et, de fait, au fil des ans, de plus en plus politique et de moins en moins littéraire. »⁶⁸

La collaboration avec *Gringoire*, après les *Éditions de France*, va dans ce sens : à partir de 1933, Béraud est désormais un homme d'extrême droite aux tendances antisémites, et Monier le souligne ainsi :

L'entrée à *Gringoire* n'est qu'un temps fort, dans la mesure où elle libère l'expression de ses positions et de ses partis pris. C'est ce que révèle l'analyse détaillée de l'antisémitisme de Béraud. Celui-ci n'est pas le fruit de son changement de carrière et d'une exaspération politique datant des années 1930. Déjà en 1921, on le sent latent.⁶⁹

Pierre Gaxotte, né en 1895 à Revigny-sur-Ornain, est un historien maurrassien : il est aussi le secrétaire de l'idéologue de Martigues, et à Fayard il se distingue pour la direction des « Grands Études Historiques », livres d'histoire qui ont eu au fil des années un grand succès⁷⁰. En outre, il dirige *Candide*, également un périodique qui proposait de défendre la cause nationaliste et antisémite.⁷¹

Georges Suarez et Raymond Recouly sont aussi importants. Le premier était à la tête de la direction politique française jusqu'en 1932⁷² ; il publie plusieurs analyses notamment sur la politique étrangère italienne, comme *L'Italie et la paix*⁷³ (1930).

Comme Suarez, Recouly traite également en profondeur de nombreuses questions liées à l'Italie, en particulier il fut attentif aux relations entre le pays et la France (voir *Les relations franco-italiennes*⁷⁴) et il fit des reportages sur l'Italie comme *De Villefranche à Capri*⁷⁵. Il est un proche collaborateur d'Henri Béraud et d'Horace De Carbuccia et,

⁶⁸Frédéric Monier. *Les obsessions d'Henri Béraud*, cit. p 62.

⁶⁹Ibid.

⁷⁰Ibid.

⁷¹*Pierre Gaxotte : Biographie*, « Académie Française ».

⁷² Pierre Albert, *Gringoire, journal*, « Universalis ».

⁷³Georges Suarez, *L'Italie et la paix*, « Gringoire », 18 juillet 1930.

⁷⁴Raymond Recouly, *Les relations franco-italiennes*, « Gringoire », 25 septembre 1931.

⁷⁵Raymond Recouly, *De Villefranche à Capri*, « Gringoire », 11 septembre 1931.

comme ce dernier, il avait une longue expérience derrière lui ayant également écrit pour « Figaro », « L'illustration », « Paris Soir ».

Analyse des travaux

La bibliographie en référence à l'Italie donne l'idée d'un périodique résolument orienté vers la droite et opposé à la prolifération du communisme mais aussi admirablement surpris et curieux des développements que l'Italie et son gouvernement étaient en train de se passer, exemples à admirer aussi pour l'État français ; une stupéfaction et une admiration qui cependant n'empêchent pas les éditeurs de mettre en lumière les défauts du régime et les problèmes de l'Italie de l'époque tels que la pauvreté et le retard de guerre et qui n'empêchent pas non plus, quand il était nécessaire, de montrer ses attitudes nationalistes et patriotiques tels que la préoccupation ou le ressentiment envers le voisin du sud et sa propagande et ses objectifs expansionnistes. On notera également qu'au fil des ans, la vue des journalistes au regard de l'Italie passera d'hostile (entre 1929 et 1931) à complaisant, en ligne avec la radicalisation politique du périodique mis en évidence précédemment.

En matière de politique intérieure italienne, *Gringoire* ne manque pas de rapporter et de commenter les grands efforts que le régime a faits ces années-là pour vaincre la pauvreté atavique aggravée par la Grande Guerre qui venait de se terminer. Un exemple frappant est *De Villefranche à Capri*, le reportage de Raymond Recouly sur un voyage qu'il a effectué sur un yacht le long de la côte tyrrhénienne en 1931. Recouly est étonné de voir à quel point l'apparence des villes italiennes est humble, dépourvue de toute infrastructure de loisirs et avec une atmosphère sombre et silencieuse. L'éditeur, tout en ne manquant pas de souligner les beautés de la région, compare la splendeur de la Côte d'Azur à l'image « spartiate » de la côte amalfitaine, autrefois lieu plein de vie et de culture. Même dans un tel scénario, cependant, Recouly ne se limite pas à décrire ça mais il affirme que la raison de cette condition est le grand effort que le régime et le peuple italiens font pour sortir de la pauvreté et reconstruire leur armée, en utilisant toutes leurs ressources « à ce qui peut servir l'internet national ».⁷⁶ À l'observation s'ajoute un mélange

⁷⁶Raymond Recouly, *De Villefranche à Capri*, « Gringoire », 11 septembre 1931.

de peur et d'admiration pour la puissance continentale italienne qui, selon lui, était en train de se reconstruire :

Nous aurions tort d'en rire. Un gouvernement, un régime qui a voulu et qui a pu imposer au pays de pareils sacrifices, un peuple qui, sans murmurer ni gémir, les accepte, peuple et gouvernement représentent à coup sûr une grande force et qui, le cas échéant, serait capable d'accomplir une grande œuvre.⁷⁷

Deux semaines après ce reportage, Recouly reviendra sur le sujet dans *Les Relations Franco-Italiennes* pour décrire comment, également en raison de cette attitude, les relations entre l'Italie et la France se dégradent, ainsi que l'image du pays auprès de l'opinion publique française. En rappelant une fois de plus les résultats extraordinaires que la politique d'austérité fasciste était en train d'obtenir et auxquels le peuple se soumettait très virilement Recouly se plaint de l'absence de touristes français en Italie, ce qui ne contribue pas à l'image internationale italienne. À la politique d'austérité s'ajoute le zèle particulier des milices fascistes dans le contrôle des citoyens étrangers et français, ce que *Gringoire* ne manque pas de souligner tout en partageant pleinement la ligne idéologique du parti dont ils dépendaient⁷⁸. Recouly déclare que cette attitude des policiers était notoire parmi les voyageurs et que les gouvernements italien et français mettaient tout en œuvre pour tenter de rassurer leurs citoyens car les deux pays étaient de grands partenaires économiques.⁷⁹

En décrivant la politique étrangère de l'Italie, Gringoire dit toujours clairement, même en citant les paroles mêmes de Mussolini, que l'Italie a des objectifs expansionnistes et n'est pas du tout satisfaite du résultat de la Grande Guerre. Les phrases du Duce sont rapportées le 19 août 1932 :

La guerre seule peut faire valoir entièrement l'énergie humaine en imprimant le sceau de la noblesse sur les peuples qui ont le courage de l'affronter [...] Le fascisme ne croit pas à la possibilité ou à l'utilité de la paix perpétuelle.⁸⁰

⁷⁷Ibid.

⁷⁸*Dans le métro*, « Gringoire », 12 juin 1931.

⁷⁹Raymond Recouly, *De Villefranche à Capri*, « Gringoire », 11 septembre 1931.

⁸⁰*Ne le répétez pas...*, « Gringoire », 19 août 1932.

Georges Suarez déjà deux années avant rapportait que l'Italie n'était pas d'accord avec les accords de paix.⁸¹

Comme on peut le voir aussi parmi les paroles de Recouly sur la situation politique européenne, le périodique accompagne l'observation des objectifs expansionnistes de l'Italie avec la crainte qu'ils ne puissent être mis en pratique : le grand progrès naval réalisé par le pays le transformait en fait en l'un des grandes puissances européennes derrière l'Allemagne, en remplaçant l'Empire austro-hongrois⁸². Une peur accompagnée d'une grande admiration, qui ressort non seulement des nombreux éditoriaux mais aussi des colonnes apparemment déconnectées de la politique et de l'économie. En effet, le 17 mars 1933, un livre, *Les Romains d'aujourd'hui, sur la politique italienne et fasciste* écrit par Marcel Lucain, paraît dans une chronique littéraire. À la question « Cette Italie impériale va-t-elle vers la guerre ? » Lucain répond que

En allant vers la plus grande Italie [...] la troisième Rome, avec ses buts d'expansion, ses visées africaines, sa revendication de l'antique *Mare Nostrum*, réalise un foyer de fièvre au cœur de la vieille Europe malade,⁸³

après avoir décrit dans l'article lui-même le « rythme puissant et harmonieux » d'une nation « de quelque sortie rénovée par un chef et, ce qui nous semble encore paradoxal, connaissant l'enthousiasme sans la liberté ». Ces propos révèlent aussi un thème très important dans le débat intellectuel de l'époque, le rôle de la liberté individuelle, mais nous y reviendrons bientôt ; du dialogue entre l'intervieweur (Marcel Augagneur) et l'écrivain, des inquiétudes sur les visées italiennes émergent, redoutées même si elles proviennent d'un gouvernement à l'idéologie similaire à celle des éditeurs.

Cela est très évident dans l'éditorial *Ne le répétez pas* du 27 février 1931. Dans ce numéro, la politique de propagande agressive des journaux soutenue par le gouvernement fasciste contre les citoyens français corses et nord-africains est fortement attaquée. Les auteurs de *Gringoire* se plaignaient de la façon dont le journal de Livourne *Il Telegrafo*, soutenu par le PNF, inondait les provinces susmentionnées dans lesquelles la propagande

⁸¹Georges Suarez, *L'Italie et la paix*, « Gringoire », 18 juillet 1930.

⁸²*Ne le répétez pas...*, « Gringoire », 19 août 1932.

⁸³Marcel Augagneur. *Les romains d'aujourd'hui*, « Gringoire », 17 mars 1933.

« aussi vaine que déloyale » était faite, répandant l'idée que de nombreux habitants de ces lieux étaient veules l'annexion à l'Italie⁸⁴ :

Mais en Italie, les journaux, auxquels la censure gouvernementale donne un caractère officiel, sont de purs organes de provocation à l'égard de notre pays. Que diraient les dirigeants fascistes si, au moment où s'ouvrent de nouvelles négociations navales, la France publiait, dans le *Journal Officiel*, un article réclamant pour l'Autriche, la restitution de Trente et de Trieste ?...⁸⁵

Des attitudes explicites qui pour cette raison, toujours selon Augagneur et Lucain, imposaient à la France de surveiller l'Italie.⁸⁶

Quant aux enjeux idéologiques, dans la revue de *Les Romains d'aujourd'hui*, les deux mettent en évidence la contradiction entre liberté et bonheur, entre progrès et contrôle étatique fort, dont le journal n'a jamais nié l'existence en Italie. Augagneur se demande si l'hypothèse libérale selon laquelle la liberté est nécessaire pour être heureux était fautive ; et même si cette question n'apporte pas de réponse, les références à une « Europe malade » indiquent qu'une dictature ou un contrôle étatique fort ne déplaisait pas au journaliste, qui dans le même article qualifiait Benito Mussolini de « pas un homme, mais un grand homme »⁸⁷. Du reste, le même journal fait l'éloge des attitudes autoritaires comme celle des forces de l'ordre françaises qui avaient réussi à dominer et à dégonfler la croissance des mouvements communistes en France et en particulier à Paris.⁸⁸

L'admiration pour l'autorité et le culte de l'individu ne se réfère pas seulement à Mussolini mais aussi à d'autres personnalités du régime fasciste comme Italo Balbo, ministre de l'aéronautique. Dans *Le général Balbo*, Jean Jacoby décrit le ministre de manière adoulatrice le comparant même à un personnage d'un tableau du Tintoret ou à des aventuriers et conquérants de nouveaux mondes tels que Vasco de Gama et Francisco Pizarro⁸⁹. Ces louanges n'étaient pas réservées à Balbo uniquement en tant que personnage de grand charisme mais surtout en tant que partisan de la grandeur de l'État fasciste qui relevait l'Italie des cendres de la guerre :

⁸⁴*Ne le répétez pas...*, « Gringoire », 27 février 1931.

⁸⁵*France et Italie*, « Gringoire », 18 août 1933.

⁸⁶Marcel Augagneur. *Les romains d'aujourd'hui*, « Gringoire », 17 mars 1933.

⁸⁷*Ibid.*

⁸⁸*Ne le répétez pas...*, « Gringoire », 27 février 1931.

⁸⁹Jean Jacoby, *Le général Balbo*, « Gringoire », 14 juillet 1933.

Balbo n'est pas fasciste pour rien. Il ambitionne une grande aviation pour une grande Italie.⁹⁰

Enfin, à travers l'éditorial *Le pape et les fascismes*, *Gringoire* décrit la relation entre l'État fasciste et la papauté après les récents pactes du Latran qui avaient sanctionné la naissance de l'État du Vatican. Le périodique souligne comment les deux entités politiques étaient en accord total alors qu'elles « se dirigent vers des fins identiques », c'est-à-dire leur propre stabilisation temporelle et l'expansion de leurs propres doctrines idéologiques, politiques ou religieuses ; cela a été fait grâce à une collaboration fructueuse pour promouvoir le tourisme à Rome⁹¹. Les grands travaux entrepris par le fascisme (auxquelles *Gringoire* ne manque pas de rendre hommage) nécessitaient des fonds importants qu'il fallait récupérer, et que le pays, contrairement à d'autres nations européennes (dont la France), voyait le budget alloué aux forces armées augmenter d'année en année. L'éditorialiste invite les lecteurs français (surtout catholiques) à se rendre à Rome :

Ils y noteront que la papauté et le fascisme qui, il n'y a pas longtemps, se combattaient, sont aujourd'hui non seulement des amis mais presque des frères.⁹²

Il est très intéressant de noter que cet article a été écrit deux ans après le reportage de Recouly qui soulignait le caractère spartiate des villes italiennes. De toute évidence, le fascisme avait compris la nécessité de développer le secteur du tourisme et des initiatives en collaboration avec l'Église voisine comme le Jubilé extraordinaire de 1933 étaient une grande opportunité en ce sens.

⁹⁰Ibid.

⁹¹*Le pape et les fascismes*, « Gringoire », 21 avril 1933.

⁹²Ibid.

Chapitre 5 : L'ami du Peuple

Si l'on parcourt la presse quotidienne française de l'entre-deux-guerres, de *L'Œuvre* à *La Croix* ou *L'Action Française*, plutôt lus par l'élite, du *Journal* au *Matin*, journaux populaires à fort tirage, on constate la domination des thèmes conservateurs, où l'expression d'un antisémitisme xénophobe n'est pas rare. Un seul titre important a cependant tenté de vulgariser et d'exploiter l'antisémitisme : *L'Ami du Peuple* de François Coty.⁹³

Laurent Joly

L'Ami du Peuple est aussi l'un des journaux les plus populaires de l'époque. Le journal sort pour la première fois le 2 mai 1928 : il est fondé par le magnat de la parfumerie François Coty, qui voulait exprimer ses idées politiques avec ce financement⁹⁴. Contrairement aux grands journaux lus par l'élite, *L'Ami du Peuple* s'est toujours adressé à la classe moyenne et ouvrière en utilisant un langage simple et en proposant des analyses destinées selon Joly à un public qui normalement ne lisait pas⁹⁵. Le prix de ce journal était bien inférieur à celui des autres concurrents : *L'Ami du Peuple* coûtait près d'un tiers par rapport aux autres journaux grâce aux énormes investissements de son fondateur, qui mettait à disposition tout son empire économique pour soutenir la production du journal sans ne rien gagner⁹⁶. Aucun avantage d'ordre économique pour Coty, qui du haut de sa puissance économique pouvait se le permettre. Le journal était ainsi lu par 800 000 personnes chaque jour depuis sa création, atteignant un million d'exemplaires quotidiens et 100 000 abonnés au début des années 1930.⁹⁷

⁹³Laurent Joly, *L'Ami du Peuple contre les « financiers qui mènent le monde »*. *La première campagne antisémite des années 1930*, « Archives Juives », 2006/2 (Vol. 39), p. 96.

⁹⁴Ralph Schor. *Xénophobie et extrême-droite : l'exemple de « L'Ami du Peuple » (1928-1937)*. « Revue d'histoire moderne et contemporaine », tome 23 N ° 1, Janvier-mars 1976, p. 116.

⁹⁵Laurent Joly, *L'Ami du Peuple contre les « financiers qui mènent le monde »*. *La première campagne antisémite des années 1930*, cit. p. 106.

⁹⁶Laurent Joly, *L'Ami du Peuple contre les « financiers qui mènent le monde »*. *La première campagne antisémite des années 1930*, cit. p. 99.

⁹⁷Ralph Schor. *Xénophobie et extrême-droite : l'exemple de « L'Ami du Peuple » (1928-1937)*.

Les principaux sujets traités dans le journal sont la politique et l'économie, en particulier à une époque où la crise de 1929 fait sentir ses effets en France aussi. Ce qui le caractérise le plus, cependant, est le ton violent, nationaliste et plus tard antisémite : c'est « le journal le plus xénophobe de son temps »⁹⁸, affirmant constamment que le principal problème de la France à l'époque était les étrangers présents sur le territoire⁹⁹.

L'observation initiale de Joly propose deux points de réflexion sur le rôle que *L'Ami du Peuple* joué dans la diffusion de l'antisémitisme : son affichage vulgaire et son utilisation à des fins politiques. L'antisémitisme du journal se développe après la crise économique : de 1932 à 1933, années où les effets du krach financier se font sentir dans toute la société. Ainsi, les analyses du journal ont identifié les banquiers juifs et les banques « judéo-américano-allemandes » comme les auteurs d'un complot contre la pauvre classe ouvrière française¹⁰⁰. Les juifs n'étaient pas seulement blâmés en tant que tels, mais en tant que partie active du fléau qui affectait le monde. Comme Joly vient de noter, en fait,

Il s'agit là d'un antisémitisme à usage extérieur, dirigé contre les « financiers qui mènent le monde », une réaction irrationnelle à la crise économique mondiale qui frappe la France depuis quelques mois.¹⁰¹

Les campagnes antisémites, y compris celle contre le banquier Schiff, connaissent un énorme succès en raison à la fois de la rhétorique populiste et de l'omniprésence de Coty sur la scène économique et sociale nationale :

Il est certain que la puissance financière de François Coty donne un écho exceptionnel aux thématiques antijuifs. La presse régionale se contente bien souvent de reprendre les mots d'ordre de la presse nationale.¹⁰²

⁹⁸Laurent Joly, *L'Ami du Peuple contre les « financiers qui mènent le monde »*. *La première campagne antisémite des années 1930*, cit. p. 99.

⁹⁹Ralph Schor. *Xénophobie et extrême-droite : l'exemple de « L'Ami du Peuple » (1928-1937)*.

¹⁰⁰Ralph Schor. *Xénophobie et extrême-droite : l'exemple de « L'Ami du Peuple » (1928-1937)*.

¹⁰¹Laurent Joly, *L'Ami du Peuple contre les « financiers qui mènent le monde »*. *La première campagne antisémite des années 1930*, cit. p. 99.

¹⁰²Laurent Joly, *L'Ami du Peuple contre les « financiers qui mènent le monde »*. *La première campagne antisémite des années 1930*, cit. p. 99.

Coty et les rédacteurs de *L'ami du Peuple* reçoivent les compliments de Maurras et d'autres membres de l'extrême droite, mais ces derniers et leurs publications n'atteignent jamais tels niveaux de violence et d'attention, sinon d'obsession antisémite. Schor affirme :

En effet, dans les années 1930, les autres quotidiens xénophobes, tels que *Le Journal des Débats* ou *L'Écho de Paris* se contentaient de publier sur ce sujet quelques articles isolés, généralement trois ou quatre par an ; *L'Action Française* elle-même, qui possédait cependant une solide tradition d'hostilité à l'égard des « métèques », restait très en deçà de *L'Ami du Peuple*.¹⁰³

Le seul protagoniste de l'essor de *L'Ami du Peuple* est son fondateur, François Coty. Joly - actualisant ses considérations - le définit comme un vague précurseur de Berlusconi compte tenu de son engagement en tant qu'entrepreneur, propriétaire d'un empire médiatique et plus tard politicien professionnel.¹⁰⁴

D'origine corse, il fait fortune au début du siècle et à partir du début des années 1920 il se lance dans l'édition : il est directeur du *Figaro* et avant la création de *L'Ami du Peuple* il achète également *Le Gaulois* et *Le Chiarivari*. Ennemi juré du bolchevisme et des puissances étrangères, dont l'Allemagne, Coty montra ses idées dans *Figaro* en lançant diverses campagnes contre le communisme¹⁰⁵. L'effort d'édition a coûté beaucoup de ressources à l'entrepreneur : selon Lazareff, cela lui a coûté environ 500 millions¹⁰⁶ de francs, un montant énorme qui équivaldrait aujourd'hui à 3/400 millions d'euros.¹⁰⁷

L'effort de Coty dans l'édition n'était pas le seul moyen de s'engager dans l'activisme politique : en 1933, en effet, le magnat fonda le premier vrai parti fasciste français des années 1930 : la *Solidarité Française*¹⁰⁸. L'un des directeurs était Jacques Ditte, une figure très importante également au sein de *L'Ami du Peuple*.

¹⁰³Ralph Schor, *Xénophobie et extrême-droite : l'exemple de "L'Ami du Peuple" (1928-1937)*.

¹⁰⁴Laurent Joly, *L'Ami du Peuple contre les « financiers qui mènent le monde »*. *La première campagne antisémite des années 1930*, cit. p. 99.

¹⁰⁵Laurent Joly, *L'Ami du Peuple contre les « financiers qui mènent le monde »*. *La première campagne antisémite des années 1930*, cit. p. 99.

¹⁰⁶Pierre Lazareff, "Chapitre six : Les" Big Five « contre *Le Quotidien* et *L'Ami du Peuple* », dans *Deadline : The Behind-the-scenes story of the last décennie in France*, New York, Random House, 1942.

¹⁰⁷Stephanie Delmas, *Conversion en francs / euros constantes : les nouvelles valeurs 2010*, « Le Figaro », modifié le 21 mai 2017.

¹⁰⁸Laurent Joly, *L'Ami du Peuple contre les « financiers qui mènent le monde »*. *La première campagne antisémite des années 1930*, cit. p. 99.

Ditte, né en 1885 et ayant une formation juridique, est le bras droit de Coty également dans le périodique en question, qu'il dirigeait dès le début. Xénophobe et antisémite comme ce dernier, il propose principalement des analyses économiques et financières, les rédigeant souvent au nom de l'éditeur.¹⁰⁹

Parmi les autres auteurs, Camille Mauclair (1872-1975) se démarque. Personnage plutôt singulier, il passe de sympathisant avec des positions anarchistes à un réactionnaire plus convaincu, jusqu'à s'ancrer dans la xénophobie et l'antisémitisme. Également historien de l'art, poète et romancier, il publie pour *L'Ami du Peuple* en tant que critique littéraire.¹¹⁰

Enfin, Jean Renaud, surnommé « le commandant » et Urbain Gohier ont également joué un rôle important. Le premier est un officier de la Première Guerre Mondiale qui devient plus tard journaliste à *L'Ami du Peuple* ; proche collaborateur de Coty, il fut plus tard directeur de la *Solidarité Française*, le mouvement fondé par ce dernier. Enfin, Gohier est un avocat avec une grande expérience éditoriale dans divers périodiques qui collabora avec *L'Ami du Peuple* vers la fin de sa carrière (il est né en 1862).

Analyse des travaux

Contrairement à d'autres périodiques examinés précédemment, les pages de *L'Ami du Peuple* sont presque exemptes d'élucubrations idéologiques sur les principes du fascisme italien ou français mais relie ces considérations exclusivement à l'actualité concrète de l'époque. Les tons sont beaucoup plus vifs qu'ailleurs et la relation entre l'Église et l'État fasciste est beaucoup moins décrite que dans *L'Action Française*. Les longs éditoriaux de François Coty donnent l'idée d'un journal agressif et irrévérencieux qui n'épargne pas les attaques contre Mussolini lui-même.

Les catégories les plus ciblées sont cependant la franc-maçonnerie, les juifs, l'Union Soviétique et surtout la « grande finance internationale ». En particulier, selon Coty et les rédacteurs du journal, il représentait une menace constante pour la France qu'Aristide Briand était incapable de protéger ; menaces confondues par les politiciens français selon *L'Ami du Peuple* pour opportunité. Dans *Contre la France et son épargne* (1932), par

¹⁰⁹Ralph Schor. *Xénophobie et extrême-droite : l'exemple de « L'Ami du Peuple » (1928-1937)*.

¹¹⁰Marie Carbonnel. *Camille Mauclair ou la critique de la vigilance*. « *Romantisme* », 2003, n° 121. La littérature fin de siècle au crible de la presse quotidienne, p 81.

exemple, Coty s'oppose au parlementaire Herriot coupable d'avoir signé un pacte de non-agression avec l'Union Soviétique qui aurait conduit à des accords économiques jugés néfastes pour le pays.¹¹¹

La politique et la finance européennes sont des sujets particulièrement importants pour Coty qui est très impliqué dans la politique étrangère italienne et française. Les accords économiques internationaux entre les puissances soviétiques d'une part et les libéraux-démocrates de l'autre sont considérés par le journal comme extrêmement dangereux non seulement pour la stabilité financière et économique française, mais aussi pour la stabilité du fascisme italien. Plusieurs fois au fil des ans, les auteurs se préoccupent (avec des tons très xénophobes) d'une politique fasciste tendant de plus en plus à la collaboration avec des puissances étrangères. Par exemple, un article de février 1932 qui déclare :

Le récent voyage, évidemment intéressé, du ministre des Affaires étrangères d'Italie aux États-Unis indique avec une suffisante clarté que l'initiative des opérations a maintenant passé aux mains de la haute finance judéo-germano-américaine, qui, pour son seul profit, contrôle et exploite tour à tour tous les peuples du monde, y compris le peuple américain, si durement éprouvé par la crise. [...] Sans doute ne sommes-nous nullement opposés par principe à ce qu'un prêt soit consenti à l'Italie. Mais nous voulons qu'il soit consenti directement par la France, sous certaines garanties qui lui assurent le bénéfice moral et les avantages matériels de cette libéralité.¹¹²

Le rapprochement de l'Italie avec les États-Unis et l'Allemagne était très redouté par Coty, qui rêvait d'un rapprochement entre l'Italie et la France sur la base d'une « entente latine ».¹¹³

Cependant, une alliance entre les deux pays était aussi souhaitée que redoutée sur la base de l'évolution de la politique fasciste italienne qui, selon Coty, avait évolué au fil des années dans le sens d'une alliance d'intérêt avec les francs-maçons, les juifs, les communistes et les Allemands pour surmonter la crise de 1929 et continuer à construire le pays : en 1932, le directeur écrivait ce qui suit :

¹¹¹François Coty, *Contre la France et son épargne*, L'ami du peuple, 29 novembre 1932.

¹¹²François Coty, *La France doit garder l'autonomie de sa politique étrangère et l'initiative de ses libéralités financières*, L'ami du peuple, 10 février 1932.

¹¹³François Coty, *Relations franco-italiennes*, « L'ami du peuple », 29 novembre 1932.

Alors, une alliance latine avec l'Italie libre aurait consolidé la paix, assurée la prospérité des deux grandes nations sœurs. *Aujourd'hui*, le rapprochement ne serait plus, de notre part, qu'une imprudente adhésion au bloc judéo-germano-bolchevique et fasciste, constitué et soudé contre nous avec l'armature financière des banquiers juifs-allemands de Wall Street. On demande à la France, une fois de plus, d'être « le banquier de sa propre ruine ».¹¹⁴

On peut noter que d'un point de vue idéologique et pratique, le journal maintient la ligne pacifiste (au moins en termes relatifs) de *L'Action Française* : une éventuelle alliance aurait non seulement favorisé la prospérité des deux nations mais aussi la paix. Dans les critiques que Coty adresse à l'Italie, il est également évident que lui, tout en admirant la forme sous laquelle le fascisme a pris le pouvoir et maintenu l'ordre (auparavant, il avait défini Mussolini « un grand homme » qui avait combattu avec succès les francs-maçons et les juifs) ne s'abaissait pas à l'idolâtrie et croyait sincèrement en premier lieu au bien de la France, menacée par les catégories susmentionnées, par des politiciens de gauche français dont Aristide Briand et par une évolution, ou corruption, du fascisme. Dans un entretien avec le journaliste italien Lo Duca, en effet, Coty avait précisé que selon lui il n'y avait pas de sympathie parmi les peuples et qu'il fallait laisser les sentiments hors de la politique, en évitant également de tisser des liens trop forts entre les gouvernements¹¹⁵. Une prise de position forte contre l'internationalisme.

En outre le journal reste toujours sur des positions favorables à l'égard de l'Italie et du gouvernement fasciste, restant ouvert aux alliances et tolérant l'immigration de migrants italiens vers leurs territoires (notamment vers l'Afrique du Nord), poussée par une forte pression démographique. Déjà en 1930, *L'Ami du Peuple* déclarait que les tensions en Afrique du Nord devaient être surmontées (ajoutant avec une note xénophobe que « un front commun devrait être fait contre les Arabes »¹¹⁶) ; Toujours Coty, interviewant Lo Duca, déclare :

¹¹⁴Ibid.

¹¹⁵Lo Duca, *L'Etat républicain réformé et italien fasciste*, « L'ami du peuple », 26 novembre 1933.

¹¹⁶*Un sénateur italien demande le maintien des bonnes relations avec la France*, « L'ami du peuple », 31 mai 1930

Vous comprenez que l'apport des Italiens pourrait être capital, soit du point de vue numérique, soit du point de vue politique, étant donné l'esprit de l'Italie nouvelle qui n'oublie jamais ses fils à l'étranger.¹¹⁷

Ce sont ces conclusions conciliantes dans lesquelles on voit l'appréciation des valeurs de l'État fasciste.

¹¹⁷Lo Duca, *L'Etat républicain réformé et l'Italie fasciste*, « L'ami du peuple », 26 novembre 1933

Chapitre 6 : L'Intransigeant

Contrairement à d'autres périodiques cités dans cette recherche, *L'Intransigeant* n'est pas né comme un périodique d'extrême droite, mais en est devenu un, embrassant par la suite l'antisémitisme aussi. Fondé en 1880 à Paris par Henri Rochefort, le quotidien avait une orientation socialiste ; cependant, à partir de la fin du siècle, en liaison avec l'affaire Dreyfus, il radicalise sa position politique à droite, prenant le parti antidreyfusard. Cela continua à partir de 1905, année de la nomination de Léon Bailby à la tête du journal, qui occupa ce poste pendant 27 ans jusqu'en 1932. C'est la période où *L'Intransigeant* a un grand succès : il vend jusqu'à 400 000 copies par jour¹¹⁸. En 1932, le journal est vendu au groupe Louis-Dreyfus ; Bailby démissionna et l'extrémisme de droite progressivement vire au centrisme.¹¹⁹

Plus modérée par rapport aux autres (notamment par rapport à *L'Ami du Peuple*), la rédaction de *L'Intransigeant* n'a cependant pas manqué de saluer le fascisme et la politique italienne. Le journal, dans le style classique du journal généraliste, propose des articles sur des sujets de toutes sortes mais ne manque pas d'approfondir les questions italiennes avec de nombreux éditoriaux et des comparaisons avec d'autres pays. Il traite la politique étrangère italienne avec constance en référence à la politique française d'un point de vue nationaliste et admiré pour les réalisations du gouvernement et la consolidation du pouvoir. Par rapport à d'autres, cependant, il n'y a pas beaucoup de références aux pactes du Latran et aux relations entre l'État et l'Église.

Les principaux auteurs considérés dans cette recherche sont Léon Bailby et Pierre Frederix, tous deux admirateurs convaincus du fascisme, qui ont écrit de nombreux articles et éditoriaux pour le journal.

Léon Bailby, comme déjà mentionné, est celui sous la direction duquel le journal devint grand avant même la Grande Guerre¹²⁰. De nombreux éditoriaux sur l'Italie concernent la politique étrangère de ce dernier pays en particulier dans ses rapports avec la France.

¹¹⁸*L'Intransigeant*, « Retronews »

¹¹⁹Ibid

¹²⁰*Léon Bailby est mort*, « Le monde », 20 janvier 1954.

Pierre Frederix n'était pas seulement un journaliste mais un écrivain et critique littéraire reconnu. Pour *L'Intransigeant*, il traitait principalement de la politique intérieure italienne, s'attardant souvent sur les grandes œuvres créées par le fascisme.

Analyse des travaux

Faisant référence à l'Italie fasciste, *L'Intransigeant* conserve son style modéré, laissant toutefois transparaître une profonde admiration pour le pays et son gouvernement. En le comparant à la plupart des autres périodiques, le journal se caractérise par la grande attention qu'il porte aux événements internes italiens par rapport aux considérations sur la politique intérieure française : cela est démontré par le nombre élevé d'« envoyés spéciaux » qui, au fil des ans, publient des rapports ou entretiens avec les personnalités les plus importantes du régime.

Les relations entre l'Italie et la France ont également été minutieusement examinées, et même s'il n'y a pas de panégyriques sur le Duce ou sur d'autres hiérarques, l'impression est qu'ils n'en ont pas besoin pour réaffirmer sa propre ligne politique. En fait, il est évident que les journalistes de *L'Intransigeant* partagent non seulement les principes idéologiques de la doctrine fasciste mais aussi les principes moraux qu'elle tentait d'imposer en Italie. L'admiration implicite et explicite des éditeurs pour ce qui se passe en Italie se retrouve dans presque tous les articles, et la pièce suivante du correspondant Marcel Sauvage, décrivant la projection du film fasciste « Camicia Nera » à Milan est l'une des nombreux exemples :

Une seule cravate de couleur, la mienne. Une seule tête mobile, la mienne, toutes les autres, impassibles, tournées vers l'écran, attachées à l'écran par le lien tendu des regards.¹²¹

Et encore une fois, en référence aux célébrations de l'anniversaire de la Marche sur Rome :

¹²¹Marcel Sauvage, *Commentaire sur les « Chemises noires » ont accueilli « Chemise noire »*, « L'Intransigeant », 16 avril 1933.

Ce départ pour une année nouvelle s'est effectué dans l'enthousiasme le plus ardent, dans la joie la plus débordante.¹²²

À l'admiration pour la stature morale de l'Italie fasciste, cependant, il y a toujours des descriptions détaillées des effets pratiques que le fascisme a eus sur l'économie du pays. La politique et l'économie en Italie, comme nous l'avons souligné précédemment, sont plus présentes que dans d'autres publications. Ce style ne change pas au fil des années examinées, de 1929 à 1933 : en fait, tout au long de cette période, nous retrouvons des rapports qui soulignent la grande production agricole ou le respect de l'ordre social qui se développe en Italie. Cela ressort des écrits de Pierre Frederix, envoyés dans le pays, qui souligne à plusieurs reprises comment l'Italie a pu se remettre des deux grandes crises qui ont suivi la Grande Guerre et 1929¹²³; même des chroniqueurs comme le susmentionné Bailby ont convenu que la manière dont la productivité des champs avait augmenté était impressionnante.¹²⁴

Cependant, il faut souligner qu'au cours de la période examinée, les éditorialistes et les correspondants n'ont pas manqué de souligner que face à ces améliorations, le fascisme avait imposé des politiques d'austérité sévères au pays ; que les Italiens n'étaient pas devenus plus riches que les Français mais qu'ils avaient maintenu un pouvoir d'achat inférieur à celui de leurs voisins comme avant¹²⁵ leur montée en puissance, et que le principal effet était la fin de l'instabilité sociale : « Le temps de violence semble être complètement passé en Italie »¹²⁶. Une instabilité sociale que Frederix espérait évidemment voir disparaître en France également.

Tout en gardant des tons calmes et des positions non belligérantes, *L'Intransigeant* ne manque pas de souligner les progrès militaires et évidemment moraux de la nouvelle Italie selon les auteurs. En effet, sur une page intitulée *L'Italie fasciste*, le journal célébrait

¹²²Maurice Montabre, *L'an XII du fascisme est commencé : Où en est l'Italie nouvelle*. « L'Intransigeant », 1er novembre 1933.

¹²³Pierre Frederix, *Italie 1933 : Comment l'Italie fasciste a traité les problèmes économiques et sociaux issus de la guerre*, « L'Intransigeant », 31 août 1933.

¹²⁴Léon Bailby, *France - Italie*, « L'Intransigeant », 24 novembre 1932.

¹²⁵Pierre Frederix, *Italie 1933 : Le fascisme et l'argent, exemple de la pauvreté*, « L'Intransigeant », 2 septembre 1933.

¹²⁶Pierre Frederix, *Italie 1933 : Un tour d'horizon pour conclusion*, « L'Intransigeant », 10 septembre 1933

l'esprit guerrier du régime de Rome en publiant des photos des chemises noires et des opérations militaires introduites par les mots suivants :

Tout fasciste [...] doit tenir dans ses mains un livre et un fusil...d'une poigne vigoureuse, si l'on en juge par l'entraînement intensif auquel s'astreint la jeunesse italienne, « ballilas » et « avant-gardistes » - futurs miliciens du faisceau sur lesquels le Duce fonde les espoirs illimités de la Rome de demain.¹²⁷

Concernant la politique étrangère du pays et ses relations avec la France, le journal prend des positions conciliantes, malgré les difficultés de l'époque dues à l'opposition d'une grande partie de la société française de gauche. Cela est dû non seulement au constat que l'Italie en reprise économique pourrait être un partenaire fiable et utile également en raison de sa proximité culturelle. Frederix en établit un profil :

Voici plus de dix ans que le fascisme a pris possession de l'Italie. Voici dix ans qu'un pays qui, par sa situation, par son étendue, sa race, ses préférences naturelles, a beaucoup de traits communs avec le nôtre, sert de champ à une grande expérience sociale, politique, économique. Comment ne pas nous y intéresser ?¹²⁸

Un exemple de ce point de vue des auteurs est l'article *France - Italie* (1932) où Léon Bailby se dit favorable aux accords entre la France et l'Italie (nommée « sœur latine »). Bailby se prétend le seul ou presque à avoir toujours affirmé la volonté du côté français d'améliorer l'entente économique, devenant le porte-parole en France des grands progrès réalisés dans le domaine des infrastructures et social par le gouvernement fasciste¹²⁹. Ces accords, cependant, étaient opposés par les socialistes français comme l'a également admis le grand ennemi de l'extrême droite française Aristide Briand :

« Un peuple se trouve disposé à faire des avances à son voisin : mais celui-ci n'est pas en état de les recevoir ». ¹³⁰

¹²⁷*L'Italie fasciste*, « L'Intransigeant », 11 avril 1933.

¹²⁸Pierre Frederix, *Italie 1933 : Comment l'Italie fasciste a traité les problèmes économiques et sociaux issus de la guerre*, « L'Intransigeant », 31 août 1933.

¹²⁹Léon Bailby, *L'Italie et nous*, « L'Intransigeant », 9 novembre 1932.

¹³⁰Léon Bailby, *France - Italie*, cit.

On se souviendra comment à la même époque François Coty de *L'Ami du Peuple* prenait une position beaucoup plus prudente, tout en fantasmant sur une future coopération économique entre les deux puissances.¹³¹

Une autre question doit enfin être envisagée, celle du rapport entre le gouvernement fasciste et la papauté selon les auteurs français. Les initiales des pactes du Latran ont été bien accueillies par Bailby et le journal. Le 13 février 1929, à peine deux jours plus tard, le journaliste déclarait en effet qu'ils représentaient un triomphe tant pour Mussolini que pour le Pape qui renforça ainsi son image non seulement dans le contexte italien mais aussi en Europe.

Sans doute, le nouveau traité marque un succès diplomatique réel pour M. Mussolini et doit en conséquence bénéficier à son régime, détendre certaines oppositions catholiques encore très vives. »¹³². Quant au Pontife, « il est incontestable que son affranchissement renforce encore si possible l'autorité de « la plus grande force morale qui soit au monde¹³³.

Enfin, les références au Duce sont même si moins présentes que dans d'autres journaux, considérables : Mussolini est célébré non seulement pour ses œuvres mais aussi pour les intentions de dire des nobles journalistes, que les Italiens auraient dû suivre :

Si la poigne de l'homme qui vous dirige vous paraît parfois rude, songez que l'homme lui-même n'a jamais voulu défendre aucun privilège. Il n'en avait aucun à défendre. Il ne vivait et il ne vit que pour le bien du pays.¹³⁴

¹³¹François Coty, *Les Relations franco-italiennes*, « L'ami du peuple », 29 novembre 1932.

¹³²Léon Bailby, *Rome et nous*, "L'intransigeant", 13 février 1929.

¹³³Ibid.

¹³⁴Pierre Frederix, *Italie 1933 : Le fascisme et l'argent, exemple de la pauvreté*, « L'Intransigeant », 2 septembre 1933.

Chapitre 7 : L'Écho de Paris

Comme *L'Intransigeant*, *L'Écho de Paris* a également une histoire plus longue que celle des mouvements fascistes français et l'idéologie sous-jacente a changé au fil du temps. Le journal est fondé en 1884 à Paris par Valentin Simond et Aurélien Scholl qui voulaient proposer un journal principalement focalisé sur l'actualité, sur la littérature et l'art : un journal caractérisé par des analyses complexes et faisant autorité, un « journal de signatures ».¹³⁵¹³⁶

Comme d'autres publications, cependant, *L'Écho de Paris* dans la période considérée embrasse l'extrême droite, en radicalisant ses positions catholiques et conservatrices. Parmi les protagonistes figuraient André Géraud, sous le pseudonyme de *Pertinax*, et Henri de Kerillis.

Dans les années 1920, la rédaction de *L'Écho de Paris* se range du côté du Bloc National, une coalition regroupant des partis du centre et de droite opposée au gouvernement social-démocrate français¹³⁷. L'idéologie du journal devient d'année en année plus vers la droite en soutenant la *Ligue des patriotes* de Paul Déroulède, un mouvement à orientation nationaliste¹³⁸. Les sujets traités à l'époque et que nous considérons concernent principalement la figure de Mussolini et la relation avec le Vatican : il y a de nombreux articles écrits surtout après 1929, et ceci est certainement dû à l'inclination historique particulière du journal qui se considérait comme catholique et conservateur. À ces tendances s'ajoute dans la période étudiée une haine toujours brûlante envers les mouvements syndicaux, envers la consolidation de l'Union Soviétique et envers les partis de gauche en général :

Patriotique, antiparlementaire, très antidreyfusard, *L'Écho de Paris* se montre aussi très virulent envers le communisme, le syndicalisme et l'internationalisme, s'alarmant fréquemment de la montée des mouvements de revendication sociale.¹³⁹

¹³⁵ *L'Echo de Paris*, « Retronews ».

¹³⁶ *Les principaux quotidiens*, « Gallica ».

¹³⁷ *L'Echo de Paris*, « Retronews ».

¹³⁸ Ibid.

¹³⁹ Ibid.

Les principaux auteurs que nous avons considérés sont Pertinax et Henri de Kerillis. *Pertinax*, né André Géraud en 1882, est un grand journaliste et écrivain de l'époque qui se consacre à deux sujets en particulier : la stratégie militaire et le rôle de l'Église catholique. Il est rédacteur en chef de la section *étrangère de L'Écho de Paris* et il écrit en même temps des ouvrages tels que « Le partage de Rome » (Grasset, 1929) qui analyse les Pactes du Latran. Ce qui le rend spécial dans notre recherche est le fait que, bien que d'idéologie nationaliste et conservatrice, il s'est toujours considéré comme hostile aux mouvements d'extrême droite hors de France et en particulier à l'émergence de l'Allemagne en tant que puissance impérialiste et de l'Espagne du général Francisco Franco¹⁴⁰. Pour ça, il fut retiré du journal, mais cela lui vaudra un accueil chaleureux par le président américain Roosevelt lorsqu'il atteignit l'Amérique pendant l'occupation allemande et lui a valu aussi la considération par le monde éditorial et culturel français jusqu'à ce jour¹⁴¹. On a été décidé de l'inclure dans le projet car tout en s'opposant aux projets de l'Italie fasciste, il partageait certaines des idées de base. En plus, ses articles, que nous analyserons ensuite, sur les accords entre l'État et l'Église mettent en évidence des points de vue et des opinions intéressants, comme la peur que les fascistes se révèlent trop chauvins¹⁴² en compromettant le concordat ou la croyance que le pouvoir de l'Église s'affaiblit si elle était moralement séparée de l'État.¹⁴³

Comme le rédacteur en chef de la section étrangère, le rédacteur en chef de la section intérieure partage également des idées nationalistes et anticomunistes. Il s'agit d'Henri De Kerillis, né en 1889, qui a eu une carrière relativement longue de général d'armée et de capitaine d'industrie derrière lui lorsqu'il a rejoint le journal parisien.¹⁴⁴

Dans son expérience journalistique, il traite des grands reportages sur la politique intérieure française et ses relations avec l'Italie (comme dans *Une enquête en Italie fasciste avec Son Excellence M. Ricci, chef des balillas*¹⁴⁵). Comme Pertinax, il voit avec une grande méfiance les relations entre la France et l'Allemagne, crainte et parfois

¹⁴⁰ Gèneviève Tabouis, *Un grand journaliste international*, « Le Monde », 13 décembre 1974.

¹⁴¹ Ibid.

¹⁴² Pertinax, *Que sera l'avenir des traités de Latran ?* « L'Écho de Paris », 10 mars 1929.

¹⁴³ Pertinax, *La France devant le Papauté et devant l'Italie fasciste*, « L'Écho de Paris », 9 octobre 1933.

¹⁴⁴ Jean Jolly, *Biographie : Henri de Kerillis*, Dictionnaire des parlementaires françaises de 1889 à 1940.

¹⁴⁵ Henri de Kerillis, *Une enquête en Italie fasciste avec son excellence M. Ricci, chef des balillas*, « L'Écho de Paris », 9 octobre 1933.

méprisée, mais il était moins catégorique à l'égard du nazisme ; il utilisa un langage d'estime envers l'Italie et plus tard envers l'Espagne franquiste.¹⁴⁶

Analyse des travaux

L'Écho de Paris a une attention particulière sur l'Italie dans la période considérée, analysant les événements au-delà des Alpes avec des tons admirés mais souvent inquiets étant donné la bellicosité qui transparaît des discours du Duce. De Kerillis et Pertinax, les principaux auteurs, sont des nationalistes sceptiques à l'égard de l'internationalisation et même s'ils sont favorables à la forme de gouvernement établi en Italie, ils évaluent attentivement les implications pour le bien de la France. Les tons sont moins vifs que dans d'autres publications.

Le journal contient d'innombrables références à la croissance économique, infrastructurelle et militaire de l'Italie : les relations du pays avec les puissances européennes et en particulier avec la France sont bien analysées. La ligne est celle décrite ci-dessus, d'hostilité mêlée de crainte, tout en reconnaissant la valeur de la doctrine fasciste. L'attitude reste la même tout au long de la période considérée, tant de la part de Pertinax que de la part d'Henri de Kerillis et des autres éditeurs, qui voient dans la politique agressive italienne de révision des traités une menace pour la sécurité de la France et des autres nations européennes.

C'est ainsi que Pertinax commente en 1930 un discours de Mussolini après avoir décrit son ton oratoire arrogant et menaçant :

Ainsi, les derniers doutes sont dissipés. Entre la France et l'Italie s'est creusé un abîme que, de longtemps, il ne sera pas facile à la diplomatie de franchir.¹⁴⁷

En tant que nationaliste, plus intéressé par la défense du territoire national que par l'expansion du pouvoir fasciste, l'auteur ajoute :

¹⁴⁶ Jean-Noël Jeanneney, *La solitude d'Henri de Kerillis*, « L'Histoire », juin-juillet 1983.

¹⁴⁷ Pertinax, *M. Mussolini reprend sa campagne oratoire*, « L'Écho de Paris », 28 octobre 1930.

Puisse la politique française se débarrasser de son bandeau, ouvrir les yeux à la réalité et veiller efficacement au maintien de la paix ! Elle n'a plus beaucoup de fautes à commettre.¹⁴⁸

Une vision pacifiste que l'on retrouve chez d'autres auteurs d'extrême droite de l'époque comme ceux de la rédaction de *L'Intransigeant* ou de Gringoire et qui témoigne d'une attitude différente de la droite française à l'égard du fascisme italien : la volonté générale de maintenir le statu quo des Pactes de Versailles, que la France avait signés en tant que vainqueur, sans entreprendre d'actions de guerre.

On ne peut s'empêcher de penser que cette attitude était dictée par le fait que le pays à l'époque était déjà un puissant empire colonial et qu'il n'avait pas besoin de construire un avenir qui lui manquait. Les intérêts des Français étaient plutôt ceux de la reconstruction d'une économie marquée par la Grande Guerre et la crise de 1929, et à cet égard la stabilité était nécessaire.

Le désir de Pertinax et d'autres auteurs d'extrême droite de la même ligné (à l'exception de Maurras et de ses partisans, qui espéraient plutôt une révolution royaliste) était de voir un pays gouverné par des forces moins internationalistes. Forces politiques concentrées sur la constitution d'un pouvoir d'État fort qui supprimerait, si nécessaire, des éléments qu'ils jugent « de trouble » tels que les cercles socialistes et bolcheviks précités, les francs-maçons, les banquiers juifs et protestants ; et qu'elle entreprend des politiques de conciliation avec l'Église catholique.

Cela se voit également trois ans plus tard, en 1933, dans un article intitulé *Le monde à l'envers* d'Henri de Kerillis. L'auteur y déplore que la révision des traités préconisée par le Duce ne puisse conduire qu'à la guerre, résolution à laquelle les rédacteurs en chef du journal sont fermement opposés¹⁴⁹. De Kerillis décrit également comment le gouvernement fasciste s'approche dangereusement de l'Allemagne, une force à craindre également ; et comment il est nécessaire pour la France de moderniser ses armements non pas pour entrer en guerre, mais pour défendre la paix :

Plus que jamais, pour sauver la paix, soyez forts !¹⁵⁰

¹⁴⁸ Ibid.

¹⁴⁹ Henri de Kerillis, *Le monde à l'envers*, « L'Echo de Paris », 21 mars 1933.

¹⁵⁰ Ibid.

La crainte croissante que même le voisin allemand puisse représenter une menace devient encore plus concrète dans le reste de l'année : le 19 août, les lecteurs sont avertis du grave danger que Hitler annexera tôt ou tard l'Autriche et les journalistes espèrent que les puissances européennes et surtout, le gouvernement français prennent parti contre tel projet au lieu de suivre la ligne docile du Royaume-Uni, qui est dangereuse pour l'équilibre européen¹⁵¹. Le fait qu'au fil des années, l'Italie ait mené une politique expansionniste ou, selon les rédacteurs, au moins suspecte, ne doit pas nous faire oublier que dans une certaine mesure, ils sont admirés par ce qui se passe en Italie. Un excellent exemple est l'entretien mené par Henri de Kerillis avec le secrétaire d'État italien à l'éducation des jeunes, Renato Ricci.

Ce dernier y esquisse les initiatives proposées par le gouvernement fasciste pour éduquer les garçons en faisant d'eux des « petits soldats » et des filles en leur inculquant le devoir moral d'être des mères prolifiques à l'avenir pour le bien du pays. L'intervieweur n'épargne aucun commentaire inquiet (« C'est tout de même une politique un peu inquiétante ! »¹⁵²), Tout en admirant le chef du gouvernement italien il continue :

Je crois à la sincérité de Mussolini. Je le crois vraiment pacifique. Son clair génie entrevoit les risques effrayants d'une conflagration européenne. [...] Il veut, je vous l'ai dit, délivrer le monde de ses angoisses actuelles et lui montrer la voie de la réorganisation. Mais comment ne pas constater qu'il fabrique une formidable machine explosive et qu'après tout elle peut lui éclater entre les mains...¹⁵³

Dans le même entretien, De Kerillis ne manque pas de signaler (il était envoyé spécial à Rome) les progrès réalisés par le fascisme dans le domaine des infrastructures malgré les difficultés subies après la crise, contrairement à la France :

En France, à Paris, où sont les constructions publiques qui marqueront la période d'après-guerre et laisseront sa trace devant la postérité ? Une époque de victoire, de triomphe, n'a rien donné.¹⁵⁴

¹⁵¹ Interim, *C'est à la France d'agir vigoureusement et sans détour*, « L'Echo de Paris », 19 août 1933.

¹⁵² Ibid.

¹⁵³ Ibid.

¹⁵⁴ Henri de Kerillis, *Une enquête en Italie fasciste avec son excellence M. Ricci, chef des balillas*, « L'Echo de Paris », 9 octobre 1933.

Les références à la capacité infrastructurelle du fascisme sont aussi souvent présentes au fil des ans, comme dans *Un discours de Mussolini* (1931) où la construction d'un aqueduc à Ravenne a été célébrée¹⁵⁵ ou dans *Le Forum Mussolini* de Carry (1932) qui décrit la naissance d'innombrables centres sportifs à Rome et un forum dédié au Duce¹⁵⁶.

Des éloges pour Mussolini, pour les travaux qu'il a accomplis et un sentiment général d'admiration pour la situation économique et sociale italienne, comme on peut le voir dans divers passages comme celui-ci, à partir de 1933 :

Huit ans de travail ont donné au fascisme une intransigeance politique et morale toujours plus résolue et un sentiment des responsabilités toujours plus net et définitif. La formule fasciste « tout le pouvoir à tout le fascisme » est aujourd'hui plus actuelle que jamais. La révolution fasciste, unitaire dès le commencement, est restée telle, reste telle et restera telle.¹⁵⁷

La même ligne de préoccupation générale est maintenue dans l'analyse du développement des relations entre le gouvernement fasciste et l'institution ecclésiastique ; cette préoccupation est adressée non seulement pour le sort de la France et des catholiques français, mais aussi à l'équilibre des avantages / concessions concernant l'Église par le catholique Pertinax. Quelques semaines après la signature des pactes, le 11 mars 1929, Pertinax considère dans *La France devant le Papauté et devant l'Italie fasciste* comme le sujet gagnant des traités avait été le gouvernement fasciste, qui avait acquis une légitimité envers les catholiques italiens plus radicaux et le contrôle de secteurs tels que l'éducation des¹⁵⁸ jeunes, auparavant la prérogative de l'Église ; il se demande toutefois si les accords étaient avantageux pour la France (« Apportent-ils à notre pays du bon ou du mauvais ? ») il se plaint que les institutions françaises présentes à Rome n'étaient pas prêtes à faire face au double engagement diplomatique (alors que le seul interlocuteur était le gouvernement fasciste) et que cela pourrait créer un détachement entre le Vatican et l'Église catholique de France¹⁵⁹.

¹⁵⁵ Havas, *Un discours de M. Mussolini*, « L'Echo de Paris », 3 août 1931.

¹⁵⁶ Charles Carry, *Le Forum Mussolini*, « L'Echo de Paris », 25 décembre 1932.

¹⁵⁷ *Un discours de M. Mussolini*, « L'Echo de Paris », 28 octobre 1930.

¹⁵⁸ Pertinax, *La France devant le Papauté et devant l'Italie fasciste*, « L'Echo de Paris », 9 octobre 1929.

¹⁵⁹ Ibid.

La conviction que le gouvernement fasciste avait dominé les accords a grandi au fil des ans, à tel point que plus d'une fois Pertinax et les rédacteurs en *chef de L'Écho de Paris* rapportent le contrôle de Mussolini sur les institutions et sa position de prépondérance.¹⁶⁰¹⁶¹

¹⁶⁰ Pertinax, *Le Saint Siege et le fascisme*, « L'Echo de Paris », 1 juin 1931.

¹⁶¹ Henri de Kerillis, *Fascisme et Catholicisme*, « L'Echo de Paris », 12 octobre 1933.

Chapitre 8 : Je suis partout

Je suis partout n'a pas de doctrine. Il ne prétend pas diffuser une idéologie. Son personnel rédactionnel ne possède guère de cohésion. Les titulaires des grandes chroniques sont choisis en fonction de leur réputation et de leur compétence plus que de leurs opinions politiques.¹⁶²

Pierre-Marie Daudonnat

Je suis partout est la publication la plus importante de la maison d'édition Fayard, également dédiée à la production de livres et que nous traiterons séparément plus tard. Intitulé « *Le grand hebdomadaire de la vie mondiale* », l'hebdomadaire a été publié pour la première fois le 29 novembre 1930 et s'adressait aux lecteurs du week-end¹⁶³. Il est dirigé par Pierre Gaxotte et il proposait, comme son nom l'indique, des articles d'actualité, d'économie, de politique et d'actualité sur le monde entier : il y a des colonnes sur l'Union Soviétique, l'Allemagne, la Péninsule Ibérique, l'Empire Britannique, les États-Unis et surtout aux fins de nos recherches sur l'Italie.

Il est parmi tous les périodiques le seul qui proposait des analyses constantes sur l'Italie. En fait, dans les nombreux nombres considérés, il y a toutes les principales questions traitées dans cette recherche : la politique intérieure et étrangère de l'Italie fasciste et de la France, les relations entre ces derniers deux pays, des réflexions sur les pactes du Latran, des opinions sur Mussolini et sur les œuvres créées par le Parti national fasciste.

L'hebdomadaire s'adressait à la classe moyenne et, s'il ne pouvait au départ être considéré comme pro-fasciste ou d'extrême droite, il le devient rapidement¹⁶⁴, à tel point

¹⁶² Pierre-Marie Dioudonnat, *Je suis partout 1930-1944*. Paris : La Table Ronde, 1973, p 34.

¹⁶³ Marina Bellot, « *Je suis partout* », *hebdomadaire antisémite et collaborationniste*, « Retronews », modifié le 04 décembre 2019.

¹⁶⁴ Ibid.

que le 22 octobre 1932, dix ans après la marche sur Rome, il consacre un numéro entier à Mussolini, comme nous verrons.

De nombreux journalistes (environ 700) y écrivent, appartenant d'abord à tout l'éventail politique, puis progressivement de plus en plus tournés vers le nationalisme et voués à l'admiration pour le fascisme italien¹⁶⁵.

Parmi eux, se distingue le directeur Pierre Gaxotte et, en ce qui concerne les sujets traités ici en référence à l'Italie, les auteurs suivants : Aldo Gini, Camille Mallarmé, Georges Roux et Jean Wilmes.

Il peut sembler paradoxal que, dans une recherche consacrée au fascisme, l'un des principaux périodiques initialement pris en considération non seulement n'adopte pas ce point de vue idéologique mais propose une variété d'idées et de visions. Pourtant, dans les premiers numéros de *Je suis partout*, les éloges du fascisme et du gouvernement italien sont présents, mais ni excessifs ni manquants d'objectivité. *Je suis partout* traite les questions internationales et les chroniques relatives à l'Allemagne, à l'Empire britannique ou aux États-Unis avec détachement et pluralisme idéologique. Certains auteurs étaient républicains, d'autres monarchistes ; certains à gauche, d'autres à la droite modérée ; et enfin d'autres avaient manifestement des sympathies ultranationalistes d'extrême droite.¹⁶⁶

Cependant, en peu de temps, suffisamment court pour rentrer pleinement dans nos travaux, sous l'impulsion de Gaxotte et de plusieurs auteurs dont ceux déjà mentionnés, la position du périodique est devenue de plus en plus claire. Le nationalisme, l'antiparlementarisme et plus tard l'antisémitisme maurrassien sont devenus de plus en plus présents.¹⁶⁷

Le journal traitait de divers sujets par rapport aux affaires internationales : des nouvelles à l'histoire, de la politique à l'économie ; et en référence à l'Italie, ces arguments étaient de plus en plus présentés sous un angle favorable aux actions et à l'idéologie du gouvernement fasciste. Au fil des années, la vision pluraliste a disparu et les éloges sont devenus de plus en plus fréquents, jusqu'au numéro de la revue entièrement dédié à

¹⁶⁵ Pierre-Marie Dioudonnat, *Les 700 rédacteurs de Je suis partout*. Paris : Sedopols, 1993.

¹⁶⁶ Ibid.

¹⁶⁷ Marina Bellot, « *Je suis partout* », *hebdomadaire antisémite et collaborationniste*, « Retronews », modifié le 04 décembre 2019.

Mussolini et aux œuvres créées par le parti à l'occasion du dixième anniversaire de la Marche sur Rome. Plus tard, comme l'affirme Dioudonnat, « La réussite intérieure du fascisme italien est un fait sur lequel ceux-ci ne discutent pas »¹⁶⁸. L'Italie est de plus en plus considérée comme un partenaire souhaitable, même dans un contexte de nationalisme, de tendances autarciques et de méfiance à l'égard des pays voisins.¹⁶⁹

Je suis partout propose des analyses et des articles non seulement sur les pays étrangers comme fin en soi, mais aussi en relation avec la situation politique intérieure française. En ce sens, l'appréciation constante de Benito Mussolini (notamment par le correspondant de Rome, Camille Mallarmé) devient un prétexte pour soutenir l'antiparlementarisme et la nostalgie d'un retour à l'ancienne grandeur de la France.¹⁷⁰

Cependant, ce n'était pas un nationalisme classique : comme le déclare en fait Dioudonnat :

À partir de 1932 apparaissent dans *Je suis partout* une série de thèmes qui donnent progressivement à son nationalisme un contenu original et nouveau : corporatisme, conscience impériale, germes de racisme, de xénophobie et d'antisémitisme, critique de la démocratie, désir affirmé de dépasser les notions de droite et de gauche, insistance sur la nécessité d'une révolution.¹⁷¹

La France n'était pas seulement une nation mais un empire ; et selon les éditeurs, elle devait embrasser ce concept d'empire en élaborant un plan de développement économique et industriel conjoint avec les colonies, considérées non comme une périphérie d'où extraire des ressources mais comme des parties intégrantes de l'empire - nation : la xénophobie était principalement dirigée vers d'autres pays, parmi les pays européens et aussi l'Union Soviétique et les États-Unis, avec lesquels la France avait de grandes

¹⁶⁸ Pierre-Marie Dioudonnat, *Je suis partout 1930-1944*. Paris : La Table Ronde, 1973, p 72.

¹⁶⁹ Pierre-Marie Dioudonnat, *Je suis partout 1930-1944*, cit. p 49.

¹⁷⁰ Marina Bellot, « *Je suis partout* », *hebdomadaire antisémite et collaborationniste*, « Retronews », modifié le 04 décembre 2019.

¹⁷¹ Pierre-Marie Dioudonnat, *Je suis partout 1930-1944*, cit. p 79.

différences politiques ; la question raciale en référence aux colonies n'a jamais été vraiment définie dans les colonnes du journal.¹⁷²

On se réfère à Pierre Gaxotte, historien maurassien dans la section sur les éditions Fayard ; mais dans le cadre de *Je suis partout*, il a joué un rôle fondamental dans le changement de politique du journal à partir des années 1930. La plupart des éditoriaux étaient signés et non ont été écrits par lui.

Dans cette recherche, il y a plusieurs articles liés aux relations entre l'État fasciste et l'Église et aux relations politiques italo-françaises. Beaucoup d'entre eux ont été écrits par Georges Roux, journaliste éclectique marseillais né en 1893. Roux est avocat et historien ; il est également rédacteur en chef du magazine *Le Fait* et, comme beaucoup de ses collègues, il ne limita pas son engagement politique à l'édition : il fut aussi un militant du PPF, *le Parti Populaire Français* (d'inspiration fasciste).¹⁷³

La section relative à la politique étrangère italienne reçoit également une grande attention de la part de Jean Wilmes. L'auteur, qui collabore également avec *Candide*, se consacre principalement aux études sur l'Italie¹⁷⁴. Une autre figure remarquable est sans aucun doute Aldo Gini, un journaliste qui, chez *Je suis partout*, écrit principalement des articles à caractère idéologique ou historique sur l'Italie, comme *Le fascisme dans l'histoire italienne*.¹⁷⁵

Un auteur qui doit enfin être attentivement considéré est Camille Mallarmé. Né en 1886, il est critique littéraire et principal correspondant romain de l'hebdomadaire. En plus de nombreux livres à caractère littéraire et philologique, il écrit une quarantaine d'articles pour *Je suis partout*¹⁷⁶. Dans cet ouvrage, les éloges à Mussolini sont soigneusement étudiés, notamment dans le numéro de célébration du 22 octobre 1932, et les rapports sur les travaux et infrastructures construits par le gouvernement italien.

¹⁷² Ivi, cit. p 81.

¹⁷³ Pierre-Marie Dioudonnat, *Les 700 rédacteurs de Je suis partout*, cit. p 79.

¹⁷⁴ Ivi, cit. p 91.

¹⁷⁵ Aldo Gini, *Le fascisme dans l'histoire italienne*, « Je suis partout », 22 octobre 1932.

¹⁷⁶ Pierre-Marie Dioudonnat, *Les 700 rédacteurs de Je suis partout*, cit. p 61.

Analyse des travaux

Parmi tous les périodiques et journaux analysés, la production de *Je suis partout* sur l'Italie est la plus considérable. Le grand nombre de passages cités et de considérations rend nécessaire pour une meilleure compréhension de diviser le sous-chapitre en plusieurs sections qui correspondent aux thèmes abordés : l'idéologie, la politique étrangère italienne, la politique intérieure française et les relations italo-françaises, l'économie, le rapport avec l'autorité et avec les institutions ecclésiastiques.

Idéologie

Je suis partout se range du côté du fascisme dans presque tous les domaines. D'un point de vue idéologique, l'hebdomadaire partage les positions fascistes sur deux questions principales : le militarisme et le culte de la violence et le rejet des institutions démocratiques fondées sur les révolutions libérales du XIXe siècle.

Comme nous l'avons vu, ce dernier thème a été principalement touché par Maurras qui l'a fait précisément dans la doctrine qui a inspiré *L'Action française* et la plupart des auteurs vus jusqu'à présent.

Les auteurs de l'hebdomadaire passent de l'éloge du régime autoritaire italien à la condamnation de leur forme de gouvernement, car la démocratie libérale « n'avait aucun contact direct avec le pays » et était à ce moment historique une faillite, bien qu'elle ait contribué au siècle précédent à faire progresser l'économie du pays¹⁷⁷. Dans ce cas, il est urgent d'apporter une clarification : bien que partout on parle à la fois parmi les militants d'extrême droite et parmi les sociaux-démocrates de France en tant que République, il faut se rappeler que la France dans son ensemble n'était pas du tout démocratique. C'était un empire, et seulement dans la France métropolitaine la population élisait ses propres représentants, alors qu'ailleurs, dans les colonies, la majorité de la population était soumise au gouvernement de Paris n'avait pas un mot à dire sur son propre destin.

Dans *Je suis partout*, la valeur associée au militarisme dans le contexte de la doctrine fasciste d'Aldo Gini et des autres journalistes est grande. En fait, selon l'éditeur, le

¹⁷⁷ Aldo Gini, *Le fascisme dans l'histoire italienne*, « Je suis partout », 22 octobre 1932.

fascisme se distinguait par la « revalorisation de tout ce qui est national, en premier lieu de la guerre de la victoire, et par le moyen qu'ils emploient ». ¹⁷⁸

Contrairement à d'autres journaux qui, tout en restant pro-fascistes, prenaient ouvertement parti pour la paix, les rédacteurs en chef de *Je suis partout* ne s'opposaient pas à la guerre et à la violence que le fascisme engendrait. Toujours dans Gini, dans *Le fascisme dans l'histoire italienne* (1932), on lit en fait que « la violence est justifiée et moralisée par le but ». ¹⁷⁹

Avant tout, le fascisme, en ce qui concerne, d'une manière générale, l'avenir et le développement de l'humanité [...] ne croit ni à la possibilité ni à l'utilité de la paix perpétuelle. Il repousse le pacifisme, qui cache une fuite devant la lutte et une lâcheté devant le sacrifice. La guerre, seule, porte au maximum de tension toutes les énergies humaines et imprime une marque de noblesse aux peuples qui ont le courage de l'affronter. [...] Cet esprit antipacifiste, le fascisme l'applique même à la vie des individus. ¹⁸⁰

Outre le contexte idéologique, il y a souvent des articles dans le journal annonçant les grands progrès italiens dans le domaine militaire, avec l'intention à la fois de louer le régime et peut-être de susciter des craintes dans l'opinion publique française et de faire pression pour que le gouvernement prenne des décisions en ce sens. ¹⁸¹

Le journal laisse aussi souvent place aux paroles de Mussolini lui-même. On y trouve également des concepts tirés de la doctrine maurrassienne qui ont été traités dans *L'Action française* comme l'anti-individualisme. En commentant la définition du fascisme donnée par le Duce, le rédacteur en chef de *Je Suis Partout dans Le fascisme défini par M. Mussolini* (1933) souligne :

Jamais on ne construira un système individualiste qui tienne et qui soit solide et définitif. L'individu est l'ennemi, le salut c'est l'État. Cela ne veut pas dire que l'individualité est supprimée, non : elle entre dans la conception de l'État. ¹⁸²

¹⁷⁸ Ibid.

¹⁷⁹ Ibid.

¹⁸⁰ Benito Mussolini, *Origine de la doctrine fasciste*, « Je suis partout », 20 mai 1933.

¹⁸¹ Charles Robert-Dumas, *L'armée*, « Je suis partout », 22 octobre 1932.

¹⁸² *Le fascisme défini par M. Mussolini*, « Je suis partout », 13 août 1933

Dans l'hebdomadaire, cependant, il y a de nombreux mots xénophobes ou ouvertement racistes : toujours selon Robert-Dumas, le fascisme a réussi à combiner les deux âmes du pays, méditerranéenne et européenne, tout en renforçant le rôle de « l'homme du Nord » discipliné et vigoureux qui devait servir à faire de l'Italie la « civilisatrice d'Europe » sur le modèle de la Rome antique.¹⁸³

Politique étrangère italienne

Je suis partout analyse la politique étrangère italienne avec une perspective que nous définirions comme celle d'un nationaliste fasciste italien et non français : l'hebdomadaire voit non seulement dans le gouvernement fasciste mais en Italie l'un des leaders de la future Europe. L'Europe qui, comme le voient de nombreux auteurs de l'époque appartenant à l'extrême droite, est en déclin et gouvernée selon des systèmes obsolètes comme la démocratie du XIXe siècle.

Contrairement à d'autres auteurs qui craignaient la montée en puissance de l'Italie et conseillaient les politiciens français pour se protéger de la montée de leurs voisins transalpins, les rédacteurs de l'hebdomadaire semblent souvent satisfaits des succès économiques et politiques momentanés du fascisme. Ils prennent même parti avec l'Italie dans des dossiers internationaux qui l'opposent à la France, comme dans le cas de *On a volé le Mont Blanc à l'Italie* (1930) où ils se plaignent que le gouvernement français revendique entièrement le sommet du Mont Blanc en se rangeant du côté de l'Italie (une affaire qui curieusement est toujours en suspens aujourd'hui)¹⁸⁴. Des rédacteurs comme François Coty ou Charles Maurras, tout en partageant la même ligne politique, n'auraient jamais pris de telles positions.

Les succès économiques et politiques dont parlent les éditeurs étaient fondés sur des valeurs idéologiques partagées et que les fameux « 700 éditeurs » espèrent être suivis. Dans *Le fascisme et la défense de l'Occident* du 29 novembre 1932, on trouve le passage suivant :

¹⁸³ Ibid.

¹⁸⁴ *On a volé le Mont Blanc à l'Italie*, « Je suis partout », 20 décembre 1930.

Ce peuple, maintenant, après une longue torpeur, reprend sa mission : il crée un harmonieux système éthique et politique, social et économique, fondé sur de nouveaux concepts de la Patrie et de l'État, de la propriété, du travail, des rapports entre les classes et les individus, pendant longtemps soumis à un absurde nivellement des hommes, comme à un culte effréné de la vie pour la vie.¹⁸⁵

L'éloge et le ton presque flatteur ne s'arrêtent pas là :

C'est la culture mussolinienne. Ses principes surmontent les obstacles que posent les vieilles conceptions directrices de l'Europe ; ils ont prise sur la masse, ils s'infiltrèrent partout.¹⁸⁶

Après, en 1933, Roux publie un article intitulé *Vers une stabilisation politique ?* où il analyse le rôle de plus en plus important de l'Italie au niveau international. L'auteur soutient ici que le mérite de cette ascension doit être attribué à la fois aux résultats obtenus au niveau de la production et à la capacité à maintenir l'ordre public, parfois selon lui-même avec des méthodes féroces :

Le fascisme, jusqu'ici petit mouvement local, vient de se hausser sur le plan international. De tout cela, satisfactions de prestige ou améliorations réelles, le peuple est évidemment reconnaissant. Chacun s'incline devant les résultats.¹⁸⁷

ajoutant cependant qu'« Ils font oublier les misères de la dictature et ses excès passés ». ¹⁸⁸

Dans ce cas également, l'article utilise des mots célébrant le régime :

L'Italie est forte aujourd'hui de sa volonté et de sa discipline. Ce qui la rend plus résistante, c'est le ciment moral que lui a coulé le régime. [...] Une génération monte vers l'avenir toute différente de l'ancienne, toute imprégnée d'un idéal de sacrifice. Et c'est là que, sans restriction, on peut dire que le fascisme est grand.¹⁸⁹

¹⁸⁵ *Le fascisme et la défense de l'Occident*, « Je suis partout », 29 novembre 1932

¹⁸⁶ Ibid.

¹⁸⁷ Georges Roux, *Vers une stabilisation politique ?* « Je suis partout », 20 mai 1933.

¹⁸⁸ Ibid.

¹⁸⁹ Ibid.

Politique française et relations italo-françaises

Grand admirateur de l'Italie, l'hebdomadaire prend toujours le parti d'une collaboration fructueuse avec la France : c'est ainsi qu'il fut écrit en 1932 par D.C. dans *Le fascisme et la France* :

Entre la France et l'Italie il n'y a, au fond, aucun dissentiment grave, l'alliance est alors la nature des choses.¹⁹⁰

Selon l'éditeur, l'Italie et la France partageaient de nombreux liens culturels (même François Coty avait parlé d'« entente latine »¹⁹¹) et politiques car l'Allemagne grandissait d'année en année et constituait un danger très grave pour la France, qui avait besoin d'un allié. Il soutenait aussi que la principale raison pour laquelle les deux pays ne s'étaient pas déjà alliés était que les hautes sphères de la politique française nourrissaient la méfiance à l'égard de Mussolini et que la France était le refuge de nombreux antifascistes, ce dernier fait provoquant une¹⁹² indignation constante.

De plus, les hommes politiques français ne considéraient toujours pas l'Italie comme une puissance européenne digne au point d'établir un dialogue avec elle. Georges Roux s'en plaint dans *La politique italienne à l'égard de la France*, ajoutant que l'Élysée ne peut se permettre de se tenir sur un piédestal devant d'éventuels alliés, son importance elle-même diminuant considérablement :

Mais depuis plusieurs mois la position internationale de la France est en baisse régulière. Nos difficultés intérieures en même temps que l'attitude hésitante de notre politique extérieure, nous ont diminué à l'étranger. Dans le jeu diplomatique européen nous ne sommes plus les maîtres.¹⁹³

Je suis partout affirmait depuis des années que l'Italie améliorerait sa position géopolitique : « L'Italie d'aujourd'hui compte »¹⁹⁴, ils affirment en 1932.

¹⁹⁰ D.C., *Le fascisme et la France*, « Je suis partout », 22 octobre 1932.

¹⁹¹ François Coty, *Les relations franco-italiennes*, « L'ami du peuple », 29 novembre 1932.

¹⁹² D.C., *Le fascisme et la France*, cit.

¹⁹³ Georges Roux, *La politique italienne à l'égard de la France*, « Je suis partout », 4 mars 1933.

¹⁹⁴ *La politique étrangère de la France est une faillite quotidienne*, « Je suis partout », 13 décembre 1932.

Une possible alliance italo-française était également justifiée par le fait que les deux pays s'opposaient au bolchevisme¹⁹⁵, ennemi commun contre lequel tous les périodiques vus dans cette revue prenaient parti, indépendamment des divergences d'opinions sur le pacifisme ou du désir de voir une Italie comme puissance dominante.

L'économie

Également sur le plan économique de nombreuses références peuvent être trouvées dans la section italienne de *Je suis partout* où ils tentent de convaincre les lecteurs français que d'une part l'Italie s'impose comme une puissance économique européenne et que d'autre part le mérite est d'être attribuer exclusivement au fascisme.

On est dans une période, on le rappelle, de grande crise économique et les politiques économiques fascistes immédiatement après 1929, y compris le protectionnisme et la réévaluation de la lire, sont considérées par les rédacteurs de l'hebdomadaire comme un exemple pour la France, compte tenu des grands résultats obtenus. Par exemple, dans *Pour la vie moins chère* (1930), il est rapporté comment les mesures de renforcement de la monnaie ont eu pour effet temporaire d'augmenter le pouvoir d'achat des Italiens et de maintenir la stabilité de l'économie en maîtrisant le chômage, qui en Europe et aux États-Unis à cette époque, il augmentait de façon exponentielle.¹⁹⁶

Dans un autre exemple, *Le succès de l'emprunt national* (1931), le système de subventions créé par le gouvernement pour les familles touchées par le chômage est loué, atténuant également le phénomène dans ce cas. Dans cet article, comme dans d'autres, les oppositions qui ont émis des réserves sur ces mesures sont mentionnées, ne reconnaissant pas leur efficacité, attribuant le fait que le chômage continue d'augmenter aux contingences internationales. Cette attitude antifasciste, de mépris et de peu de considération, est d'ailleurs visible dans la plupart des articles examinés.

Les mises à jour constantes de la production agricole et industrielle italienne au fil des ans comme *Pétroles et combustibles*¹⁹⁷ ou *La bataille économique du fascisme*¹⁹⁸ expriment souvent la croyance que l'économie italienne avait presque atteint le niveau

¹⁹⁵ Aldo Gini, *Le fascisme dans l'histoire italienne*, « Je suis partout », 22 octobre 1932

¹⁹⁶ *Pour la vie moins chère*, « Je suis partout », 6 décembre 1930.

¹⁹⁷ *Pétroles et combustibles*, « Je suis partout », 20 décembre 1930.

¹⁹⁸ *La bataille économique du fascisme*, « Je suis partout », 17 gennaio 1931.

des grandes nations européennes pas seulement au niveau politique mais aussi économique, compensant un écart accentué par la Grande Guerre. En plus que dans ces articles, des références se trouvent dans la rubrique *Du Nord au Sud*¹⁹⁹, qui rapportait souvent les propos du journal *Il popolo d'Italia*.

La beauté de l'Italie et les grandes œuvres du fascisme

Le domaine dans lequel l'admiration du journal pour l'Italie et le gouvernement fasciste est la plus évidente était peut-être la section consacrée aux loisirs et à la culture. La quantité d'articles écrits au fil des ans principalement par Camille Mallarmé, envoyée spéciale en Italie, et par les autres éditeurs est impressionnante surtout si on la compare à celle réservée dans les autres sections du journal en Allemagne, aux États-Unis ou au Royaume-Uni. Par exemple, voir *Printemps florentin*, où l'auteur fait une sélection des beautés artistiques de la capitale toscane, décrivant en détail la riche scène culturelle de la ville²⁰⁰ ; *Choses vues en Toscane*, d'Auguste Bailly²⁰¹ ; ou *La saison touristique d'été*²⁰², où un aperçu des lieux d'intérêt d'été pour un hypothétique touriste français est tracé.

Cependant, ces rapports et articles de célébration ne constituent pas des fins en soi : les références au Parti fasciste et à Mussolini sont constantes. Très souvent, l'organisation du gouvernement italien est louée pour avoir reconduit l'Italie à son ancienne splendeur impériale. Dans ce cas également, *Je suis partout* se révèle absolument partiel, fait témoigné par des articles comme *Une renaissance Artistique* de Charles Kunstler, où l'épanouissement de la vie culturelle italienne est attribué à l'organisation syndicale fasciste :

C'est à la nouvelle organisation syndicale italienne qu'est due cette renaissance artistique. Rome en est à la fois le cœur et le cerveau. Les nerfs et les artères s'étendent dans toutes les provinces.²⁰³

¹⁹⁹

²⁰⁰ Camille Mallarmé, *Printemps florentin*, « Je suis partout », 6 juin 1931.

²⁰¹ Auguste Bailly, *Choses vues en Toscane*, « Je suis partout », 22 octobre 1932.

²⁰² *La saison touristique d'été*, « Je suis partout », 9 septembre 1933.

²⁰³ Charles Kunstler, *Une renaissance artistique*, « Je suis partout », 20 mai 1933.

Dans *Au pays natal de Mussolini* (1932) Mallarmé va encore plus loin, combinant en un seul article des descriptions détaillées des beautés naturelles des Apennins avec un éloge au Duce qui remet également en cause la population locale :

Chaque Romagnol se sent un peu dictateur à travers « Benito » et tient à lui comme à la prunelle de ses yeux.²⁰⁴

Et encore :

Impossible de se soustraire à la fascination des souvenirs, dans cet air pur comme une eau glacée, devant ce panorama vigoureux. Ici, une légende est née.²⁰⁵

Dans le numéro spécial du 22 octobre 1932, dédié au dixième anniversaire de la prise de contrôle fasciste, il y a un encart intitulé *Les travaux publics* où les principales grandes œuvres créées par le PNF sont répertoriées. Œuvres qui avaient permis d'améliorer considérablement non seulement l'attractivité du pays en tant que destination touristique mais aussi la qualité de vie des Italiens.²⁰⁶

Un exemple est la fameuse bonification de l'Agro Pontino²⁰⁷ ou le reportage sur la reconstruction de la structure urbaine romaine par Camille Mallarmé²⁰⁸, qui continuera à écrire des pièces sur le sujet²⁰⁹. Des publications faisant référence à ces ouvrages sont présentes dans la plupart des périodiques analysés mais c'est dans *Je suis partout* que l'adulation et la propagande pour le régime autoritaire italien atteint son apogée.

La figure du Duce

L'hebdomadaire pourrait presque être défini en tant qu'organe officiel d'information du PNF en France : s'il n'était pas directement contrôlé par celui-ci, il n'est pratiquement

²⁰⁴ Camille Mallarmé, *Au pays natal de Mussolini*, « Je suis partout », 19 marzo 1932.

²⁰⁵ Ibid.

²⁰⁶ A. Redier, *Les travaux publics*, « Je suis partout », 22 ottobre 1932

²⁰⁷ G., *La bonification integrale. Visite à la campagne romane*, « Je suis partout », 22 octobre 1932.

²⁰⁸ Camille Mallarmé, *Rome, chantier en reconstruction*, « Je suis partout », 22 octobre 1932.

²⁰⁹ Camille Mallarmé, *La nouvelle gare de Florence*, « Je suis partout », 15 aprile 1933.

jamais en désaccord avec lui et rapporte en détail tous les événements, nouvelles ou opinions que le Parti souhaite communiquer aux lecteurs de d'extrême droite français.

Le journal tente également d'inculquer le culte de l'autorité au-delà des Alpes, poussé à l'extrême en Italie et en Allemagne. Outre la doctrine fasciste, la réalisation de grands travaux, l'amélioration réelle ou présumée de l'économie et l'esprit guerrier et irréductible qui conduira plus tard le pays, l'Europe, le monde à la catastrophe sont attribués au Duce. En référence à Mussolini parlant de grands travaux publics dans *Le plan d'Outillage national*, Aldo Gini déclare :

On sait le vœu qu'exprima un jour M. Mussolini, de voir son pays transformé d'un bout à l'autre en un chantier bourdonnant de travail. Le vœu n'est pas loin d'être réalisé.²¹⁰

Selon la rhétorique fasciste, il y a aussi des références à l'éducation (ou à l'endoctrinement) de la jeunesse comme dans *Mussolini reçoit les étudiants*²¹¹ où est décrite la rencontre entre le dictateur et les associations de jeunes. Cette rencontre est évidemment imprégnée de nationalisme, que l'hebdomadaire ne manque pas de commenter sur un ton flattant (« Son discours fut une inoubliable leçon d'énergie »²¹²).

Enfin, nous avons déjà parlé des articles signés par Mussolini lui-même.

La relation avec l'Église

Comparé à d'autres questions de politique étrangère, l'espace donné par *Je suis partout* aux relations entre l'État fasciste et le Vatican n'est pas extrêmement vaste. Immédiatement après 1929, il y avait de nombreux articles rapportant les pactes, mais comparés aux publications d'auteurs catholiques comme *L'Écho de Paris*, il n'y avait pas beaucoup d'éditoriaux ou d'articles d'opinion. Parmi eux, cependant, la contribution à la fois de Wilmes et de Roux est remarquable. Ces deux auteurs entre 1931 et 1932, ont analysé la relation entre le PNF et les institutions catholiques, soulignant les différences idéologiques qui, selon eux, auraient conduit à une fracture, évoquant même le déplacement de la papauté à Avignon comme exemple de ce qui aurait pu se réaliser.

²¹⁰ Aldo Gini, *Le plan d'outillage national*, « Je suis partout », 16 avril 1932.

²¹¹ *Mussolini reçoit les étudiants*, « Je suis partout », 28 mars 1931.

²¹² Ibid.

Fondamentalement, les auteurs reconnaissent la nature autoritaire du fascisme qui ne tolérait pas l'opposition. Roux écrit :

Tout ce qui n'est pas fasciste est suspect. Toute organisation non fasciste est regardée comme une source virtuelle d'hostilité.²¹³

Parmi ces organisations non fascistes, l'Église était la plus importante et, même si elle se résignait, elle ne partageait pas la rhétorique de guerre du fascisme et surtout le passage de la plupart des institutions éducatives et sportives aux mains du gouvernement italien, y compris l'Action catholique elle-même.²¹⁴²¹⁵²¹⁶

²¹³ Georges Roux, *Le conflit entre le fascisme et la Saint-Siège*, « Je suis partout », 6 juin 1931.

²¹⁴ *Action Catholique et fascisme*, « Je suis partout », 20 juin 1931.

²¹⁵ Georges Roux, *Le conflit entre le fascisme et la Saint-Siège*, « Je suis partout », 6 juin 1931.

²¹⁶ Jean Wilmes, *Le conflit entre le fascisme et le Vatican*, « Je suis partout », 25 juillet 1931.

Partie 3 : Le livre

Cette section présente d'abord deux éditeurs de livres qui ont caractérisé la fin de la décennie, Fayard et Valois ; les principales étapes de leur fondation seront décrites, comme on a fait pour le périodique ; elles seront ensuite suivies par un profil des principaux auteurs qui seront abordés dans le chapitre suivant et par le cadre idéologique des positions politiques qu'elles ont poursuivi. Par la suite, on analysera d'autres maisons d'édition et auteurs importants d'extrême droite ou liés au fascisme qui entre 1929 et 1933 ont contribué à augmenter le nombre de publications sur le sujet, notamment en ce qui concerne l'Italie.

Chapitre 9 : Deux publications importantes : Fayard et Valois

Fayard

Comme d'autres journaux de l'époque qui avaient des vues d'extrême droite, la maison d'édition Fayard a également été créée bien avant la période étudiée ici : c'est en fait en 1857 qu'Arthème Fayard fonde l'imprimerie du même nom. L'éditeur, éclectique et curieux, proposait des livres et des journaux aux thèmes variés sans références politiques particulières ; cependant, à partir de la fin du XIXe siècle, il commence à avoir des relations avec des membres de la droite antidreyfusarde et nationaliste : en particulier avec Maurice Pujo, Charles Maurras et surtout Alphonse Daudet.²¹⁷

À la mort d'Arthème, succède la direction de son fils Arthème II, surnommée à titre posthume « Arthème le Grand » par la même maison d'édition. Arthème II cultiva les amitiés politiques de son père en nouant une forte amitié avec Léon Daudet, réactionnaire comme son père.²¹⁸

Les publications que Fayard a fondé à la fin des années 1920 revêtent une importance particulière pour notre recherche. À partir de 1924, il lance les « Grandes Études Historiques », dirigées par l'historien Pierre Gaxotte ; et directement à Charles Maurras, l'un des principaux idéologues fascistes de l'époque, il laissa la coordination des « Grandes Études Politiques et Sociales ».²¹⁹

Si Arthème Fayard était « un nationaliste convaincu »²²⁰, cependant, de la même façon que son père il cultivait un grand intérêt pour les nouvelles étrangères, à tel point qu'il lança une collection de livres consacrés à la littérature étrangère et même un hebdomadaire international (nationaliste, bien sûr) : *Je suis partout*, dont on a déjà parlé.

La maison d'édition Fayard, à partir de son fondateur en passant par les principaux auteurs, a toujours été liée à l'idéologue Charles Maurras. Pour cette raison, la ligne idéologique correspond à celle de *L'Action Française*, centrée sur le monarchisme et les

²¹⁷ *Notre Histoire*, « Fayard ».

²¹⁸ François-Xavier Hervouët, *Léon Daudet, un réactionnaire aux avant-gardes*, « Revue d'histoire littéraire de la France », 2005/3 (Vol. 105).

²¹⁹ *Notre Histoire*, « Fayard ».

²²⁰ *Ibid.*

notions précédemment identifiées, même si avec le temps elle s'est affaiblie (les éditions Fayard existent encore aujourd'hui, et les thèmes sont parmi les plus variés).

Outre Fayard, les grands auteurs qui ont contribué à la cause de cette maison d'édition sont Pierre Gaxotte, Jacques Bainville et Maurice Pujo.

On a déjà donné de l'espace au premier, lié à Maurras, dans la section consacrée au périodique *Gringoire*.

Comme Gaxotte, Jacques Bainville, né en 1879 de Vincennes, est également lié à Maurras. Il est chargé de la *Gazette de France* et de la colonne politique étrangère de *l'Action Française* avant de commencer sa collaboration avec Fayard. Contrairement à Gaxotte, Bainville est l'un des principaux représentants du courant monarchiste de la droite française ; comme Fayard, c'est un personnage éclectique qui consacra ses études principalement à la recherche historique et son livre le plus important avec les Éditions Fayard est en fait *L'Histoire de France*.²²¹

Le troisième personnage notable des éditions Fayard est Maurice Pujo, né en 1872 à Lorrez-le-Bocage-Préaux. Également un représentant du courant monarchiste, il est comme Bainville une figure importante de l'école de pensée et du mouvement politique de l'Action Française. Il se caractérise par son aversion pour l'Angleterre et l'Allemagne nazie²²² et est aussi le fondateur des *Camelots du Roi*, une association de vendeurs et militants de l'Action Française dont on a déjà parlé.

Il existe de nombreuses références à l'Italie dans Fayard, mais elles sont liées notamment à la presse périodique. Dans *Je suis partout*, comme on l'a vu, des thèmes tels que la politique étrangère italo-française ou le rôle du Vatican sont traités à d'innombrables occasions. Ce dernier est traité par Pujo dans *L'agression contre esprit. Comment Rome est trompée*.²²³

On y trouve une condamnation des pactes du Latran : comme les collègues de *L'Action Française* et *Je suis partout*, l'auteur est sceptique sur la redéfinition des pouvoirs qui a eu lieu à Rome et se plaignait qu'il y avait trop de différences idéologiques entre la papauté que d'un côté au moins en théorie répudie la guerre et le gouvernement fasciste qui n'a pas manqué de se lancer dans des discours vantant la vigueur renouvelée du peuple

²²¹ Pujo Maurice (1872-1855), « Universalis ».

²²² Ibid.

²²³ Maurice Pujo, *L'agression contre l'esprit. Comment Rome est trompée*. Paris : Fayard, 1929.

italien²²⁴. Comme on l'a vu, ces positions ont ensuite été prises notamment par Wilmes et Roux entre 1931 et 1933.

Valois

Il y a le dictateur lorsque la dictature est faite,
demander où est le dictateur équivaut à
demander où est l'homme qui réussira.²²⁵

Georges Valois

Parmi les publications françaises, on ne peut manquer de mentionner les éditions Valois, inextricablement liées au fondateur Georges Valois. La trajectoire idéologique de cet éditeur est particulièrement intéressante car elle diffère en partie de celle de ses concurrents (où il y a des références constantes à l'antisémitisme ou au nationalisme autarcique) pour embrasser des concepts généralement considérés de gauche comme l'anticapitalisme et les références constantes au rôle historique du prolétariat.

La maison d'édition Valois commence à publier sous ce nom en 1929, lorsque le fondateur et ses plus proches collaborateurs expriment leurs idées sur la politique et l'économie dans les *Éditions Liberté*. Avant cette date, la maison d'édition s'appelait NLN, « Nouvelle Librairie Nationale » et dans les années 1920 elle avait publié les principaux ouvrages de *L'Action Française*. Le changement de nom coïncide avec l'évolution idéologique et politique du fondateur, qui de proche collaborateur de Maurras devient d'abord dissident au sein de *L'Action Française*, et fonde des mouvements tels que le Faisceau, le premier parti politique français ouvertement fasciste de 1925 à 1928 qui selon Lavey était « le plus français des partis d'extrême droite de l'Hexagone ». ²²⁶ Désillusionné, Valois commence alors à s'approcher au syndicalisme et au socialisme. ²²⁷

Il est impossible de parler des Éditions Valois sans partir du fondateur. Georges Valois, né Alfred Georges Grassent, était l'un des « quatre as » de *L'Action Française* avec Maurras, Daudet et Bainville jusqu'à son expulsion en 1925 pour avoir volé l'argent de

²²⁴ Ibid.

²²⁵ Jean Claude Drouin, *Georges Valois et les Cahiers des états généraux (1923-1925)*.

²²⁶ Jules Levey, *Georges Valois and the Faisceau : The Making and Breaking of a Fascist*. « French Historical Studies », vol. 8, no. 2, 1973, p 279

²²⁷ Jean Claude Drouin, *Georges Valois et les Cahiers des états généraux (1923-1925)*, p 1.

l'organisation, faute de courage physique et curieusement avoir tenté de former un État libre en Périgord avec le maire communiste de Périgueux²²⁸. Politicien et éditeur, il s'identifiait en tant que monarchiste d'extrême droite. Après la rupture, il donna naissance *au Faisceau* et *au Nouveau Siècle*. En 1928, cependant, il décida d'abandonner la politique et l'activisme fascistes car, selon lui, « le fascisme a accompli en France sa mission historique qui était de disloquer les vieilles formations, de provoquer, au-delà des vieux partis, le rassemblement des équipes de l'avenir ».²²⁹

Les éditions Valois en ce sens représentent une rupture avec le passé ; cependant il serait erroné de ne pas les inclure dans cette recherche car bon nombre des thèmes et références idéologiques qui y sont présents, que nous décrivons dans le prochain sous-chapitre, se réfèrent à l'extrême droite et à des concepts tels que la dictature et l'antibolchevisme.

Outre le fondateur, Georges Valois est le principal contributeur aux éditions qu'il publiait. Maurice Vaussard, auteur de *Sur la Nouvelle Italie* (1930) compte également beaucoup. Vaussard, né à Ramburelles en 1888, publie plusieurs livres sur la politique et l'histoire italiennes en tant qu'historien de l'Italie moderne.²³⁰

Histoire et réflexions sur la politique contemporaine : ce sont les principaux thèmes traités par Valois, Vaussard et les autres auteurs dans les éditions à partir de 1929. En eux, les références à une révolution politique en France dirigée par la haute bourgeoisie sont particulièrement importantes. Dans le *Faisceau* d'abord et puis dans les *Éditions*, Valois prit toujours parti contre les révolutions libérales du XIXe siècle qui suivirent la Révolution française de 1789, position partagée par la plupart des auteurs examinés dans cet ouvrage. Cependant, il y a des références à l'Italie et en particulier à la figure autoritaire du Duce.

Dans les années 1920, en effet, Valois publia de nombreux articles et livres où il se disait impressionné par la façon dont le fascisme avait réussi à prendre et à maintenir le pouvoir en Italie, même à la suite d'événements tels que l'assassinat de Matteotti²³¹. Différentes réflexions sur la nature, le caractère et la sélection du chef ont surgi, probablement avec le but d'exporter cette figure et ce concept de chef en France. Lavey

²²⁸ Jean Claude Drouin, *Georges Valois et les Cahiers des états généraux (1923-1925)*, cit. p 26.

²²⁹ Jean Claude Drouin, *Georges Valois et les Cahiers des états généraux (1923-1925)*, cit. p 35.

²³⁰ *Maurice Vaussard : Biographie*, « Academie Française ».

²³¹ Jules Levey, *Georges Valois and the Faisceau : The Making and Breaking of a Fascist*, cit p. 282

affirme même que Valois s'annonçait comme le chef de cette révolution bourgeoise, impressionné comme il l'était par les événements italiens et étant le chef d'un parti, *le Faisceau*, qui élargissait de plus en plus sa suite.²³²

Malheureusement, il n'y a pas de références dans les livres concernant les relations entre le Parti National Fasciste et la papauté et même pas d'analyses concernant la politique étrangère et la montée en puissance de l'Allemagne, questions abordées par diverses autres maisons d'édition et journaux, dont Fayard et *Je suis partout*. La raison en est que, au début des années 1930, la position de l'auteur et de la maison d'édition Valois est passée du nationalisme d'extrême droite au socialisme, position qui n'est pas le point de départ de nos recherches.

²³² Jules Levey, *Georges Valois and the Faisceau : The Making and Breaking of a Fascist*, cit p. 288

Chapitre 10 : Autres maisons d'édition, auteurs et ouvrages

Outre les maisons d'édition et les principaux auteurs dont nous avons discuté, il y a d'autres personnalités qui caractérisent la scène culturelle et politique de l'époque et qui méritent d'être mentionnées ; ils n'ont pas été traités plus en profondeur, soit en raison de la rareté de la documentation qui se trouve à cet égard, soit en raison de la plus grande importance des sujets mentionnés ci-dessus.

Parmi eux il y a certainement Herman de Vries de Heekelingen, qui malgré sa naissance à Groningen aux Pays-Bas publia de nombreux ouvrages en français pour une audience francophone. En fait, De Vries donna naissance à Lausanne, en Suisse, au CINEF : le *Centre International d'Études sur le Fascisme*, un organe idéologiquement aligné au fascisme qui s'occupait à la fois de la publication et de la distribution d'essais d'auteurs fascistes. Le CINEF recevait des subventions du PNF de Mussolini et De Vries rencontrait régulièrement le Duce lui-même²³³.

À notre avis, l'ouvrage le plus important sur le thème de De Heekelingen est *Le fascisme et ses résultats*, publié en 1928 par Social Editions.²³⁴ L'auteur y analyse de multiples aspects de la politique fasciste italienne qui ont été traités auparavant : références à l'idéologie, à la politique étrangère, à la politique intérieure, aux résultats obtenus par le régime, en utilisant toujours des tons entre la célébration et l'adulation. Il n'y a aucune référence à la politique intérieure française ou aux relations avec la papauté, également parce que les pactes du Latran remontent à un an après la publication du livre.

Quant aux fondements idéologiques du fascisme, De Heekelingen soutient qu'il s'agit d'un phénomène nouveau dont les principes échappent encore à la plupart de la population :

Le fascisme est hors cadres, absolument hors les cadres. Il attaque avec égale ardeur les abus du capitalisme et la démagogie des foules prolétariennes. Il embrasse à la fois la vie nationale, économique, et sociale. Au lieu de vouloir réinstaller un passé quelconque, il ne regarde que l'avenir.²³⁵

²³³ Brigitte Mihok, *Nachträge und Register*. Berlin : De Gruyter, 2015.

²³⁴ Herman de Vries de Heekelingen, *Le fascisme et ses résultats*. Paris : Social Editions, 1928.

²³⁵ Herman de Vries de Heekelingen, *Le fascisme et ses résultats*, cit p. 10.

Le fascisme pour l'auteur possède des principes fondamentaux tels que la discipline, la hiérarchie et le respect des traditions contre les révolutions sociales du XIXe siècle et les révolutions politiques du XVIIIe²³⁶. Ces principes sont universels et selon l'auteur peuvent être exportés ailleurs, mais avec une application différente selon les traditions locales : un thème déjà vu dans d'autres écrits dont ceux de Maurras. La doctrine fasciste, pour De Heekelingen, est exportable même si elle n'est pas encore mise par écrit :

Elle n'était pas inscrite en lettres noires sur le papier immaculé des livres sagement rangé dans les bibliothèques des savants, mais elle était inscrite en lettres lumineuses dans les cœurs que cachaient trois cent mille chemises noires...²³⁷

Pour l'auteur, le fascisme italien se révèle efficace pour deux raisons. La première concerne la politique et l'économie internes mises en péril par la Grande Guerre. Selon lui, le fascisme avait pu obtenir des résultats incroyables du point de vue de la production, résultats qui « démontrent d'une façon indiscutable la supériorité du système fasciste sur le terrain économique »²³⁸. Le second concerne la politique étrangère : le nationalisme fasciste avait su combattre les menaces de l'influence bolchevique et de la grande finance internationale sur les deux fronts, un sujet cher à François Coty de *L'Ami du Peuple* entre autres. Le libéralisme dont la France était imprégnée était une « vieille doctrine » qui conduirait à un effondrement social et économique et l'ordre fasciste, traditionaliste mais pas « ancien », conduirait à un avenir radieux.

Un autre auteur particulièrement intéressant à considérer est Charles Benoist, né en 1861 à Courseulles-sur-Mer en Normandie. Benoist est républicain de droite pendant presque toute sa vie : il fut professeur à l'École Libre des Sciences Politiques de Paris, député, proche collaborateur d'Aristide Briand et ministre plénipotentiaire à La Haye, se distinguant comme militant de la représentation proportionnelle au parlement²³⁹. Cependant, dans la période considérée, il se convertit au monarchisme en reprenant les parties du mouvement politique *L'Action Française* qu'on a vu précédemment, très liées au fascisme italien. À la fin des années 1920, Benoist abandonne le camp démocratique,

²³⁶ Herman de Vries de Heekelingen, *Le fascisme et ses résultats*, cit p. 23.

²³⁷ Herman de Vries de Heekelingen, *Le fascisme et ses résultats*, cit p. 101.

²³⁸ Herman de Vries de Heekelingen, *Le fascisme et ses résultats*, cit p. 93.

²³⁹ Jean-Éric Gicquel, *Charles Benoist : Itinéraires D'un Républicain Rallié à La Monarchie*. « La Revue Administrative », vol. 56, no. 336, 2003, p 574.

déçu par ses batailles perdues en faveur du système de représentation proportionnelle. Sans contribuer au journal de Maurras, il publie divers ouvrages tels que *Les maladies de la démocratie* (1929)²⁴⁰ et des articles tels que *Ce qui pourrait faire la monarchie* (1932). Traitant de la politique intérieure française, comme Maurras, il affirme que la stabilité et la force des institutions étaient le bien suprême de la constitution d'un État et que la monarchie était la seule forme de gouvernement capable de la garantir²⁴¹. Cependant, il s'écarte de l'idéologue et de la doctrine fascistes sur le rôle que le parlement aurait dû avoir (non négligeable, selon lui) et il ne partagea pas des concepts tels que le culte de la force et l'inimitié envers la philosophie libérale, la franc-maçonnerie, le socialisme et le protestantisme.²⁴²²⁴³

Il faut se rappeler que bien qu'il y ait eu de nombreuses publications profascistes, antibolcheviques ou en tout cas des positions autoritaires partagées, presque toutes les grandes maisons d'édition ou journaux de l'ère d'orientation non expressément socialiste laissaient de la place dans leurs pages à nombre des auteurs susmentionnés clairement identifiables idéologiquement. C'est le cas, en plus des Éditions Prométhée ou de la Revue Universelle qui ont publié les écrits de Benoist, également de grands éditeurs comme Grasset (notamment le *Contre le communisme* de Coty de 1928²⁴⁴), de Social Editions (en référence à Herman De Vries De Heekelingen) ou de l'encore présente Flammarion, que Charles Maurras lui-même soutenait en écrivant *Promenade Italienne*, livre où l'auteur traitait surtout de l'Italie. Ce dernier mérite une analyse plus approfondie.

Promenade italienne : la vision sur l'Italie de Charles Maurras

Cette dernière maison d'édition est fondée comme beaucoup d'autres qui ont été examinées au XIXe siècle, plus précisément en 1875, et pendant la majeure partie de son histoire, elle s'est consacrée à la littérature sans prendre de positions politiques.²⁴⁵

Cependant, à la fin des années 1920, la publication des écrits du principal idéologue monarchiste d'extrême droite dont l'idéologie que nous avons décrite plus tôt fut

²⁴⁰ Charles Benoist, *Les maladies de la démocratie*, Paris : Editions Prométhée, 1929

²⁴¹ Jean-Éric Gicquel, *Charles Benoist : Itinéraires D'un Républicain Rallié à La Monarchie*, cit. p. 582

²⁴² Ibid.

²⁴³ Charles Benoist, *Ce qui pourrait faire la monarchie*, « La revue universelle », 1 juillet 1932, p. 20.

²⁴⁴ François Coty, *Contre le communisme*. Paris : Grasset, 1928.

²⁴⁵ *Qui sommes-nous ?* « Flammarion ».

irrémédiablement compromise. Le texte de Charles Maurras, *Promenade italienne*, en est un exemple.

Dans ce livre les descriptions de la campagne et des villes italiennes (en particulier de la Toscane, de Florence et de Gênes) s'alternent avec des considérations d'ordre politique ; références littéraires à l'histoire et à la mythologie et références aux événements actuels de l'époque ; et la plupart des questions que nous avons traitées jusqu'à présent sont présentes : les relations entre la France et l'Italie, la vision du Duce dans l'imaginaire de l'extrême droite française, le rôle de la papauté et la structure interne de la politique italienne. Tout au long du texte, on peut voir les influences des convictions politiques de Maurras, qui proposait une révolution royaliste et un rôle fort de l'État.

Dans la première partie du livre, Maurras décrit le paysage bucolique de la campagne toscane et la beauté des villes qui combinent la grandeur passée avec le mouvement de la vie de l'époque, en grande partie grâce à la montée en puissance du fascisme :

Chemins de fer, bateaux, voitures, guichets postaux, bureau de police, voirie, tout se ressent du coup de baguette de l'Enchanteur [...] L'immense plaine qui descend des Alpes s'électrifie. L'avion plane. Les bâtiments neufs montent de terre de toute part.²⁴⁶

Comme dans d'autres ouvrages, même dans ce cas, ces descriptions ne sont pas des fins en soi. Maurras en effet ajoute :

Voilà ce qui grandit, s'étend et progresse dans le voisinage de notre France. Ni les lois de la nature ni celles de l'histoire ne nous permettent d'espérer de pouvoir rester immobiles dans ce mouvement. Il nous faudra cesser de vivre comme des morts ou nous résigner à servir de pâture et de combustible à la vie.²⁴⁷

L'idéologue d'extrême droite en profite pour lancer une critique de l'immobilité de la France dans ces lignes. Il faut se rappeler que les critiques du système politique de son pays et l'inefficacité des institutions démocratiques formées par la Révolution Française de 1929 sont un modèle de la carrière de Maurras.

²⁴⁶ Charles Maurras, *Promenade italienne*. Paris : Flammarion, 1929, p. 58.

²⁴⁷ Charles Maurras, *Promenade italienne*, cit. p. 60.

La partie suivante est consacrée au souhait de l'auteur que l'Italie et la France entrent dans des relations de plus en plus fructueuses sur le plan commercial et politique ; dans cette section il y a aussi des références constantes à Mussolini, à la fois comme, selon Maurras, le principal architecte de la croissance de l'Italie après la crise de la Grande Guerre et comme l'un des principaux partisans d'une alliance entre les deux pays. En fait, il écrit :

Mussolini est l'auteur de l'une des meilleures pages qui aient été écrites sur les relations de nos deux races : rien d'important n'est oublié, tout y est dit avec une propriété souveraine.²⁴⁸

Comme indiqué plus tard dans le *journal L'Action Française* et comme le prétendent de nombreux auteurs fascistes ou d'extrême droite de l'époque, dont Coty de *L'ami du peuple* Maurras, en fait, croyait qu'une alliance entre l'Italie et la France était naturelle avant tout d'un point de vue vision culturelle.²⁴⁹ Les deux nations avaient un héritage commun et partageaient un lien plus étroit que celui, par exemple, entre la France et l'Allemagne ou entre la France et la Russie²⁵⁰. En raison de ces similitudes culturelles et religieuses, l'Italie et la France devaient essayer d'impliquer également des tiers, comme de nombreux pays d'Amérique latine ou de la péninsule ibérique. Avec la bonne dose de xénophobie et de racisme qui le distinguent, Maurras ajoute :

Fédérer ces forces multiples et ces peuples qu'anime une même foi, pour qui la même civilisation est un héritage commun, c'est assurer le sort du monde et se prémunir contre la menace de la barbarie.²⁵¹

Une invitation donc à unir les forces pour « civiliser le monde ».

Les louanges au fascisme sont largement présentes tout au long du livre. L'auteur considère cette forme de gouvernement comme la seule réellement voulue par les Italiens, en ignorant délibérément le grand nombre de personnes, de politiciens et d'intellectuels antifascistes de l'époque :

²⁴⁸ Charles Maurras, *Promenade italienne*, cit. p. 61.

²⁴⁹ François Coty, *Les relations franco-italiennes*, « L'ami du peuple », cit.

²⁵⁰ Charles Maurras, *Promenade italienne*, cit. p. 61.

²⁵¹ Charles Maurras, *Promenade italienne*, cit. p. 65.

Dans les conditions où il s'est établi, le fascisme exprime certainement le vœu de l'immense majorité de l'Italie. Il est le chef-d'œuvre de ses éléments les meilleurs. Ni l'anarchie des communistes, ni celle des *popolani* ne sont dignes d'un intérêt exceptionnel.²⁵²

Plus tard, Maurras traite de la politique intérieure italienne, se référant toujours à son idéal politique, la monarchie, et au système de gouvernement français. L'idéologue loue la main forte du gouvernement fasciste en Italie et note comment le pays, encore divisé en petites entités culturelles régionales, avait encore plus besoin d'une main forte d'en haut que la France longtemps centralisée : en Italie « une certaine dose d'étatisme peut être excellente ».²⁵³

Un autre élément qui suscite l'admiration du monarchiste Maurras est évidemment aussi la cohabitation du gouvernement fasciste avec la maison royale, qui, selon lui, a eu un rôle stabilisateur important²⁵⁴ : des opinions centrales dans la carrière journalistique et intellectuelle de l'auteur depuis la fin du siècle précédent.

La dernière partie intéressante est celle relative à la « question romaine », la relation entre l'Église et le gouvernement. De la même manière que pour d'autres auteurs de l'époque, Maurras dit qu'il doute que les institutions catholiques puissent rester indépendantes face à une tentative du totalitarisme fasciste de dominer la scène culturelle et même religieuse ; en même temps, cependant, selon lui, la présence d'un gouvernement temporel fort de la part du parti fasciste à Rome constituait une garantie qui protégeait aussi l'autorité religieuse.²⁵⁵

²⁵² Charles Maurras, *Promenade italienne*, cit. p. 69.

²⁵³ Charles Maurras, *Promenade italienne*, cit. p. 65.

²⁵⁴ Charles Maurras, *Promenade italienne*, cit. p. 73.

²⁵⁵ Charles Maurras, *Promenade italienne*, cit. p. 81.

Conclusion

Contrairement à l'Italie, le fascisme n'est jamais arrivé au pouvoir en France, du moins jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale et la République de Vichy. Cependant, de nombreuses personnes, avec des ambitions plus ou moins réalisables, ont tenté d'orienter la politique française vers l'extrême droite. La plupart d'entre eux ont été impliqués non seulement dans la politique mais aussi dans l'édition, et c'est grâce à cela qu'on a pu reconstruire leur pensée de manière plus complète. Les maisons d'édition, les livres, les auteurs et les journaux ont publié un nombre énorme d'écrits en référence à l'Italie, nous donnant une image précise qu'on a essayé d'observer. On a ainsi pu comprendre non seulement comment l'extrême droite française voyait l'extrême droite italienne au gouvernement, mais aussi quelles étaient les tendances de la version française ; quels ont été les courants idéologiques qui ont caractérisé les cercles intellectuels profascistes de Paris, et aussi les défauts que les Français attribuaient aux Italiens : des lacunes, rappelons-nous, du point de vue d'intellectuels et de journalistes ayant une pensée similaire, non d'un point de vue objectif (s'il existe).

Six principaux périodiques ont été examinés : *L'Action Française*, *Gringoire*, *L'Ami du peuple*, *L'intransigeant*, *L'Écho de Paris*, *Je suis partout*.

Dans *L'Action Française*, les œuvres des fondateurs ont été examinées et la grande contribution de Léon Daudet a été analysée. On a vu comment ce journal a été celui qui depuis longtemps a poursuivi l'agenda politique de l'extrême droite et en particulier la doctrine de Maurras, dont le thème central est le retour à la monarchie et la critique des révolutions libérales du XIXe siècle. Le journal, tout en conservant un ton agressif et irrévérencieux, partageait avec le fascisme l'idée que le pouvoir central de l'État devait être fort, peut-être guidé par une autorité ; et il approuvait le fait qu'en Italie il y avait une monarchie qui, selon Maurras, donnait de la stabilité au pays. Cette stabilité était également conférée par l'Église, qui devait maintenir son autonomie après avoir stipulé les pactes du Latran. Du fascisme *L'Action Française* approuvait le ressentiment envers le Traité de Versailles, aussi parce que les grandes puissances signataires n'étaient pas idéologiquement similaires au parti et au journal. Mais le trait principal qui distinguait le mouvement de Maurras et le parti de Mussolini était l'interventionnisme : le fascisme le jugeait inévitable si les grandes puissances n'auraient pas accepté les demandes de l'Italie et de l'Allemagne, *L'Action Française* le craignait.

De *Gringoire*, hebdomadaire à grand tirage fondé par Horace de Carbuccia, on a vu que les tons étaient moins vifs et les positions politiques plus ténues que celles de *L'Action Française* qui finalement souhaiterait une révolution. *Gringoire*, tout en étant d'accord avec le programme fasciste, craignait son expansion et les objectifs du gouvernement italien qui sortait des crises après la Grande Guerre et 1929 à grands frais. L'hebdomadaire soulignait plus que d'autres les défauts du régime et l'austérité présente dans les villes italiennes mais admirait son autoritarisme ; et il partageait leur mépris pour la social-démocratie européenne, en affirmant que le système politique européen était malade.

L'Ami du peuple était parmi toutes les publications celle avec le langage le plus enflammé et où la xénophobie et l'antisémitisme sont les plus visibles. Le quotidien fondé par François Coty est celui où l'idéologie du fascisme est moins traitée pour faire place à la politique et à l'économie italienne, française et européenne. De courants nationalistes et de tendances autarciques et populistes, *L'Ami du peuple* craignait les alliances entre pays européens et les présentait aux lecteurs comme délétères, en affirmant que des catégories telles que les francs-maçons, les banquiers juifs, les socialistes et les protestants étaient une menace constante pour les finances publiques et la sécurité.

L'Intransigeant de Léon Bailby était un journal plus modéré que *L'Ami du Peuple* ; néanmoins les éditeurs ont toujours professé leur admiration pour le Parti Fasciste, le gouvernement et le peuple italien et ont été l'un des partisans d'une alliance économique et politique majeure entre l'Italie et la France : pour des raisons stratégiques, bien sûr, mais aussi en vertu d'une « Intente latine » basée sur une histoire commune remontant à l'Empire romain.

L'Écho de Paris, comme *Gringoire* et *L'Action Française*, était un journal qui a toujours exprimé des inquiétudes quant à la montée de l'Italie fasciste tant dans le domaine économique que politique et militaire : après tout, les intentions de Mussolini n'étaient pas obscures à quiconque. Nationaliste, antisémite et antidreyfusarde depuis sa naissance, *L'Écho* a toujours exprimé la conviction que le traité de Versailles devait être respecté et que les autres puissances européennes devaient agir dans ce sens, aussi parce que, outre l'Italie, la montée en puissance de l'Allemagne d'Adolf Hitler (surtout à partir de 1933) était inquiétante.

Je suis partout a été le dernier périodique à être analysé. C'est celui qui a fourni le plus d'informations sur l'Italie et qui s'est le plus rangé du côté du parti fasciste, même lorsqu'il

allait à l'encontre des intérêts de la France. Gaxotte, Dieudonnat, Roux, l'envoyé spécial à Rome Camille Mallarmé : ceux-ci et d'autres ont beaucoup traité de la politique étrangère italienne et des relations avec la France, dans l'espoir que les deux pays concluent des partenariats. Contrairement à d'autres périodiques qui redoutaient plus ou moins l'Italie et l'Allemagne et la possibilité d'un conflit, cet hebdomadaire soulignait son mépris des institutions démocratiques et le culte de la violence dans de nombreux articles. Toujours dans *Je suis partout*, l'économie italienne de l'époque et les progrès du parti fasciste ont été largement décrits. Si le contenu des mêmes articles avait paru en italien dans le *Popolo d'Italia* ou dans un autre journal profasciste publié en Italie, nous aurions eu du mal à remarquer quelque chose d'étrange, tant était forte l'identité entre les rédacteurs de l'hebdomadaire et les fascistes italiens et tant étaient minimes les différences.

On est ensuite passés à la deuxième partie, plus courte mais tout aussi significative, relative au monde du livre.

La maison d'édition Fayard, on l'a vu, était principalement liée à *L'Action Française* et en partageait sa vision monarchique, bien qu'avant les années 1920 et par la suite, elle restait politiquement neutre. Elle a beaucoup traité de la relation entre la papauté et le gouvernement fasciste, en restant sceptique à ce sujet ; les principaux auteurs étaient Maurice Pujo et Pierre Gaxotte.

Valois, nationaliste, était une maison d'édition qui publiait principalement les travaux de son fondateur Georges Valois, qui à partir du début des années 1930 changea d'alignement politique en s'alignant progressivement sur le socialisme. Valois a principalement traité de la figure du leader, thème présent dans la plupart des publications examinées.

La figure d'Herman de Vries de Heekelingen, un nationaliste néerlandais qui a écrit en français et qui a publié plusieurs études sur le fascisme, connaissant personnellement Mussolini, a ensuite été analysée. L'auteur a partagé avec de nombreux autres intellectuels et journalistes le mépris des institutions républicaines et des grandes démocraties européennes. On est ensuite passés à Charles Benoist, un autre intellectuel de l'extrême droite française qui a la particularité d'être passé à des positions autoritaires suite à sa déception face à l'échec, selon lui, du passage de la démocratie française à un système de représentation proportionnelle. Enfin, on a vu le livre *Promenade Italienne* du précité

Charles Maurras, qui publia un traité avec Flammarion où il espérait un rapprochement politique sur les positions monarchiques entre l'Italie et la France, le masquant par des références à la beauté du territoire italien et à la richesse de son histoire.

Les auteurs et les publications consultées avaient chacun une vision politique différente, même dans ce que nous appelons l'extrême droite ou le fascisme. Il y avait diverses différences dans la vision de la politique et de la société, italienne et française, sur le gouvernement fasciste italien et sur les institutions démocratiques (... ou impériales) françaises ; et plusieurs éléments communs.

Chacun a une vision de la société qui prévoit un rôle fort de pouvoir : un rôle centralisé où peu de différentes opinions sont autorisées et où il y a toujours un homme fort aux commandes. *L'Action Française* et les nombreux auteurs et éditeurs qui l'ont suivie, considéraient la monarchie comme la seule institution capable de garantir un avenir à la France et une amélioration de la société. D'autres journaux et publications se limitaient à affirmer le déclin des institutions démocratiques, tandis que *Je suis partout* prônait un fascisme en France sur le modèle italien. Pour cette raison, Mussolini est généralement célébré, parfois subtilement et parfois d'une manière explicite.

Un autre élément commun étroitement lié au précédent est le mépris des institutions démocratiques et des réformes du XIXe siècle intervenues en France et en Europe après la Révolution Française. La politique de l'époque en France n'était pas appréciée par l'extrême droite transalpine de l'époque, de même que les classes politiques de la plupart des États européens et des États-Unis, à la fois aussi démocratiques que simplement étrangères.

En fait, les auteurs et les publications de l'extrême droite française partageaient généralement une attitude xénophobe, qui dans certains cas (comme dans *L'ami du peuple*) donnait lieu à un antisémitisme vif. Non seulement les classes politiques étaient ciblées, mais aussi des catégories de personnes liées à la vie publique (les sociaux-démocrates, les francs-maçons) ou simplement unies par l'appartenance commune à un groupe ethnique ou religieux (les Maghrébins ou les juifs).

La classe politique italienne était généralement admirée, mais aussi crainte par la plupart des auteurs. Il faut toujours garder à l'esprit que tous les journaux analysés partagent le nationalisme et la méfiance générale à l'égard des puissances étrangères, surtout si, comme dans le cas de l'Italie, se remettaient tant dans le domaine économique

que surtout dans le domaine militaire. Et quand bien même il en aurait été autrement, elles menaçaient ouvertement l'ordre constitué européen qui satisfaisait finalement la France, signataire du traité de Versailles. Il y a cependant des différences : si certains auteurs, tout en restant d'extrême droite, s'opposaient activement à l'émergence du fascisme mais aussi au mouvement nazi en Allemagne, d'autres proposaient une alliance toujours plus étroite entre l'Italie et la France en devenant des champions de la coopération entre les deux pays d'origine latine commune.

Un dernier facteur de désaccord était le rôle qu'auraient eu les pactes du Latran pour l'équilibre européen et pour les intérêts de l'État fasciste, des catholiques et de l'État français. Tous les auteurs ont convenu qu'ils représentaient une victoire politique pour le fascisme qui a ainsi assumé le contrôle de la plupart des institutions catholiques et s'est renforcé aux yeux des catholiques du monde entier. Certains (en particulier les plus religieux) doutaient des avantages que l'institution ecclésiastique pourrait tirer de la signature de 1929, tandis que d'autres considéraient l'accord comme un bénéfice mutuel.

Comme nous l'avons souligné au début, le fascisme en tant qu'idéologie et en tant que système politique n'a pas fait ressentir ses effets uniquement sur la péninsule mais dans le monde entier, même dans la plupart des cas où il (ou une idéologie similaire) n'a pu se hisser au pouvoir. Étudier cela dans le pays où il s'est développé dans son intégralité est utile, mais étudier ses effets et ses relations entre différents pays, même sur une période limitée et avec des ressources aussi limitées, est à notre avis encore mieux. Non pas pour justifier ce qui a été fait, mais pour augmenter notre bagage culturel et pour apprendre au moins une chose de plus sur l'un des phénomènes les plus pertinents et les plus tragiques de l'histoire du XXe siècle. En Italie, comme en France, comme ailleurs.

Bibliographie

Articles du période fasciste

L'Action Française

Hitlérisme et fascisme, « L'Action Française », 3 septembre 1933.
<https://bit.ly/2KyYDJz>

La doctrine du fascisme, « L'Action Française », 19 juillet 1932. <https://bit.ly/311Rqyb>
« *La guerre imprime le sceau de la noblesse sur les peuples qui ont le courage de l'affronter...* », « L'Action Française », 4 août 1932. <https://bit.ly/2UUGGHm>

Le fascisme est spécifiquement italien mais pas le bon sens, « L'Action Française », 12 septembre 1929. <https://bit.ly/315beke>

Le Vatican et le fascisme, « L'Action Française », 9 septembre 1931.
<https://bit.ly/373Jmbj>

Sur le fascisme italien, « L'Action Française », 6 août 1932. <https://bit.ly/361mtpB>

Un accord a été conclu entre le gouvernement italien et le Vatican, « L'Action Française », 3 septembre 1931. <https://bit.ly/311NPAj>

Un discours inquiétant de M. Mussolini, « L'Action Française », 28 octobre 1930.
<https://bit.ly/3nMlwHM>

Léon Daudet, *La démocratie avale la dictature*, « L'Action Française », 19 juillet 1933. <https://bit.ly/3o5DN3d>

Léon Daudet, *Le paradoxe du Vatican*, « L'Action Française », 21 mai 1931.
<https://bit.ly/33bQyB0>

Bernard De Vault, *Revue des Revues. La folie de l'internationalisme*, « L'Action Française », 2 octobre 1930. <https://bit.ly/3773CZA>

Charles Maurras, *Désarroi d'un peuple fidèle*, « L'Action Française », 2 mars 1929.
<https://bit.ly/2UZlm3m>

Charles Maurras, *Fascisme et le catholicisme*, « L'Action Française », 13 octobre 1933. <https://bit.ly/3nTAPyE>

Charles Maurras, *Leur politique d'abord*, « L'Action Française », 2 mars 1929.
<https://bit.ly/2UZlm3m>

Pierre Tuc, *Dix ans de fascisme*, « L'Action Française », 23 octobre 1932.
<https://bit.ly/2UXnWa9>

Pierre Tuc, *La doctrine politique et sociale du fascisme*, « L'Action Française », 30 juillet 1932. <https://bit.ly/2UYHStm>

Gringoire

- Dans le metro*, « Gringoire », 12 juin 1931. <https://bit.ly/33a6SCb>
- France et Italie*, « Gringoire », 18 août 1933. <https://bit.ly/37gVNkn>
- Ne le répétez pas...*, « Gringoire », 27 février 1931. <https://bit.ly/3nWKfZV>
- Ne le répétez pas...*, « Gringoire », 19 août 1932. <https://bit.ly/3nWK54L>
- Le pape et les fascismes*, « Gringoire », 21 avril 1933. <https://bit.ly/3pYZ4gs>
- Marcel Augagneur. *Les romains d'aujourd'hui*, « Gringoire », 17 mars 1933. <https://bit.ly/33as1fw>
- Jean Jacoby, *Le général Balbo*, « Gringoire », 14 juillet 1933. <https://bit.ly/315yHBU>
- Raymond Recouly, *De Villefranche à Capri*, « Gringoire », 11 septembre 1931. <https://bit.ly/3m47wZv>
- Raymond Recouly, *Les relations franco-italiennes*, « Gringoire », 25 septembre 1931. <https://bit.ly/2KyP7pY>
- Georges Suarez, *Ce qu'Henri Béraud a vu à Rome*, « Gringoire », 22 novembre 1929. <https://bit.ly/39f6lh3>
- Georges Suarez, *L'Italie et la paix*, « Gringoire », 18 juillet 1930. <https://bit.ly/397Jb1p>

L'ami du peuple

- Un sénateur italien demande le maintien des bonnes relations avec la France*, « L'ami du peuple », 31 mai 1930. <https://bit.ly/3q7fp30>
- François Coty, *Contre la France et son épargne*, « L'ami du peuple », 29 novembre 1932. <https://bit.ly/3m4xWKJ>
- François Coty, *La France doit garder l'autonomie de sa politique étrangère et l'initiative de ses libéralités financières*, « L'ami du peuple », 10 février 1932. <https://bit.ly/2V4FK3h>
- François Coty, *Les relations franco-italiennes*, « L'ami du peuple », 29 novembre 1932. <https://bit.ly/3m4xWKJ>
- L. Bailly, *Les bases de l'accord naval franco-italien ont été publiées*, « L'ami du peuple », 12 mars 1931. <https://bit.ly/2J9oRBL>
- Lo Duca, *L'Etat républicain réformé et l'Italie fasciste*, « L'ami du peuple », 26 novembre 1933. <https://bit.ly/3nQVmmo>

L'intransigeant

- Au Grand Conseil fasciste la célébration de la marche sur Rome*, « L'intransigeant », 8 octobre 1931. <https://bit.ly/3gCjuHM>
- Après le discours de M. Mussolini*, « L'intransigeant », 29 octobre 1930. <https://bit.ly/2JKHgWn>
- L'Italie fasciste*, « L'intransigeant », 11 avril 1933. <https://bit.ly/2V5zGHW>

- Le nouveau statut du parti fasciste*, « L'intransigeant », 13 octobre 1932. <https://bit.ly/3qKiOF3>
- Léon Bailby, *France – Italie*, « L'intransigeant », 24 novembre 1932. <https://bit.ly/2W1CLct>
- Léon Bailby, *L'Italie et nous*, « L'intransigeant », 9 novembre 1932. <https://bit.ly/3a1ac6V>
- Léon Bailby, *Rome et nous*, « L'intransigeant », 13 février 1929. <https://bit.ly/2IHeWUc>
- Pierre Frederix, *Italie 1933 : Comment l'Italie fasciste a traité les problèmes économiques et sociaux issus de la guerre*, « L'intransigeant », 31 août 1933. <https://bit.ly/366aOWK>
- Pierre Frederix, *Italie 1933 : Le fascisme et l'argent, l'exemple de la pauvreté*, « L'intransigeant », 2 septembre 1933. <https://bit.ly/3fAMNu1>
- Pierre Frederix, *Italie 1933 : Milan, ville de l'aristocratie industrielle*, « L'intransigeant », 5 septembre 1933. <https://bit.ly/2JUWJmD>
- Pierre Frederix, *Italie 1933 : Un tour d'horizon pour conclure*, « L'intransigeant », 10 septembre 1933. <https://bit.ly/3oHXoqq>
- Marc Bénard, *Qui veut notre voisine l'Italie ? Une conversation avec M. Arnaldo Mussolini*, « L'intransigeant », 15 février 1931. <https://bit.ly/2IDvnAO>
- Maurice Montabre, *L'an XII du fascisme est commencé : Où en est l'Italie nouvelle*. « L'intransigeant », 1 novembre 1933. <https://bit.ly/3764peu>
- Paul Morand, *Les Monts Euganéens*, « L'intransigeant », 23 octobre 1930. <https://bit.ly/3765EdE>
- R. Peyronnet de Torres, *Deux affiches*, « L'intransigeant ». 8 juillet 1932. <https://bit.ly/2IIIQZo>
- Marcel Sauvage, *Comment les « Chemises noires » ont accueilli « Camicia nera »* « L'intransigeant », 16 avril 1933. <https://bit.ly/3qML4qF>
- Luc Valti, *Que disent les Lombards ?* « L'intransigeant », 4 mars 1931. <https://bit.ly/2K9LHcZ>

L'Echo de Paris

- Un discours de M. Mussolini*, « L'Echo de Paris », 28 octobre 1930. <https://bit.ly/37a1ctp>
- C., *M. Mussolini s'attache à démontrer que les accords de Latran sont dans la logique du régime fasciste*, « L'Echo de Paris », 11 mars 1929. <https://bit.ly/368KwTO>
- Charles Carry, *Le Forum Mussolini*, « L'Echo de Paris », 25 décembre 1932. <https://bit.ly/3nhKY7h>
- Havas, *Un discours de M. Mussolini*, « L'Echo de Paris », 3 août 1931. <https://bit.ly/2Xd6Vde>
- Interim, *C'est à la France d'agir vigoureusement et sans détour*, « L'Echo de Paris », 19 août 1933. <https://bit.ly/35fP5KX>
- Henri de Kerillis, *Fascisme et Catholicisme*, « L'Echo de Paris », 12 octobre 1933. <https://bit.ly/38laAMq>

Henri de Kerillis, *Le monde à l'envers*, « L'Echo de Paris », 21 mars 1933. <https://bit.ly/3onJKsD>

Henri de Kerillis, *Une enquête en Italie fasciste avec son excellence M. Ricci, chef des balillas*, « L'Echo de Paris », 9 octobre 1933. <https://bit.ly/3fANt2x>

Pertinax, *La France devant le Papauté et devant l'Italie fasciste*, « L'Echo de Paris », 9 octobre 1929. <https://bit.ly/368KwTO>

Pertinax, *Le Saint Siege et le fascisme*, « L'Echo de Paris », 1 juin 1931. <https://bit.ly/3nhRMll>

Je suis partout

Action Catholique et fascisme, « Je suis partout », 20 juin 1931. <https://bit.ly/3sgTyqA>

Du nord au sud, « Je suis partout », 9 septembre 1932. <https://bit.ly/3fmULH1>

Entretiens avec Mussolini, « Je suis partout », 30 juillet 1932. <https://bit.ly/3pPlqB7>

L'amitié franco-italienne, « Je suis partout », 20 mai 1933. <https://bit.ly/36UdiGM>

La bataille économique du fascisme, « Je suis partout », 17 janvier 1931. <https://bit.ly/35Ot0nv>

La politique étrangère de la France est une faillite quotidienne, « Je suis partout », 13 décembre 1932. <https://bit.ly/3lW8qYa>

La saison touristique d'été, « Je suis partout », 9 septembre 1933. <https://bit.ly/3pR2a6k>

Le fascisme défini par M. Mussolini, « Je suis partout », 13 août 1933. <https://bit.ly/3lTe2lQ>

Le fascisme et la défense de l'Occident, « Je suis partout », 29 novembre 1932. <https://bit.ly/35Rrdhx>

Le message pacifique du Duce, « Je suis partout », 10 janvier 1931. <https://bit.ly/3kWk4AO>

Le succès de l'emprunt national, « Je suis partout », 6 juin 1931. <https://bit.ly/2lXHLMb>

Les exploits de l'aviation, « Je suis partout », 17 janvier 1931. <https://bit.ly/35Ot0nv>

Les grandes manœuvres d'été des troupes italiennes, « Je suis partout », 9 septembre 1933. <https://bit.ly/3pR2a6k>

Mussolini forme le Syndicat des mécontents, « Je suis partout », 6 décembre 1930. <https://bit.ly/32YITWM>

Mussolini reçoit les étudiants, « Je suis partout », 28 mars 1931. <https://bit.ly/3pKm5Ub>

On a volé le Mont Blanc à l'Italie, « Je suis partout », 20 décembre 1930. <https://bit.ly/36ZKegW>

Pétroles et combustibles, « Je suis partout », 20 décembre 1930. <https://bit.ly/36ZKegW>

Pour la vie moins chère, « Je suis partout », 6 décembre 1930. <https://bit.ly/32YITWM>

Un appel à l'Italie, « Je suis partout », 29 octobre 1932. <https://bit.ly/33mYKyH>

Victoire nationale ? « Je suis partout », 6 décembre 1930. <https://bit.ly/32YITWM>

- Auguste Bailly, *Choses vues en Toscane*, « Je suis partout », 22 octobre 1932. <https://www.retronews.fr/journal/je-suis-partout/22-octobre-1932/719/2124901/6>
- E. Benaerts, *Le budget*, « Je suis partout », 22 octobre 1932. <https://www.retronews.fr/journal/je-suis-partout/22-octobre-1932/719/2124901/8>
- D.C., *Le fascisme et la France*, « Je suis partout », 22 octobre 1932. <https://www.retronews.fr/journal/je-suis-partout/22-octobre-1932/719/2124901/1>
- G., *La bonification intégrale. Visite à la campagne romane*, « Je suis partout », 22 octobre 1932. <https://www.retronews.fr/journal/je-suis-partout/22-octobre-1932/719/2124901/6>
- Aldo Gini, *Le fascisme dans l'histoire italienne*, « Je suis partout », 22 octobre 1932. <https://www.retronews.fr/journal/je-suis-partout/22-octobre-1932/719/2124901/2>
- Aldo Gini, *Le plan d'outillage national*, « Je suis partout », 16 avril 1932. <https://bit.ly/2HqXIKa>
- Charles Kunstler, *Une renaissance artistique*, « Je suis partout », 20 mai 1933. <https://bit.ly/36UdiGM>
- F.F Legueu, *Dix ans de finances autoritaires*, « Je suis partout », 22 octobre 1932. <https://www.retronews.fr/journal/je-suis-partout/22-octobre-1932/719/2124901/8>
- Camille Mallarmé, *Au pays natal de Mussolini*, « Je suis partout », 19 mars 1932. <https://bit.ly/33744pE>
- Camille Mallarmé, *La nouvelle gare de Florence*, « Je suis partout », 15 avril 1933. <https://bit.ly/397vvmW>
- Camille Mallarmé, *Printemps florentin*, « Je suis partout », 6 juin 1931. <https://bit.ly/2IXHLMb>
- Camille Mallarmé, *Rome, chantier en reconstruction*, « Je suis partout », 22 octobre 1932. <https://www.retronews.fr/journal/je-suis-partout/22-octobre-1932/719/2124901/6>
- Benito Mussolini, *Origine de la doctrine fasciste*, « Je suis partout », 20 mai 1933. <https://bit.ly/36UdiGM>
- A. Redier, *Les travaux publics*, « Je suis partout », 22 octobre 1932. <https://bit.ly/36XGk8l>
- Charles Robert-Dumas, *L'armée*, « Je suis partout », 22 octobre 1932. <https://www.retronews.fr/journal/je-suis-partout/22-octobre-1932/719/2124901/5>
- Civis Romanus, *L'Italie et la réforme de la Société des Nations*, « Je suis partout », 23 décembre 1933. <https://bit.ly/332eAOH>
- Georges Roux, *La politique italienne à l'égard de la France*, « Je suis partout », 4 mars 1933. <https://bit.ly/3lX11u0>
- Georges Roux, *Le conflit entre le fascisme et la Saint-Siège*, « Je suis partout », 6 juin 1931. <https://bit.ly/2IXHLMb>

- Georges Roux, *Eclaircie à Rome*, « Je suis partout », 18 avril 1931.
<https://bit.ly/338Awbg>
- Georges Roux, *Vers une stabilisation politique ?* « Je suis partout », 20 mai 1933.
<https://bit.ly/36UdiGM>
- Jean Wilmes, *Etatisation égale rationalisation*, « Je suis partout », 30 janvier 1932.
<https://bit.ly/3fs5wb1>
- Jean Wilmes, *L'accord commercial franco-italien*, « Je suis partout », 19 mars 1932.
<https://bit.ly/3ITvGWv>
- Jean Wilmes, *La diminution des naissances inquiète le pays*, « Je suis partout », 13 août 1933. <https://bit.ly/3ITe2lQ>
- Jean Wilmes, *Le conflit entre le fascisme et le Vatican*, « Je suis partout », 25 juillet 1931. <https://bit.ly/3seJ9Mo>
- Jean Wilmes, *Les manœuvres navales et terrestres*, « Je suis partout », 9 septembre 1932. <https://bit.ly/3fmULH1>

Livres du période fasciste

- Camille Aymard, *Bolchevisme ou fascisme ? ... Français, il faut choisir !* Paris : Flammarion, 1926.
- Charles Benoist, *Ce qui pourrait faire la monarchie*, « La revue universelle », 1 juillet 1932. <https://bit.ly/2KZb9Tj>
- Charles Benoist, *La crise de l'Etat moderne*. Paris : Plon, 1936.
- Charles Benoist, *Les maladies de la démocratie*, Paris : Editions Prométhée, 1929.
- François Coty, *Contre le communisme*. Paris : Grasset, 1928.
- Jean Dornis, *Etat (L') mussolinien et les réalisations du fascisme en Italie*. Etudes et documents réunis et présentés par Tomaso Sillani, Directeur de la « Rassegna Italiana ». Préfaces de Charles Benoist, Membre de l'Institut. Paris : Plon, 1931.
- Jean-Éric Gicquel, *Charles Benoist : Itinéraires D'un Républicain Rallié à La Monarchie*. « La Revue Administrative », vol. 56, no. 336, 2003, pp. 574–585. JSTOR, www.jstor.org/stable/40774300.
- René Giraud, *Vers une internationale économique*. Paris : Valois, 1931.
- La Brière Y. et al. *Les accords du Latran*. Paris : Editions Spes, 1929.
- Charles Loiseau, *Saint-Siège et fascisme. Les accords du Latran devant l'histoire et la politique*. Paris : Gamber, 1930.
- Arnold Mascarel, *Mussolini : son programme, sa doctrine*. Paris : Perrin, 1933.
- Charles Maurras, *Promenade italienne*. Paris : Flammarion, 1929.
- Maurice Pujo, *L'agression contre l'esprit. Comment Rome est trompée*. Paris : Fayard, 1929.
- Georges Valois, *Un nouvel âge de l'humanité*. Paris : Valois, 1929.
- Maurice Vaussard, *Sur la nouvelle Italie*. Paris : Valois, 1928.
- Herman de Vries de Heekelingen, *Le fascisme et ses résultats*. Paris : Social Editions, 1928.

Textes de consultation générale

- Pierre Albert, *Gringoire, journal*, « Universalis » (<https://www.universalis.fr/encyclopedie/gringoire-journal/>, dernière consultation 8 décembre 2020).
- Marianne Amar e Pierre Milza, *L'immigration en France au XXe siècle*. Paris : Armand Colin, 1990.
- Claudia Baldoli, *Exporting fascism*. Oxford: Berg, 2003.
- Marina Bellot, « *Je suis partout* », *hebdomadaire antisémite et collaborationniste*, « Retronews », modifié le 04 décembre 2019. <https://bit.ly/3oDdrpl>
- Philippe Burrin, *La dérive fasciste : Doriot, Déat, Bergery 1933-1945*. Paris : Editions du Seuil, 1986.
- Jean Butin, *Henri Béraud, sa longue marche de "La Gerbe d'or" au pain noir*. Roanne : Horvath, 1979.
- Marie Carbonnel. *Camille Mauclair ou la vigilance critique*. « *Romantisme* », 2003, n°121. La littérature fin de siècle au crible de la presse quotidienne. pp. 81-91. DOI : <https://doi.org/10.3406/roman.2003.1204>
www.persee.fr/doc/roman_0048-8593_2003_num_33_121_1204
- Francesca Cavarocchi, *Avanguardia dello spirito: il fascismo e la propaganda culturale all'estero*. Rome : Carocci, 2010.
- Charles Maurras : Biographie*. « Académie Française ». Consulté le 2 décembre 2020. <http://www.academie-francaise.fr/les-immortels/charles-maurras>
- Charles Maurras*, « Larousse ». Consulté le 2 janvier 2021. https://www.larousse.fr/encyclopedie/personnage/Charles_Maurras/132376
- Yves Chiron, *La vie de Maurras*, Paris : Perrin, 1991.
- Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. *Qu'est-ce que le fascisme ?* Paris : 1935.
- Stephanie Delmas, *Conversion en francs/euros constants : les nouvelles valeurs 2010*, « Le Figaro », modifié le 21 mai 2017. <https://bit.ly/3nb45Ry>
- Pierre-Marie Dioudonnat, *Je suis partout 1930-1944*. Paris : La Table Ronde, 1973.
- Pierre-Marie Dioudonnat, *Les 700 rédacteurs de Je suis partout*. Paris : Sedopols, 1993.
- Michel Dobry, « Février 1934 et la découverte de l'allergie de la société française à la « Révolution fasciste » ». *Revue française de sociologie* Vol. 30, No. 3/4, Jul. - Dec., 1989. DOI : 10.2307/3321593
- Patrizia Dogliani, *Il fascismo degli italiani: una storia sociale*. UTET, 2008.
- Jean Claude Drouin, *Georges Valois et les Cahiers des états généraux (1923-1925)*. Consulté le 7 décembre 2020, <https://bit.ly/2VLxPIz>
- Simon Epstein, *Henri Béraud (1885-1958), un poids lourd de l'antisémitisme*, dans « Archives Juives » 2010/1 (Vol. 43), pages 39 à 53.
- Benedetta Garzarelli, « *Parleremo al mondo intero* ». *La propaganda fascista all'estero*. Alessandria : Edizioni Dell'Orso.
- Emilio Gentile, *Mussolini e il fascismo*. Laterza, 2010.

- Bruno Goyet, *Charles Maurras, une biographie critique*. Paris : Presses de Sciences Po, 2000.
- Gringoire, « Retronews ». Consulté le 5 décembre 2020. <https://www.retronews.fr/titre-de-presse/gringoire>
- François-Xavier Hervouët, *Léon Daudet, un réactionnaire aux avant-gardes*, « Revue d'histoire littéraire de la France », 2005/3 (Vol. 105), p. 533-547. DOI : 10.3917/rhlf.053.0533. URL : <https://www.cairn.info/revue-d-histoire-litteraire-de-la-france-2005-3-page-533.htm>
- Jean-Noël Jeanneney, *La solitude d'Henri de Kerillis*, « L'Histoire », juin-juillet 1983. <https://bit.ly/3ns4bUN>
- Jean Jolly, *Biographie : Henri de Kerillis*, Dictionnaire des parlementaires françaises de 1889 à 1940. [http://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/bio/\(num_dept\)/4129](http://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/bio/(num_dept)/4129)
- Laurent Joly, *Fascisme et antisémitisme dans la France des années 1930 : une irrésistible convergence ?* « Revue d'histoire moderne & contemporaine », 2015/2-3 (n° 62-2/3), p. 115-136. DOI : 10.3917/rhmc.622.0115. URL : <https://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2015-2-page-115.htm>
- Laurent Joly, *L'Ami du Peuple contre les « financiers qui mènent le monde »*. La première campagne antisémite des années 1930, « Archives Juives », 2006/2 (Vol. 39), p. 96-109. DOI : 10.3917/aj.392.0096. URL : <https://www.cairn.info/revue-archives-juives1-2006-2-page-96.htm>
- L'Action Française*, « Retronews ». Consulté le 17 décembre 2020. <https://www.retronews.fr/titre-de-presse/action-francaise>
- L'Echo de Paris*, « Retronews ». Consulté le 14 décembre 2020. <https://www.retronews.fr/titre-de-presse/echo-de-paris-1884-1938>
- L'Intransigeant*, « Retronews ». Consultato l'11 décembre 2020. <https://www.retronews.fr/titre-de-presse/intransigeant>
- Pierre Lazareff, « Chapter six : The "Big Five" versus Le Quotidien and L'Ami du Peuple », dans *Deadline : The Behind-the-scenes story of the last decade in France*, New York, Random House, 1942. <https://archive.org/details/deadlinethebehin006492mbp/page/n55/mode/2up>
- Germaine Leclerc, *Camelots du roi*, « Universalis ». Consulté le 17 décembre 2020. <https://www.universalis.fr/encyclopedie/camelots-du-roi/>
- Pierre-Robert Leclercq, *Daudet Léon (1867-1942)*, « Universalis ». Consulté le 2 janvier 2021. <https://www.universalis.fr/encyclopedie/leon-daudet/>
- Pierre-Robert Leclercq, *Je suis partout*, « Universalis ». Consulté le 10 décembre 2020. <https://www.universalis.fr/encyclopedie/je-suis-partout/>
- Pierre-Robert Leclercq, *Maurras Charles (1868-1952)*, « Universalis ». Consulté le 16 décembre 2020. <https://www.universalis.fr/encyclopedie/charles-maurras/>
- Michael Ledeen, *Universal Fascism*. New York : 1972. In Caroline Wiegandt-Sakoun. « Le fascisme italien en France » in *Les italiens en France de 1914 à 1940*, di Pierre Milza, 431-469. Roma : Ecole française de Rome, 1987.
- Lionel Leforestier, *Charles Benoist : de « l'organisation de la démocratie » à l'Action française, 1861-1936*, Mémoire DEA : Paris, IEP, 1997.

- Léon Bailby est mort*, « Le Monde », 20 janvier 1954. Consulté l'11 décembre 2020. <https://bit.ly/375vvCx>
- Les Materialistes, *La presse fasciste en France, Pierre Darnar (janvier 1936)*, 2020. <http://lesmaterialistes.com/presse-fasciste-en-france-pierre-darnar-janvier-1936>
- Les principaux quotidiens*, « Gallica ». Consulté le 30 novembre 2020. <https://bit.ly/3qldvMa>
- Jules Levey, *Georges Valois and the Faisceau : The Making and Breaking of a Fascist*. « French Historical Studies », vol. 8, no. 2, 1973, pp. 279–304. JSTOR, www.jstor.org/stable/285928. Consulté le 13 janvier 2021.
- Jean-Noël Marque, *Léon Daudet*, Paris : Fayard, 1971.
- Laurent Martin, *La presse écrite en France au XXe siècle*. Paris : Librairie Générale Française, 2005.
- Maurice Vaussard : Biographie*, « Académie Française ». Consulté le 5 décembre 2020. <http://www.academie-francaise.fr/maurice-vaussard>
- Rachel Mazuy, *Le voyage polémique d'Henri Béraud « au Pays des Soviets »* « Retronews », 13 avril 2020. Modifié le 05 août 2020. Consulté le 21 décembre 2020. <https://bit.ly/3pdlHNa>
- Brigitte Mihok, *Nachträge und Register*. Berlin : De Gruyter, 2015.
- Albert Marty, *L'Action Française racontée par elle-même*. Paris : « Nouvelles éditions latines », 1968.
- Pierre Milza, *Les italiens en France de 1914 à 1940*. Roma : Ecole française de Rome, 1987.
- Piero Misciattelli, *Le fascisme et les catholiques*. Trad. de l'italien. Paris : Social Editions, 1928, pp 175.
- Frédéric Monier. *Les obsessions d'Henri Béraud*. « Vingtième Siècle, revue d'histoire », n°40, octobre-décembre 1993. pp. 62-74. DOI : <https://doi.org/10.3406/xxs.1993.3000> www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1993_num_40_1_3000
- Paul Morelle, *Carbuccia, Horace de*, « Universalis ». Consultato l'8 décembre 2020. <https://www.universalis.fr/encyclopedie/horace-de-carbuccia/>
- Jacques Bainville : Biographie*. « Académie Française ». Consulté le 2 décembre 2020. <http://www.academie-francaise.fr/les-immortels/jacques-bainville>
- Marco Palla, *Mussolini e il fascismo*. Giunti, 2019.
- Robert Paxton, *Il fascismo in azione*. Milano : Mondadori, 2005.
- J. Plumyène e R. Lasierra, *Les fascismes français 1923-63*. Paris : Editions du Seuil, 1963.
- Jacques Prévotat. *La condamnation de l'Action française par Pie XI*. In : « Achille Ratti pape Pie XI. Actes du colloque de Rome (15-18 mars 1989) » organisé par l'École française de Rome en collaboration avec l'Université de Lille III - Greco n° 2 du CNRS, l'Università degli studi di Milano, l'Università degli studi di Roma - « La Sapienza », la Biblioteca Ambrosiana. Rome : École Française de Rome, 1996. pp. 359-395. (*Publications de l'École française de Rome*, 223).
- Pierre Gaxotte : Biographie*, « Académie Française ». Consulté le 2 décembre 2020. <http://www.academie-francaise.fr/les-immortels/pierre-gaxotte>

- Pujo Maurice (1872-1855), « Universalis ». Consulté le 2 décembre 2020. <https://www.universalis.fr/encyclopedie/maurice-pujo/>
- Qui sommes-nous ? « Flammarion ». Consulté le 13 janvier 2021. <https://editions.flammarion.com/Qui-sommes-nous>
- Ralph Schor, « Identité fasciste, identité latine, identité européenne : le regard des intellectuels français de l'entre-deux-guerres » *Cahiers de la Méditerranée*, 95 | 2017, 47-55.
- Ralph Schor. *Xénophobie et extrême-droite : l'exemple de « L'Ami du Peuple » (1928-1937)*. « *Revue d'histoire moderne et contemporaine* », tome 23 N°1, Janvier-mars 1976. pp. 116-144. DOI : <https://doi.org/10.3406/rhmc.1976.2353> www.persee.fr/doc/rhmc_0048-8003_1976_num_23_1_2353
- Jean-François Sirinelli, *Histoire des droites en France*. Paris : Gallimard, 2006.
- Robert Soucy, *Le Fascisme français, 1924-1933*. Paris : Presses universitaires de France, 1992.
- Robert Soucy, *Fascismes français ? 1933-1939 : mouvements antidémocratiques*. Paris : Éditions Autrement, 2004.
- Généviève Tabouis, *Un grand journaliste international*, « Le Monde », 13 décembre 1974. Consulté le 16 novembre 2020. <https://bit.ly/34eXVbq>
- Jean Touchard, *Action Française*, « Universalis ». Consulté le 16 décembre 2020. <https://www.universalis.fr/encyclopedie/action-francaise/>
- Eric Vatré, *Léon Daudet ou le libre réactionnaire*, Paris : Editions France-Empire, 1987.
- Eugen Weber, *L'action française*. Stanford : Stanford University Press, 1962.
- Caroline Wiegandt-Sakoun, « Le fascisme italien en France » in *Les italiens en France de 1914 à 1940*, di Pierre Milza, 431-469. Roma : Ecole française de Rome, 1987.
- Michel Wincock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*. Editions du Seuil, 1990.

Annexe : Riassunto in italiano

Introduzione

Il fascismo come ideologia e fenomeno politico, sociale ed economico è stato ampiamente studiato sia nel periodo in cui esso governò l'Italia sia nei settantacinque anni successivi da specialisti di ogni settore e di ogni background politico.

Avendo il fascismo avuto origine in Italia ed essendo in Italia che esso ha potuto imporsi per primo in quanto forza (duratura) di governo moltissimi studi si sono focalizzati proprio sul fascismo nel nostro Paese, evidenziandone di volta in volta le basi ideologiche, i risvolti pratici e l'eredità che esso ha lasciato, nonché ovviamente il modo in cui per più di vent'anni la società e i costumi italiani furono plasmati da esso.

L'Italia, però, non è certo un'isola remota al centro di un ipotetico oceano senza contatti con il mondo esterno. I vertici fascisti di governo dell'epoca ed in generale i sostenitori dell'ideologia egemone dovevano rapportarsi con le realtà politiche delle Nazioni, Stati ed Imperi che al tempo dividevano con l'Italia lo scacchiere globale. I rapporti economici e culturali tra i vari Paesi erano costanti e sarebbe impensabile affermare che un fenomeno come quello dell'ascesa fascista al potere non provocasse reazioni accese, di un tipo o dell'altro, all'interno delle varie società. Specialmente in un'epoca, quella tra gli anni '20 e '30, in cui non solo la circolazione di beni e persone diventava via via più rapida a causa dello sviluppo esponenziale dei mezzi di trasporto ma anche e soprattutto grazie all'emergere dei mass media quale strumento di propaganda o anche semplice informazione non solo locale ma sempre più globale.

La ricerca verte non sul fascismo come praticato in Italia, ma sul fascismo all'estero ed in particolare in un Paese molto legato al nostro per ragioni culturali, linguistiche e geografiche: la Francia. Essa analizza come l'ideologia fascista è stata accolta oltralpe negli anni in cui essa fu al potere in Italia; come è stata veicolata e divulgata al grande pubblico da autori francesi dal pensiero politico affine, quali tra gli altri Charles Benoist, Charles Maurras e gli appartenenti al partito di estrema destra *L'Action Française*; e quali sono i temi che hanno attraversato caratterizzato il fascismo in salsa francese, per forza di cose almeno in parte differenti dalla controparte italiana; la contraddizione tra nazionalismo ed esistenza di molteplici legami internazionali tra i vari movimenti fascisti;

il carattere progressista o conservatore dell'uno o dell'altro partito o associazione; l'importanza o meno della componente etnico/razziale secondo le due correnti; e via dicendo. L'obiettivo è quindi di fornire un quadro preciso del carattere della propaganda fascista in Francia da parte degli autori fascisti francesi al grande pubblico e di come il fascismo francese si è rapportato al fascismo italiano: cosa veniva espresso, in che modo ed in quali sedi; come veniva descritta l'Italia e la sua politica interna; quale era l'obiettivo di tali azioni e, in ultimo, quali furono (se ci furono) i loro risultati. Il periodo studiato è stato quello tra il 1929 ed il 1933 e ci si è concentrati sulla carta stampata (libri, riviste e quotidiani) lasciando da parte i materiali audiovisive; gli autori esaminati sono stati come espresso in precedenza esponenti di spicco dei movimenti di estrema destra francesi o letterati di simili simpatie le cui opere o articoli raggiungessero un ampio pubblico; e la zona geografica è stata la cosiddetta Francia metropolitana, escludendo quindi le colonie o i territori d'oltremare.

La Francia è stata scelta quale caso di studio per molteplici ragioni. Innanzitutto per la prossimità culturale, linguistica e geografica all'Italia, che nel periodo esaminato (e più in generale nel corso della storia) ha fatto sì che quello che accadeva nel nostro Paese fosse percepito e discusso in Francia più che in altri Paesi. Inoltre in Francia l'emergere di movimenti di ispirazione fascista è stato come vedremo rapido e innumerevoli sono stati coloro (sia di parte francese sia italiana) che in varia misura hanno contribuito all'espandersi di tali idee nell'Esagono.

La scelta di non esaminare autori italiani e di concentrarsi sulla carta stampata piuttosto che sulle risorse audiovisive è stata effettuata per restringere il campo della ricerca: pressoché infiniti infatti sono gli scritti lasciati da autori italiani, consoli, funzionari e ambasciatori italiani con riferimento alla popolazione residente in Francia, sia essa di madrelingua italiana o francese; parimenti è consistente la mole di clip audio, filmati e cortometraggi propagandistici e ciò può senza dubbio costituire la base di un lavoro simile in altre sedi. Un'eccezione rispetto a tali linee guida è stata fatta per testi di storia generale utili a contestualizzare eventi e personaggi: nella bibliografia sono presenti diverse biografie e resoconti di autori postumi sia francesi sia italiani sia di altre nazionalità, trovati primariamente nella BNF (*Bibliothèque Nationale de France*). Sono presenti altresì molteplici documenti reperiti da portali di ricerca web, di cui si è ovviamente verificata l'attendibilità.

Il periodo studiato è stato quello tra il 1929 ed il 1933. Anche in questo caso la scelta è dovuta alla necessità di restringere il campo d'azione. Il 1929 corrisponde all'anno in cui grosso modo il fascismo italiano ed il suo esponente principale Benito Mussolini si sono aperti all'internazionalizzazione, non solo ammettendo ma anzi incoraggiando la collaborazione con gruppi fascisti internazionali. Il 1933 è inoltre l'anno in cui il movimento nazista è salito al potere in Germania, determinando quindi un cambiamento negli equilibri internazionali che ha visto il partito fascista italiano legarsi sempre di più al partito nazista tedesco.

Il lavoro si divide in tre parti principali: Cenni generali (*Aperçu Général* in francese), Quotidiani e periodici (*Journaux et périodiques*), Il libro (*Le livre*)

Cenni generali

Nella prima parte, *Aperçu Général, Le journalisme français à la fin des années vingt*, si è tracciato un profilo del mondo della stampa e del giornalismo francese sul finire degli anni '20.

Dal finire della Grande Guerra in poi la stampa europea visse un periodo di grande stagnazione che si protrasse per più di un decennio. I numeri venduti diminuirono e l'interesse del pubblico in genere calò e le ragioni furono principalmente due: l'aumento del prezzo del libro, del quotidiano o del periodico e la concorrenza della radio. L'aumento dei costi per il fruitore derivava dall'aumento dei costi per l'editore che doveva far fronte a spese maggiori per l'aumento del prezzo della carta e della costituzione di sindacati dei lavoratori.

In questo contesto le pubblicazioni che superarono meglio la crisi furono quelle che adottarono toni accesi e populistici o che si radicalizzarono politicamente sia a sinistra sia a destra; o pubblicazioni, come *L'Ami du peuple*, che mantennero un costo di vendita basso soltanto per il mecenatismo dell'editore che andò costantemente in perdita.

In questo lavoro è stata analizzata la stampa fascista francese. Essa traccia le sue origini a fine Ottocento ed all'affare Dreyfus, una notoria controversia sulla colpevolezza o meno di un generale ebreo dell'esercito francese condannato ingiustamente per tradimento.

Molti editori e giornalisti che si schierarono contro Dreyfus furono in seguito promotori di ideali razzisti, antisemiti e di estrema destra. L'insieme delle pubblicazioni di estrema destra francesi che sono state analizzate in questa opera può essere suddivisa secondo due parametri: il tipo di pubblicazione (periodico o libro) e ideologico: molti editori furono fascisti o monarchici della prima ora, mentre altri cambiarono nel tempo le proprie convinzioni.

Lo scopo dell'analisi condotta è cercare di ottenere delle risposte generali alle seguenti questioni: che carattere ideologico avevano le varie pubblicazioni fasciste dell'epoca analizzate? Da chi erano finanziate e distribuite, e che diffusione avevano? Se lo erano, a che movimenti politici o culturali erano affiliate? La questione ideologica è particolarmente importante alla fine della comprensione del capitolo seguente, l'analisi degli scritti fascisti francesi e delle varie questioni che venivano trattate con riferimento all'Italia.

Quotidiani e periodici

La parte seconda, *Journaux et periodiques*, è dedicata alle pubblicazioni periodiche dell'epoca. Ne sono state analizzate sei: *L'Action Française*, *Gringoire*, *L'Ami du peuple*, *L'intransigeant*, *L'Écho de Paris*, *Je suis partout*, alcune con cadenza quotidiana ed altre settimanale. Anche in questo caso le ragioni che ci hanno portato ad effettuare la scelta sono svariate.

In primo luogo, per fama degli autori, tiratura e varietà dei temi trattati tali pubblicazioni sono certamente tra le più prominenti dell'epoca con riferimento all'estrema destra francese. Alcune di esse, come *L'Action Française*, sono nate con l'intento di propagandare i valori di tale parte politica, altre come *L'Écho de Paris* si sono evolute in tal senso nascendo come quotidiani o settimanali di altro tipo. In secondo luogo, nelle sei pubblicazioni gli autori hanno sempre avuto un occhio di riguardo per le vicende trattanti l'Italia, il che ci ha permesso di usufruire di materiale di più alta qualità e pertinenza. In terzo luogo esse sono più facilmente reperibili rispetto ad altre. A tal fine è stato usato il sito *Retronews*, portale governativo controllato dalla *Bibliothèque Nationale de France* che ha reso disponibili online quasi tutti i numeri delle riviste e dei

quotidiani succitati. Altre pubblicazioni non presenti sul portale sarebbero state di consultazione molto più difficile e lenta.

Per ogni rivista si è proceduto dapprima a tracciarne un quadro generale descrivendone la storia ed i principali autori nel corso del periodo preso in esame. Successivamente si è proceduto a studiarne per ciascuna un gran numero di articoli con riferimento all'Italia al fine di esaminare come gli autori dell'epoca dell'estrema destra francese analizzavano e divulgavano al popolo francese le seguenti tematiche: l'ideologia fascista ed eventuali differenze a tale livello con l'estrema destra francese; politica estera italiana e come essa si stava evolvendo; rapporti economici e politici italo-francesi, talvolta con osservazioni sulla politica interna francese; economia e territorio italiano; ruolo dell'autorità e del Duce secondo l'estrema destra francese ed infine rapporti tra il PNF (Partito Nazionale Fascista) e Vaticano. Bisogna ricordare infatti che risale al 1929, il primo anno studiato nella presente ricerca, la firma dei Patti Lateranensi. Le tematiche prese in esame sono a nostro avviso le principali riguardanti la politica dell'epoca.

Ne *L'Action Française* sono state esaminate le opere dei fondatori e si è analizzato il grande contributo di Léon Daudet. Si è visto come questo quotidiano sia stato quello che da più lungo tempo ha portato avanti l'agenda politica di estrema destra ed in particolare la dottrina di Maurras, in cui il tema centrale è il ritorno al monarchismo e la critica delle rivoluzioni liberali del XIX secolo. Il giornale mantenendo un tono aggressivo ed irriverente condivideva con il fascismo l'idea che il potere statale centrale dovesse essere forte, magari guidato da un'autorità; e approvava il fatto che in Italia vi fosse la monarchia che a dire di Maurras conferiva stabilità al Paese. Stabilità conferita anche dalla Chiesa, che doveva mantenere la sua autonomia dopo aver stipulato i Patti Lateranensi. Del fascismo *L'Action Française* approvava il risentimento nei confronti del Trattato di Versailles, anche perché le potenze firmatarie non erano ideologicamente affini al partito e giornale. Il tratto principale che distingueva il movimento di Maurras e il partito di Mussolini però era l'interventismo bellico: il fascismo lo considerava inevitabile qualora le grandi potenze non avessero acconsentito alle richieste di Italia e Germania, *L'Action Française* lo temeva.

Di *Gringoire*, settimanale a grande tiratura fondato da Horace de Carbuccia, si è visto come i toni fossero meno accesi e le posizioni politiche più tenui rispetto a *L'Action Française* che in fin dei conti si augurava una rivoluzione. *Gringoire*, pur condividendo

la proposta fascista, temeva la sua espansione e le mire del governo italiano che a grande prezzo stava uscendo dalle crisi dopo la Grande Guerra e il 1929. Il settimanale metteva in luce più di altri i difetti del regime e l'austerità presente nelle città italiane ma ne ammirava l'autoritarismo; e ne condivideva il disprezzo per la socialdemocrazia europea, asserendo che il sistema politico europeo era malato.

L'Ami du peuple è stato tra tutte la pubblicazione dal linguaggio più acceso e in cui è più visibile la xenofobia e l'antisemitismo. Il quotidiano fondato da François Coty è stato quello in cui l'ideologia del fascismo è stata meno trattata per fare spazio invece alla politica ed all'economia italiana, francese ed europea. Di corrente nazionalista e di tendenze autarchiche e populiste, *L'Ami du peuple* temeva le alleanze tra paesi europei e le presentava ai lettori come deleterie, asserendo che categorie come i massoni, i banchieri ebrei, i socialisti ed i protestanti erano una minaccia costante per le finanze pubbliche e la sicurezza.

L'Intransigeant di Léon Bailby è stato un quotidiano più moderato rispetto a *L'Ami du peuple*; ciononostante i redattori hanno sempre professato la propria ammirazione per il Partito Fascista, il governo ed il popolo italiano e fu uno dei propugnatori di un'alleanza economica e politica maggiore tra Italia e Francia: per ragioni strategiche, certo, ma anche in virtù di una "intente latine" basata su una storia comune risalente all'Impero Romano.

L'Écho de Paris, come *Gringoire* e *L'Action Française*, è stato un giornale che ha sempre espresso preoccupazioni riguardo l'ascesa dell'Italia fascista sia in campo economico sia in campo politico e militare: del resto le intenzioni di Mussolini non erano oscure a nessuno. Nazionalista, antisemita ed antidreyfusardo dalla sua nascita, *L'Écho* espresse però sempre la convinzione che il Trattato di Versailles dovesse essere rispettato e che le altre potenze europee dovessero attivarsi in tal senso, anche perché oltre che dell'Italia anche l'ascesa della Germania di Hitler (specialmente dal 1933 in poi) era preoccupante.

Je suis partout è stato l'ultimo periodico ad essere analizzato. Esso è stato quello tra tutti che più informazioni ha fornito sull'Italia e che più si è schierato al fianco del partito fascista, anche quando questo andava contro gli interessi della Francia. Gaxotte, Dieudonnat, Roux, l'inviato speciale da Roma Camille Mallarmé: questi ed altri trattarono ampiamente la politica estera italiana ed i rapporti con la Francia augurandosi che i due Paesi stringessero collaborazioni. A differenza di altri periodici che in maniera

più o meno marcata temevano l'Italia e la Germania e la possibilità di un conflitto, questo settimanale sottolineò in moltissimi articoli il proprio disprezzo per le istituzioni democratiche ed il culto per la violenza. Anche in *Je suis partout* è stata ampiamente descritta l'economia italiana del tempo e i progressi del partito fascista. Se il contenuto degli stessi articoli fosse apparso in lingua italiana nel *Popolo d'Italia* o in qualche altro giornale filofascista dell'epoca pubblicato in Italia avremmo fatto molta fatica a notare qualcosa di strano, tanto era forte l'identità tra i redattori del settimanale e i fascisti italiani e tanto piccole le differenze.

Il libro

La terza parte è dedicata al libro: sono state prese in considerazione le opere principali di alcuni degli esponenti dell'estrema destra francese.

Anche la terza parte è divisa in più sezioni. In *Deux éditeurs importants: Fayard et Valois* si approfondiscono queste due case editrici, a nostro avviso rilevanti nel contesto della stampa francese di estrema destra. Si segue dunque con *Autres éditeurs: auteurs et oeuvres*, in cui si esamineranno altri attori di rilievo quali Hermann De Vries De Heekelingen e Charles Benoist. Infine si osserva un libro, *Promenade italienne* di Charles Maurras. Ideologo monarchico menzionato più volte nel corso di questa ricerca, Charles Benoist ha scritto tale opera con l'intento di descrivere al pubblico francese le bellezze e la storia d'Italia ma anche la politica italiana del tempo. È dunque un eccellente modo per concludere la trattazione.

La terza parte ha avuto una struttura leggermente diversa dalla seconda, relativa ai periodici ed ai quotidiani. Se in quest'ultima infatti autori ed opere sono stati analizzati separatamente in due sezioni diverse, nella parte relativa al libro l'autore è stato susseguito dall'opera. Questo per ragioni pratiche: nella stampa periodica sono stati analizzati anche articoli anonimi o sul cui autore non sono state reperite sufficienti informazioni, ma comunque di interesse al fine della ricerca.

La casa editrice Fayard, come abbiamo visto, è stata principalmente legata a *L'Action Française* e ne ha condiviso la visione monarchica, anche se prima degli anni '20 ed in seguito è rimasta politicamente neutrale. Si è occupata molto del rapporto tra il Papato e

il governo fascista rimanendo scettica a riguardo; gli autori principali sono stati Maurice Pujo e Pierre Gaxotte.

Valois, nazionalista, è stata una casa editrice che ha pubblicato principalmente le opere del suo fondatore Georges Valois, che dall'inizio degli anni '30 in poi ha cambiato schieramento politico allineandosi progressivamente al socialismo. Valois ha principalmente trattato la figura del leader, tema presente nella gran parte delle pubblicazioni esaminate.

È stata analizzata successivamente la figura di Herman de Vries de Heekelingen, nazionalista nederlandese che scrisse in francese e pubblicò svariati studi sul fascismo conoscendo personalmente Mussolini. L'autore ha condiviso con molti altri intellettuali e giornalisti il disprezzo per le istituzioni repubblicane e per le grandi democrazie europee. Si è passati poi a Charles Benoist, altro intellettuale dell'estrema destra francese con la peculiarità di essere passato a posizioni autoritarie in seguito alla sua delusione per il fallimento a suo dire del passaggio della democrazia francese ad un sistema rappresentativo proporzionale. Da ultimo si è visto il libro *Promenade Italienne* del già citato Charles Maurras, che pubblicò con *Flammarion* un trattato in cui auspicava un avvicinamento politico su posizioni monarchiche tra Italia e Francia mascherandolo con riferimenti alla bellezza del territorio italiano ed alla ricchezza della sua storia.

Conclusione

A differenza che in Italia il fascismo in Francia non è mai salito al potere, perlomeno fino alla Seconda Guerra Mondiale ed alla Repubblica di Vichy. Tuttavia moltissimi sono stati i personaggi, con progetti più o meno realizzabili, che hanno tentato di indirizzare la politica d'Oltralpe verso l'estrema destra. La gran parte di loro sono stati impegnati oltre che nella politica anche nell'editoria, ed è grazie a ciò che si è riusciti a ricostruirne in maniera più completa il pensiero. Le case editrici, i libri, gli autori e i giornali hanno pubblicato un numero enorme di scritti con riferimento all'Italia, donandocene un quadro preciso che ci siamo sforzati di osservare. Abbiamo potuto così comprendere non solo come l'estrema destra francese vedeva l'estrema destra italiana al governo, ma anche quali erano le tendenze della versione francese; quali erano le correnti ideologiche che caratterizzavano gli ambienti intellettuali filofascisti di Parigi, ed anche i difetti che i francesi attribuivano agli italiani: mancanze, lo ricordiamo, dal punto di vista di

intellettuali e giornalisti dal pensiero affine, non da un punto di vista oggettivo (se esso esiste).

Gli autori e le pubblicazioni viste hanno avuto ciascuno una visione politica differente, pur all'interno di ciò che definiamo estrema destra o fascismo. Svariate sono state le differenze sulla visione della politica e della società, sia italiana sia francese, sul governo fascista italiano e sulle istituzioni democratiche (...o imperiali) francesi; e svariati gli elementi in comune.

Tutti hanno una visione della società che prevede un ruolo forte del potere: un ruolo centralizzato in cui sono ammesse poche repliche ed in cui è presente sempre un uomo forte al comando. *L'Action Française*, e i molti autori ed editori che la seguirono, considerava la monarchia come l'unica istituzione che potesse garantire un futuro alla Francia ed un miglioramento della società. Altri giornali e pubblicazioni si limitavano ad affermare la decadenza delle istituzioni democratiche, mentre *Je suis partout* auspicava un fascismo in Francia sul modello italiano. Per questo Mussolini è generalmente celebrato, a volte in maniera velata ed altre in maniera esplicita.

Un altro elemento in comune strettamente collegato al precedente è il disprezzo verso le istituzioni democratiche e verso le riforme del XIX occorse in Francia ed in Europa dopo la Rivoluzione Francese. La politica del tempo in Francia è invisa all'estrema destra d'Oltralpe del tempo, e lo sono anche le classi politiche della maggior parte degli stati europei e degli Stati Uniti, sia in quanto democratiche sia semplicemente in quanto straniere.

Gli autori e le pubblicazioni dell'estrema destra francese infatti condividono in maniera generale anche un atteggiamento xenofobico, che sfociava in alcuni casi (come ne *L'ami du peuple*) nell'aperto antisemitismo. Non solo le classi politiche erano prese di mira, ma anche categorie di persone legate alla vita pubblica (i socialdemocratici, i massoni) o semplicemente accomunate dall'appartenenza comune ad un gruppo etnico o religioso (i magrebini o gli ebrei).

La classe politica italiana è stata generalmente ammirata, ma anche temuta dalla maggior parte degli autori. Bisogna sempre tenere a mente che tutte le testate analizzate condividono il nazionalismo e la generale diffidenza nei confronti delle potenze straniere, tanto più se come nel caso dell'Italia stavano recuperando rapidamente terreno sia in campo economico sia soprattutto in campo militare, ed anche se non lo fossero state

minacciavano apertamente l'ordine costituito europeo che in fin dei conti soddisfaceva la Francia, firmataria del Trattato di Versailles. Vi sono però delle differenze: se alcuni autori, pur rimanendo di estrema destra, osteggiavano attivamente l'emergere del fascismo ed anche del movimento nazista in Germania, altri spingevano per un'alleanza sempre più stretta tra Italia e Francia facendosi paladini della cooperazione tra i due paesi di comune discendenza latina.

Un ultimo fattore di disaccordo è stato il ruolo che i Patti Lateranensi avrebbero avuto per l'equilibrio europeo e per gli interessi dello Stato fascista, dei cattolici e dello Stato francese. Tutti gli autori hanno concordato sul fatto che essi abbiano rappresentato una vittoria politica per il fascismo che assumeva così il controllo della maggior parte delle istituzioni cattoliche rafforzandosi agli occhi dei cattolici di tutto il mondo. Alcuni (specialmente i più religiosi) hanno dubitato dei vantaggi che l'istituzione ecclesiastica abbia potuto ricavare dalla firma del 1929, mentre altri consideravano l'accordo di mutuo beneficio.

Come abbiamo sottolineato all'inizio, il fascismo come ideologia e come sistema politico non ha fatto sentire i propri effetti soltanto sulla penisola ma in tutto il mondo, anche nella maggior parte dei casi in cui esso (o un'ideologia ad esso affine) non è potuto salire al potere. Studiarlo nel Paese in cui esso si è sviluppato nella sua interezza è utile, ma studiarne gli effetti e le relazioni tra Paesi diversi, pur se in un arco di tempo ristretto e con risorse limitate, a nostro avviso è ancora meglio. Non per giustificare ciò che è stato, ma per accrescere il nostro bagaglio culturale e per imparare almeno una cosa in più su uno dei fenomeni più rilevanti e tragici della storia del XX secolo. In Italia, come in Francia, come altrove.